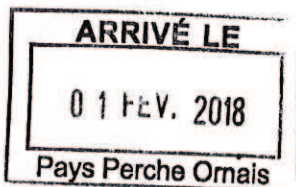


Direction territoriale
Seine-Nord



Mr le Président
PETR du Pays Perche ornaïs

Agence territoriale
d'Alençon

Alençon, le 29/01/18

36, rue Saint-Blaise
61000 Alençon
Tél. : 02 33 82 55 00
Fax : 02 33 32 20 69
at.alencon@onf.fr

Objet : Consultation SCOT du Pays du Perche ornaïs

Monsieur le Président,

Comme suite à la consultation quant à l'arrêt projet du SCOT du Pays du Perche ornaïs, je vous informe que l'ONF n'a aucune remarque particulière à formuler à ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma sincère considération.

Véronique ETIENNE

Responsable du service forêt

DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Arrondissement de Mortagne-au-Perche

Canton de Ceton

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix-huit, le 3 février à dix heures trente minutes le conseil municipal, sur convocation adressée le vingt-trois janvier, s'est réuni sous la présidence d'Arnaud LOISEAU, Maire.

Étaient présents : Arnaud LOISEAU, Gaston ROCQUAIN, Karine MAUBERT, Patrick GAUBERT, Pascale BUFFAUT, Delphine LACOMBE, Philippe BULOT, Emile GARNIER.

Absents excusés : Bernard CARRÉE, Charles-Henry de VAUCELLES, Émilie DORMEAU.

Secrétaire de séance : Karine MAUBERT

NOMBRE DE CONSEILLERS en exercice : 11, présents : 8, votants : 8

OBJET : Avis sur le projet SCOT du Pays du Perche Ornaïs

Le maire informe le Conseil Municipal que le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche ornaïs a été arrêté le 22 décembre 2017 et présente le projet.

Conformément aux dispositions de l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, le projet doit désormais être soumis pour avis aux différentes instances et structures

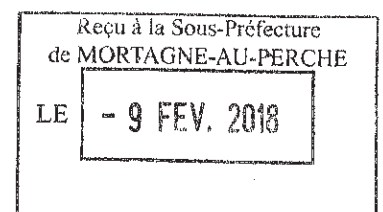
Le Conseil municipal après en avoir délibéré et à 7 voix pour, 0 contre et 1 abstention

Donne un avis favorable au SCOT du Pays du Perche Ornaïs

Fait et délibéré en Mairie, les jour mois et an ci-dessus.
Pour extrait conforme,
Le Maire,
Arnaud LOISEAU



Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture et publication.



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers
En exercice : 35
Présents : 21
Votants : 22

L'an deux mil dix-huit, le deux février, à vingt heures, les membres du conseil municipal de la Commune de Cour-Maugis sur Huisne, se sont réunis dans la salle des fêtes de la commune historique de Boissy-Maugis, sous la présidence de Monsieur Guy RIGOT, Maire.

Date de convocation : 29 janvier 2018

Etaient présents : Guy RIGOT, Maire, Thierry LIGER, 1^{er} adjoint, Régis GATINEAU, deuxième adjoint, Dominique LAURENT, Henri KONING, Daniel POUSSIER, Christine ÉHANNO, Jean-François LEROUX, Nathalie HUBERT, Annie LOCHON, Joël DE KONINK, Mickaël JOLY, Marie-Christine MAURICE, Mickaël LAUNAY, Daniel LEBRETON, Béatrice SAALBURG, Pascale CLÉMENT, Jean-Paul VIALLE, François MARRAZZO, Jean-Luc TOUTAIN, Thierry MAGNIER.

Absents excusés : Didier GUÉRIN, Catherine CHANTEPIE (a donné pouvoir à Christine EHANNO), Chantal DELEUSE, Bernard MARCHAL, Julien KIEFFER, Philippe LEBREC.

Absents : Olivier CORBIN, Marino MANCA, Marc LAUNAY, Corinne BUNZL, Thomas MARRAZZO, Élise KLECZEWSKI, Sandrine STRAUCH, Didier BOULMER.

François MARRAZZO a été désigné secrétaire de séance.

Objet de la délibération n° 11 2018

Avis sur le projet du SCOT du Pays du Perche ornaïs

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche ornaïs a été arrêté le 22 décembre 2017 et qu'il doit être soumis aux différentes instances et structures.

Les membres du conseil ont pris connaissance du dossier en version dématérialisée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable sur le projet du SCOT du Pays du Perche ornaïs.



Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Le Maire,

Guy RIGOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-200059236-20180202-11-2018-DE

Accusé certifié exécutoire

Certifié exécutoire le 02 février 2018

Réception par le préfet : 23/02/2018

Publication : 23/02/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
Du Conseil municipal de la commune de
PERCHE EN NOCE**

Délibération n° 14/2018

Nombre de membres :

- en exercice 26
- présents 23
- votants 24

L'an deux mil dix-huit, le 21 février,
le Conseil municipal, convoqué en session ordinaire,
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu
habituel de ses séances, sous la présidence de M. Pascal
PECCHIOLI

Date de convocation :

14 février 2018

Présents : Mmes Biffard, Boucault, Guérin, Hubert, Lesieur,
Massola, Peuvret

Mrs Pecchioli, Planchenault, Gouault, Peillon, Verney, Beauchet,
Chalembert, Chalette, Corbin, Guillaume, Lenaerts, Letourneur,
Potts, Quineau, Olivier, May

Date d'affichage

23 février 2018

Excusés : Landemaine, Vail, (pouvoir à Jean-Claude Beauchet), Guiot

Madame Caroline PEUVRET a été élue secrétaire

**Objet de la délibération : Avis du conseil municipal sur le Schéma de Cohérence
Territoriale du Pays du Perche Ornaïs**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du
Pays du Perche Ornaïs a été arrêté le 22 décembre 2017.

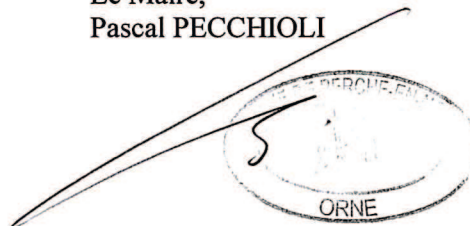
Conformément aux dispositions de l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, le projet doit
être soumis pour avis aux différentes instances et structures. Suite à cette première phase de
consultation, le projet sera ensuite soumis à enquête publique conformément aux dispositions de
l'article L.143-22 du Code de l'urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des votants :

- donne un avis favorable au projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche
Ornaïs.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an ci-dessus.
Pour copie conforme

Le Maire,
Pascal PECCHIOLI

The block contains a handwritten signature of Pascal Pecchioli, which is a long, sweeping line. Below the signature is an official circular stamp. The stamp contains the text "PERCHE EN NOCE" at the top and "ORNE" at the bottom, with a central emblem.

Mairie de Bretoncelles
Rue Lucien David
61110 BRETONCELLES

Tel 02.37.37.23.27
Fax 02.37.37.21.32
email : mairiebretoncelles@orange.fr



Monsieur le Président
Pays Perche Ornaïs
8 rue du Tribunal
61400 MORTAGNE AU PERCHE

Le 27 février 2018

Objet : Avis sur projet de SCOT

Monsieur le Président,

Suite à votre courrier du 19 janvier dernier, j'ai le plaisir de vous informer que le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de SCOT du Pays Perche Ornaïs arrêté au 22 décembre 2017. Vous trouverez ci-jointe la délibération prise lors de cette assemblée.

Restant à votre disposition,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,

David LAMBERT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 23 février 2018

Nombre de membres

Afférents au CM 15
En exercice 15

Ont pris part à la
délibération 13

Date de la convocation :
16 février 2018

L'an deux mil dix huit, le vingt trois février, à vingt heures trente, le conseil municipal de la Commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle du conseil municipal, sous la présidence de M. David LAMBERT, Maire.

Présents : M LAMBERT David, M. SAVARD Claude, Mme SANCHEZ Danièle, Mme HEE Sylvie, M. CHEROT Eric, Mme SAUVAGEON Elisabeth, Mme DUPRIEU Marie-Florence Mme HAYE Annick, M. OUSSIBLA Ahmed, Mme M. CHEVEE Daniel, Mme BACLE Chantal.

Absents excusés : M. Alain CHRISTOPHE (pouvoir à M. LAMBERT), M. GUILLOUX Hugues, JOURDHEUIL Tiphaine, M LEMONNIER Michel (pouvoir à Mme BACLE).

Mme Hée est élue secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Pays perche Ornaïs : notification pour avis du projet de SCOT D2018.02.23.010

Le projet de SCOT du Pays Perche Ornaïs a été notifié pour avis. Le dossier complet a été transmis par mail aux conseillers afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

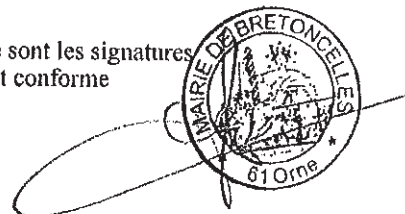
Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et délibéré, décide à l'unanimité :

- d'émettre un avis favorable sur le projet de SCOT du Pays du Perche Ornaïs.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture et
publication ou notification
du 28/02/2018
Le Maire,
David LAMBERT

Au registre sont les signatures
Pour extrait conforme
Le Maire.



Extrait du registre des délibérations de la
Communauté de communes Cœur du Perche

Séance du 26 février 2018

Délibération n°032-2018

Nombre de conseillers

- en exercice : 36

- présents : 27

- absents :

- dont suppléés : 1

- dont représentés : 3

- votants : 31

pour : 31

contre : 0

Date de convocation : 16.02.2018

Accusé de réception en préfecture
061-200068435-20180226-032-2018-DE
Date de télétransmission : 01/03/2018
Date de réception préfecture : 01/03/2018

L'an deux mille dix-huit, le 26 février à 18h00, le Conseil de cette Communauté de Communes, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Pascal PECCHIOLI.

Présents : Mesdames et Messieurs BOBIN, BOUVIER, CARRE, CHEROT, CHEVALIER, CHEVEE, DAGONEAU, FETIVEAU, GARNIER S., GOUAULT, GUIARD, HESNOULT, LAMBERT, LE NAY, LIGER, LUYPAERT, MASSOLA, MOI, PECCHIOLI, PEILLON, PIQUET, PLANCHENAU, REVEL-BERTRAND, RIGOT, ROUILLET, SANCHEZ, STRASSER, VERNEY,

Absents excusés : GARNIER M., MAY, OLIVIER, RODHAIN, SENECHAL,

Absents non excusés : COUTANT, GATINEAU, GUERIN, SABRAS

Michel GARNIER étant absent donne tout pouvoir à Jeanine HESNOULT. Sylvie MAY étant absente donne tout pouvoir à Brigitte LUYPAERT. Claude SENECHAL étant absent donne tout pouvoir à Martine LE NAY.

Christophe GUIARD a été nommé secrétaire de séance.

Objet : Aménagement du Territoire – Approbation du SCOT

Le conseil,

Vu la délibération D 2017-28 en date du 22 décembre 2017 du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays du Perche Ornaïs portant sur l'arrêt du projet du SCOT et la validation du bilan et de la concertation ;
Le Président présente au conseil communautaire le SCOT du Perche Ornaïs. Ce document d'urbanisme et d'aménagement tend à déterminer l'avenir du territoire et de ses habitants en ce qui concerne les objectifs de logement, d'emploi, d'espaces d'activité et de transports tout en assurant une démarche d'approche environnementale.

DÉCIDE

1°) D'émettre un avis favorable sur le projet de SCOT du Perche Ornaïs.

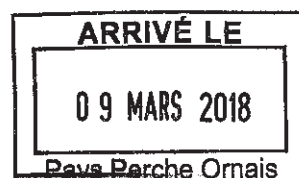
Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

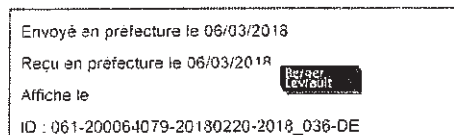
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

POUR COPIE CONFORME,

Le Président,
Pascal PECCHIOLI





République Française
Département de l'Orne

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE BELFORET-EN-PERCHE

Nombre de Membres

Afférents au Conseil
Municipal : 64
Présents : 39
Qui ont pris part à la
délibération : 46

SÉANCE DU 20 Février 2018

L' an 2018 et le 20 Février à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Didier FIOCCA, Maire, formant la majorité des membres en exercice.

Date de la
convocation
13/02/2018
Date d'affichage
14/02/2018

Réf : 2018_036

DELIBERATION
ARRET DU PROJET
SCOT

Présents : M. FIOCCA Didier, Maire, Mmes : BROSSE Hélène, CAFFIER Véronique, DESPIERRES Sylvie, GENTNER Colette, GISSELBRECHT Roselyne, HUET Odile, LARSONNEAU Nicole, LE CROART Cécile, LEQUEFFRINEC Martine, OBISSIER Hélène, VINCENT Catherine, MM : ANDRIEUX Frédéric, BEAUFILS Philippe, BELLANGER Serge, BOBLET Bernard, BOULAY David, BROSSE Daniel, CAFFIER Sylvain, CARRE Philippe, CHEMIN Daniel, CHOPIN Dominique, DAS NEVES PINTO João, DELAUNAY Charles, DROUET Mickaël, DUFOUR Jean-Claude, ESNAULT Dominique, FOURMY Jean-Luc, GAUTRET Joël, GOETZ Jean-Marie, GONSARD Alain, HEROUIN Michel, JACOB Jean-Pierre, LEPAGE Alain, LYON Christian, MAUNY Jean-Pierre, PEZARD Jean, SUZANNE Guy, THIBAUT François, VANDEN ABEELE Gérard, VINCENT Philippe

Excusé(s) ayant donné procuration : Mmes : BOULET Edith à M. BOULAY David, DAMIRON Claire à M. CHEMIN Daniel, GOHIER BOUVET Stéphanie à M. GONSARD Alain, LIGOT Raymonde à M. CHOPIN Dominique, MM : BASTEROT Bernard à Mme LE CROART Cécile, DE LEERSNYDER Jean-Marc à M. BEAUFILS Philippe, TESSE Jean-Claude à M. HEROUIN Michel

Absent(s) : Mmes : CENIER Anne-Lise, CHAUMIER Nathalie, CHOPIN Fabienne, DROUIN Pascale, DUHAMEL Colette, FOUASNON Bernadette, JULLIOT-ROUSSEAU Adeline, PELOUIN Sabrina, MM : BERNETIERE Patrick, CABARET Guillaume, CALOMNE Michel, COTREUIL Sébastien, DULYS François, OLIVE Jean-Luc, PEZARD Matthieu, RAGOUIIN Nathaniel

M. DUFOUR Jean-Claude a été nommé(e) secrétaire de séance.

Objet de la délibération :

DELIBERATION ARRÊT DU PROJET SCOT

Monsieur le Maire donne les principales dispositions du projet de SCOT - Schéma de COhérence Territoriale du Pays du Perche ornais - qui a été arrêté le 22 décembre 2017.

Axe 1 / Organisation du développement

- ☐ S'appuyer sur l'armature urbaine pour conforter le rayonnement et la complémentarité des pôles (pôles principaux / secondaires / bourgs / villages / hameaux) tout en adaptant le développement aux différentes strates existantes
- ☐ Prioriser l'urbanisation des centres (densification / épaissement / revitalisation) sans toutefois interdire la valorisation d'espaces au sein des hameaux (rester vigilant sur la dispersion du bâti et l'urbanisation linéaire)
- ☐ OEuvrer pour un développement maîtrisé et soucieux de la préservation du cadre de vie
 - o Aspect des nouvelles constructions (en fonction des zones), intégration paysagère des bâtiments et sites
 - o Préservation des patrimoines (identification du patrimoine bâti et du petit patrimoine à préserver)
 - o Intégration des atouts touristiques et renforcement adapté de l'offre existante
 - o Promotion de formes urbaines innovantes et moins consommatrices en foncier

Axe 2 / Prise en compte des risques et nuisances

- ☐ Améliorer progressivement la connaissance et l'intégration des risques dans la planification
- ☐ Anticiper les conséquences des inondations (prises en compte des zones d'expansion des crues et plus généralement des espaces tampons / améliorer la prise en compte des eaux pluviales / limiter l'imperméabilisation)
- ☐ Adapter ponctuellement la réglementation aux données et connaissances utilisées (atlas des zones inondables / RGA / remontées de nappes / indices inventoriés dans le cadre du plan sur les cavités)
- ☐ Intégrer les éventuelles nuisances dans les choix et la construction des projets

Axe 3 / Modération de la consommation foncière

- ☐ Lutter contre la régression des surfaces agricoles, naturelles et forestières
- ☐ Optimiser l'usage du foncier par des opérations plus structurées et plus cohérentes avec l'organisation du territoire (pôles locaux / bourgs / villages / hameaux)
- ☐ Densité brute moyenne de 12 logements par hectare à l'échelle du Pays
 - o Cœur du Perche 11,6 lgts / ha
 - o Collines du Perche normand 12 lgts / ha
 - o Hauts du Perche 11 lgts / ha

☐ Modération minimale de la consommation foncière de 10 % dans les projets de PLU(i)

o Prioriser les efforts sur le développement résidentiel

o Adapter les densités en fonction de l'armature et de la composition existante du bâti

o Densité moyenne à considérer à l'échelle des intercommunalités puis des communes

☐ 1/3 du potentiel en densification suite à l'intégration de l'ensemble des surfaces mobilisables

o Cibler les études de densification sur les pôles locaux

o Favoriser le renouvellement et la requalification d'espaces urbains aux alternatives extensives

☐ Intégrer les logements vacants dans le potentiel de logements à réaliser

☐ Intensifier le développement urbain autour des gares et haltes ferroviaires

o 20 logements par ha dans un rayon de 0 à 500 mètres

o 15 logements par ha dans un rayon de 500 à 1 000 mètres

☐ Valorisation possible des hameaux en densification (> 7 à 8 lgts / selon critères – p.15 du DOO)

Axe 4 / Prise en compte de la Trame Verte et Bleue

☐ Adapter la préservation des espaces constitutifs de la TVB à l'intérêt des sites et espaces pour la biodiversité (réservoirs, continuités majeures ou secondaires, milieux supports – p.19 puis 21 du DOO)

o Prendre en compte les modalités de protection définies par le SCOT

o Réaliser localement une identification et une analyse complémentaire de la TVB

o Permettre un développement adapté des projets dans les sites repérés ou inventoriés (capital + ordinaire)

o Adapter les dispositions des espaces agricoles, naturels et forestiers aux valorisations et usages possibles

o Programmer une restauration des continuités ou espaces fragmentés / fragilisés

☐ Intégrer les inventaires liés à l'actualisation des données territoires humides de la DREAL

o Pas d'identification spécifique des zones humides dans les documents

o Zone Nindice ou trame reprenant l'ensemble des secteurs à enjeux : biodiversité, risques, ressources

☐ Mener des inventaires participatifs permettant d'actualiser les connaissances (zones inondables ou d'expansion des crues pour les communes hors PPRI, zones humides, mares... haies à enjeux, arbres, bosquets)

☐ Soumettre à déclaration préalable puis à compensation l'arrachage des haies à enjeux

☐ Interdire, sauf cas particuliers (sécurité notamment) , la coupe des éléments

ponctuels identifiés

☐ Assurer la préservation des espaces agricoles et permettre des évolutions adaptées

o Préserver le potentiel de développement des sites et exploitations pérennes

o Être vigilant sur les règles d'urbanisme impactant l'espace rural et le monde agricole

o Permettre l'implantation de nouvelles constructions de préférence à l'intérieur d'un tissu bâti constitué

o Encadrer le changement de destination (p.20 du DOO)

☐ Aménager des surfaces perméables aux usages multiples sur les zones nouvelles > 10 000 m²

Axe 5 / Préservation des ressources

☐ Préserver la qualité de l'eau et répondre aux besoins (approvisionnement / autonomie, protection de la ressource, amélioration du rendement des réseaux et dispositifs de traitement des eaux brutes ou effluents)

☐ Renforcer la prise en compte des eaux pluviales pour l'ensemble des projets

☐ Favoriser le recours à des essences locales pour l'ensemble des plantations

☐ Préserver les dispositifs végétalisés et les haies le long des ruisseaux

Axe 6 / Qualité urbaine, architecturale et paysagère

☐ Inventorier les ensembles urbains et le patrimoine bâti remarquables ou identitaires

☐ Adapter les règles, attentes et prescriptions aux éléments bâtis répertoriés

☐ Ajuster les potentiels constructibles et les règles aux abords des patrimoines

☐ S'appuyer sur les éléments identifiés pour préserver les éléments constitutifs de la trame paysagère et les milieux associés qu'ils soient remarquables, intéressants ou originaux

☐ Promouvoir les identités architecturales locales en précisant et adaptant les attentes

o Adéquation des constructions, projets et réhabilitations avec la qualité architecturale et paysagère

o S'appuyer sur les inventaires locaux pour préserver les patrimoines, notamment traditionnels et isolés

o Atténuer les nuisances visuelles et systématiser l'intégration paysagère des projets

☐ Systématiser l'intégration paysagère des bâtiments ou sites d'importance

Axe 7 / Développement résidentiel

☐ Favoriser la mise en place d'une offre attractive et de logements diversifiés pour lutter contre la standardisation de l'offre (localisation, formes urbaines, densités...)

☐ Diversifier les formes urbaines à partir des pôles locaux et au sein même des opérations

☐ Produire des logements de qualité à hauteur des besoins

o Coeur du Perche 43 lgts / an (enveloppe foncière de 117 ha)

o Collines du Perche normand 62 lgts / an (enveloppe foncière de 166 ha)

o Hauts du Perche 36 lgts / an (enveloppe foncière de 106 ha)

☐ Privilégier la localisation de 75 % de l'offre résidentielle sur les pôles locaux

☐ S'appuyer sur la vacance pour répondre aux besoins en logements (à intégrer dans les hypothèses)

o Objectif minimal de résorption de la vacance de 1 lgt par commune et par période PLU(i)/PLH

☐ Faciliter les parcours résidentiels via une diversification du parc de résidences principales

Axe 8 / Transports et déplacements

☐ Maîtriser les déplacements et favoriser la connexion des nouveaux secteurs résidentiels

☐ Faciliter la mise en place d'une offre cohérente avec l'armature territoriale (ex. covoiturage)

o Coeur du Perche ZA Saint Marc ou Boisard / Gares / ZA Berd'huis

o Collines du Perche normand RD 955 / ZA Chartrage ou RD 923

o Hauts du Perche Sainte Anne ou RD 5 / Les Réhardières ou bourg

☐ Repenser la place des véhicules motorisés dans les aménagements et déplacements

☐ Favoriser le développement urbain autour des secteurs desservis par les transports collectifs

o Prioriser l'ouverture à l'urbanisation des secteurs situés en périphérie (1km) des gares / haltes ferroviaires

o Optimiser l'usage du foncier autour des sites desservis par un transport collectif structurant

☐ Préserver les chemins et itinéraires reliant les bourgs, villages et hameaux

☐ Rechercher une mutualisation des espaces de stationnement

o Aménager ces parkings sur l'ensemble des zones économiques structurantes ou zones commerciales

o Accompagner ces stationnements d'un accueil dédié aux véhicules non motorisés (5 à 10 véhicules)

Axe 9 / Equipement commercial et artisanal

☐ Prioriser le développement des commerces et de l'artisanat dans les centres compatibles

☐ Renforcer la structuration et la lisibilité des zones économiques en s'appuyant notamment sur la localisation et la hiérarchie des zones économiques existantes

o Zones éco. structurantes : Ste Anne / Les Réhardières / Saint Marc / Berd'huis / Chartrage / Croix Verte

- o Zones économiques principales : accompagnent les ZES à l'enveloppe urbaine des pôles principaux (Marcicière ou Boisard notamment)
- o Zones économiques secondaires : autres zones en dehors des ZES et ZEP

☐ Permettre à chacune des zones de disposer d'une offre foncière cohérente (horizon 2025)

- o Potentiel de 28 ha sur le périmètre du Coeur du Perche
- o Potentiel de 60 ha sur le périmètre des Collines du Perche normand
- o Potentiel de 28 ha sur le périmètre des Hauts du Perche

☐ Privilégier un renforcement des zones situées dans les pôles principaux (2/3 de l'offre)

☐ Permettre une évolution adaptée des activités isolées (à titre exceptionnel des implantations nouvelles)

☐ Tolérer des exceptions pour la création de nouvelles zones

o Sous réserve de justifications et de mesures environnementales exemplaires

☐ Soutenir les pratiques respectueuses de l'environnement

o Densifier les espaces économiques et privilégier une réutilisation des espaces ou bâtiments disponibles

o Réduire l'aspect minéral des zones économiques (perméabilité des parkings notamment)

o Systématiser la prise en compte du cycle de l'eau et des continuités dans les ZES

o Favoriser l'implantation de dispositifs renouvelables et aménagements facilitant les déplacements

☐ Favoriser l'intégration architecturale et paysagère des sites, bâtiments, dispositifs renouvelables ou parkings

Axe 10 / Equipement et services

☐ Maintenir la richesse de l'offre en équipements et services

o Contribuer au développement d'une offre complémentaire en adéquation avec les besoins

☐ Renforcer qualitativement et quantitativement la capacité d'accueil touristique

o Rendre possible les aménagements contribuant à l'attractivité tout en veillant à la cohérence spatiale (notamment des unités touristiques / aires de services ou stationnement de camping-cars, gîtes à la ferme...)

☐ Permettre le développement et l'installation de dispositifs ou constructions touristiques

Axe 11 / Technologies de l'information et de la communication (TIC)

☐ Rendre accessible à tous les TIC

☐ Mettre en oeuvre les conditions favorisant le développement des TIC

☐ Prévoir un accès HD/THD pour tous les quartiers destinés au développement

résidentiel & ZA

Axe 12 / Performances énergétiques et environnementales

☐ OEuvrer localement pour la transition énergétique (filères énergétiques locales / consommations énergétiques / déplacements / dispositifs renouvelables...)

☐ Permettre voire systématiser la mise en place de dispositifs renouvelables sur les bâtiments publics, agricoles ou dédiés à l'artisanat

☐ Restreindre le développement de l'éolien aux zones géographiques ne présentant aucune contrainte environnementale, patrimoniale et technique

☐ Promouvoir une valorisation énergétique vertueuse et respectueuse des ressources

o Interdire l'implantation de dispositifs renouvelables sur des espaces agricoles ou naturels

o Autoriser les implantations d'ER sur des surfaces non valorisables ou artificialisées

o Favoriser l'intégration paysagère et architecturale des dispositifs renouvelables

o Inciter et éventuellement rendre obligatoire l'intégration de dispositifs renouvelables sur les zones nouvelles ou extensions des ZES (à minima 10 % des besoins énergétiques des bâtiments)

Conformément aux dispositions de l'article L.143-20 du code de l'urbanisme, le projet doit désormais être soumis pour avis aux instances et structures.

Il indique que l'ensemble des pièces est disponible sur le site internet du Pays : www.vivre.dans.le.perche.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité émet un avis favorable au regard du projet arrêté.

Pour extrait, certifié conforme,
Le Maire,
Didier FIOCCA



PRÉFÈTE DE L'ORNE

Direction départementale
des territoires de l'Orne

Secrétariat de la CDPENAF

Affaire suivie par : Florian BUREAU
Tél. 02 33 32 50 84
Courriel : ddt-cdpenaf@orne.gouv.fr

Alençon, le 09 MARS 2018

Le Directeur Départemental des Territoires
à

Monsieur le Président du Pôle d'Equilibre Territorial et
Rural du Pays du Perche ornaïs
8, rue du Tribunal
61400 Mortagne au Perche

Objet : Avis de la CDPENAF du 6 mars 2018 – SCoT du Pays du Perche ornaïs

Vous avez saisi la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) pour avis sur le projet arrêté du Schéma de Cohérence Territorial du Pays du Perche ornaïs.

La Commission émet l'avis suivant au titre de l'article L.143-20 du code de l'urbanisme relatif à la réduction des surfaces des espaces agricoles, naturels et forestiers : **avis favorable.**

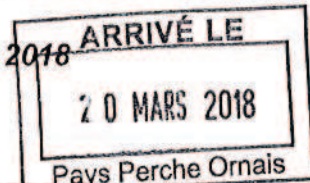


Vincent ROYER

VILLE
DE
MORTAGNE
AU
PERCHE

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE MORTAGNE-AU-PERCHE

SEANCE du 12 Février 2018



L'an deux mil dix-huit,
Le douze février, à dix-neuf heures,

OBJET :

Avis du Conseil
Municipal sur le
projet de SCOT
du Pays du
Perche Ornaïs
arrêté par le
PETR du Pays du
Perche Ornaïs le
22 Décembre
2017

- : -

Le Conseil municipal de la Ville de MORTAGNE AU PERCHE s'est réuni en session ordinaire, à l'Ancien Palais de Justice, sur la convocation et sous la présidence de M. DESOUCHE, Maire.

Etaient présents : M. Jacki DESOUCHE, Mme Françoise GUIBERT, M. Denis PASQUERT, M. Guy PETIT, M. Philippe AUVRAY, Mme Geneviève FOUBERT, Mme Michèle BESNARD, M. Joe WALLET, M. François BEAUDOUIN, Mme Annie GAL, M. Jean-François LE BOUCHER, M. Dominique VAUX, Mme Régine GUESNE, M. David GERAULT, Mme Virginie VALTIER, Mme Florence SBILE, Mme Michelle LAMBERT, M. Thierry JEANTET, Mme Marie-Hélène LAMOUR.

Absents et représentés : Mme Marie-Christine BESNARD donne pouvoir à Mme Françoise GUIBERT, M. Jean Claude LENOIR donne pouvoir à M. Jacki DESOUCHE, M. Michel BOURHIS donne pouvoir à M. Guy PETIT, M. Claude NOURY donne pouvoir à Mme Florance SBILE, Mme Anabella FERNANDES-DIAS donne pouvoir à M. Jean-François LE BOUCHER, Mme Anne LAFITTE-MAIQUES donne pouvoir à Mme Virginie VALTIER, Mme Laurence ANDRE, Mme Angélique ROUSSEAU.

Mme Annie GAL place au Bureau en qualité de Secrétaire.

Monsieur le Maire informe que, par délibération du 22 décembre 2017, le comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Perche Ornaïs a arrêté le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche Ornaïs.

Conformément aux dispositions de l'article L. 143-20 du Code de l'Urbanisme, ce projet doit être soumis pour avis au Conseil Municipal.

Considérant que l'ensemble des pièces du projet a été transmis aux membres du Conseil Municipal par mail, qu'une version papier (*rapport de présentation, projet d'aménagement et de développement durables, document d'orientation et d'objectifs, pièces administratives*) a été mis à disposition dans les locaux du Pays du Perche Ornaïs et est disponible sur le site Internet du Pays à l'aide du lien suivant : <http://www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/projet-de-scot-arrete/>

Considérant que la Commune dispose d'un délai de trois mois à compter de la transmission du projet pour émettre un avis conformément à l'article R.143-4 du Code de l'Urbanisme.

Considérant qu'il est envisagé de soumettre le projet arrêté à enquête publique conformément aux dispositions de l'article L. 143-22 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que le Conseil Municipal n'émet aucune observation sur le projet arrêté.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- DECIDE d'émettre un avis favorable au projet de SCOT du Pays du Perche Ornaïs arrêté par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Perche le 22 Décembre 2017.

Fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus, et ont signé au registre tous les membres présents.

Date de convocation :
06/02/2018

Nbre conseillers : 27

Nbre présents : 19

Nbre votants : 25

ACCUSE DE RECEPTION

061-216102939-20180212-20180212_10BIS-DE

Reçu le : 19/02/2018

Publié le : 21/02/2018

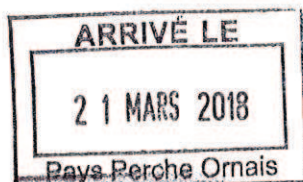


Certifié le caractère exécutoire
de la présente délibération,
Le Maire,

Jacki DESOUCHE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
ORNE



PAYS PERCHE ORNAIS
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
8 rue du Tribunal
61400 MORTAGNE-AU-PERCHE

Alençon, le 6 mars 2018

Le Président

Siège social

52 Boulevard du 1^{er} Chasseurs
CS 80036
61 001 Alençon cedex
Tél. : 02 33 31 48 00
Fax : 02 33 29 47 99
accueil@orne.chambagri.fr

Antenne Bocage

21 Rue de Briouze - BP 16
La Ferrière-aux-Etangs
61458 Flers cedex
Tél. : 02 33 62 28 82
Fax : 02 33 96 14 42
bocage@orne.chambagri.fr

Antenne Plaines - Auge

ZI Les Fourneaux
Route du Bouillon
61500 Sées
Tél. : 02 33 81 77 80
Fax : 02 33 81 77 89
plaines@orne.chambagri.fr

Antenne Perche - Ouche

ZI La Grippe
La Fontenelle
Route de L'Aigle
61400 Mortagne-au-Perche
Tél. : 02 33 85 34 40
Fax : 02 33 85 34 49
perche@orne.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public
Siret 186 100 046 00017

APE 9411Z

TVA FR 63 186 100 046

Code BIC AGRIFRPP866

Domiciliation bancaire :

Crédit Agricole Normandie
16606 53361 01033046111 14

www.chambre-agriculture-61.fr

Objet : Projet de SCOT du Pays du Perche Ornaïs
Dossier suivi par : Delphine DUCLOS
Fonction : Chef de projet Territorial
delphine.duclos@orne.chambagri.fr
Tél. : 02 33 31.47.75/ Fax : 02 33 31 47 63

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité, au titre de l'article L 143-20 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la Chambre d'agriculture sur le projet de SCoT du Pays du Perche arrêté le 22 décembre 2017.

La Chambre d'agriculture associée aux travaux d'élaboration du document, a pu tout au long de la procédure affirmer les enjeux agricoles de ce territoire rural, promouvoir le développement des exploitations agricoles et exprimer les attentes de la profession agricole. Je tenais à vous remercier pour cette écoute attentive qui a posé les bases d'un dialogue constructif.

Votre projet de SCoT globalement équilibré au regard des choix affirmés par les élus du Pays du Perche sur les différents enjeux de votre territoire, justifie que la Chambre d'agriculture émette un avis favorable sur le document arrêté.

- Nous tenons à souligner **que l'Axe 2 relatif à la prévention des risques nous est apparu particulièrement équilibré dans sa rédaction.** Le principe de ne pas exposer les personnes aux risques est évidemment posé mais il ne s'accompagne pas, comme ce peut être parfois le cas, d'une application excessive du principe de précaution. Nous saluons le pragmatisme des élus du Pays du Perche qui n'ont pas souhaité rendre systématiquement inconstructibles les secteurs qui peuvent potentiellement présenter un risque, mais qui ont préféré s'en remettre à une analyse appropriée sur le terrain ainsi qu'au bon sens.



Certains axes du document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) appellent néanmoins des remarques ou des réserves de notre part.

- S'agissant **des objectifs de développement**, les ambitions affichées nous paraissent généreuses et induisent une production de logement importante. Or, le SCoT n'ayant aucun moyen de prioriser les secteurs de développement, ni de les phaser dans le temps, **nous sommes réservés sur la portée effective des objectifs de répartition sur pôles**. En effet, ces objectifs pourraient devenir rapidement inopérants, si la construction de logements s'avère finalement nettement inférieure aux objectifs initialement fixés. Le renforcement des polarités de service et de commerces devient alors aléatoire avec un risque de diffusion de l'habitat sur l'ensemble du territoire au détriment des centralités. C'est un enjeu important pour le maintien des services de proximité sur ce territoire rural très étendu. Les agriculteurs qui travaillent et vivent sur ce territoire sont concernés par l'éloignement des services et des commerces, qui peut générer de nombreux déplacements et renforcer des situations d'isolement. Un ajustement des ambitions de développement ou une répartition plus affirmée sur les pôles aurait permis de garantir l'atteinte des objectifs affichés en page 9 du DOO et que nous partageons ((Privilégier le développement des pôles locaux – Prioriser les projets sur les centres).
- **Les objectifs de maîtrise foncière affichés dans le DOO restent plutôt généraux**, laissant aux élus locaux une marge de manœuvre certaine dans l'élaboration des futurs PLUi. Or, **cette volonté de souplesse s'agissant de la consommation foncière, tranche avec le mode rédactionnel nettement plus prescriptif s'agissant de la préservation des espaces nécessaires à la biodiversité**.
- **Nous sommes notamment réservés sur la finesse des définitions relatives aux éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue** (Rang 1, Rang 2, Rang 3), considérant que ce niveau de précision fait glisser le document d'un rapport de comptabilité vers un rapport de conformité. La référence aux zonages réglementaires existants ne nous paraît pas non plus toujours justifiée, d'autant que ces espaces naturels sont souvent valorisés par l'élevage extensif. Les prescriptions de zonage associé tendent à considérer ces espaces comme devant être à protéger par principe, le développement des sites d'élevage étant présenté comme l'exception. Si un tel parti pris est relativement neutre pour des espaces de forêts, il peut avoir des conséquences regrettables sur le maintien de l'élevage dans des espaces prairiaux bocagers et/ou humides. **Nous demandons donc que la déclinaison des zonages soit présentée comme des recommandations sans portée normative (encadré vert)**. **Nous suggérons également que les orientations qui permettent de rééquilibrer les enjeux** (par ex : Préserver un périmètre adapté pour le développement des sites et sièges d'exploitations -page 20) et qui trouvent toute leur justification compte tenu de la place de l'agriculture sur ce territoire rural, **soient reprises dans le chapitre « préservation de la biodiversité »**. Il ne faudrait pas que leur dispersion dans le document et



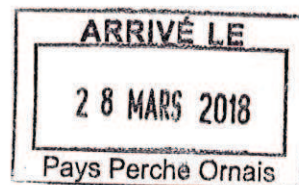
leur déconnection du chapitre TVB, conduisent à oublier cette volonté de rééquilibrage, notamment en cas de lecture partielle du document (ce qui s'avère être souvent le cas en pratique...).

- Le **volet protection des haies introduit une notion de hiérarchisation qui nous semble pertinente** pour adapter la protection aux enjeux réels et pour éviter une protection lissée sur l'ensemble du maillage bocager. En revanche, l'incitation à recourir aux inventaires participatifs nous interroge : comment introduire des critères factuels de hiérarchisation ? Comment s'assurer d'une homogénéité au sein d'un même territoire d'intercommunalité ?
- **Certaines orientations relatives à la gestion** des espaces ou des milieux ne relèvent pas selon nous d'un document d'urbanisme et à ce titre n'ont pas à figurer dans le DOO du SCoT même sous forme de recommandations. Nous avons relevé : la gestion collective et spatiale des haies ; la gestion écologique des bords de routes ; la préservation, restauration et entretien de la fonctionnalité des milieux aquatiques ; l'acquisition foncière pour protéger et restaurer les têtes de bassin.

Vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à nos remarques et réserves, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.

Jean-Louis BELLOCHE

ALENÇON le 19 MARS 2018



Pôle attractivité environnement

Service gestion du réseau routier
Hôtel du Département
27, boulevard de Strasbourg
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 60 55
📠 02 33 81 61 44
@ pae.sgr@orne.fr

Réf. SGR/sec-FF/oh-2018-55
Poste 1430 - affaire suivie par
F.FARIGOULE

Monsieur Jean-Claude LENOIR
Président du Pays du Perche Ornaïs
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
8 rue du Tribunal
61400 MORTAGNE-AU-PERCHE

Objet :

Projet SCOT arrêté au 22.12.2017

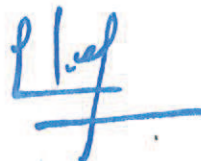
Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu, par courrier du 19 janvier 2018, m'adresser pour avis, le projet de SCOT du Pays du Perche Ornaïs arrêté le 22 décembre 2017.

J'ai l'honneur de vous informer que je n'ai pas d'observation particulière sur cette modification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,



Christophe de BALORRE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BAZOCHES-SUR-HOENE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'ORNE

ARRONDISSEMENT DE MORTAGNE

SEANCE DU 14 MARS 2018

Nombre

- de conseillers en exercice : 14
- de présents : 10
- de votants : 10
- d'absents : 4

**Date de
convocation
07/03/2018**

Date d'affichage

L'An Deux Mil Dix Huit, le quatorze mars à vingt heures trente, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean Lamy, Maire.

Étaient présents : M. Jean LAMY, Maire, M. André LECHAT, M. Jean-Pierre LAVENANT, Mme Martine GASNIER adjoints, MM Laurent MILLET, Georges LAUNAY, Serge CORNUEL, David RENAUD, Christian DEHAUDT et Loïc LEFEBVRE.

Étaient absentes : MMES Caroline VERHALLE (excusée), Isabelle HILLION, Pauline SAILLANT, Odile GODIN.

Après avoir approuvé le compte rendu de la dernière séance et autorisé Monsieur le Maire à rajouter un point à l'ordre du jour, le Conseil municipal approuve l'ordre du jour. Il désigne ensuite la secrétaire de séance : **Madame Martine GASNIER**

**DÉLIBÉRATION 2018-14-MARS-02
8- DOMAINES DE COMPÉTENCES PAR THÈMES
8.4 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU PAYS PERCHE ORNAIS**

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Perche Ornaïs arrêté le 22 décembre 2017.

Conformément aux dispositions de l'article L.143.-20 du Code de l'urbanisme, le projet doit désormais être soumis pour avis aux différentes instances et structures.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil municipal de se prononcer sur ce projet.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

le Conseil municipal

- Émet un avis favorable à ce projet,
- Charge Monsieur le Maire de transmettre cette délibération au Pays Perche Ornaïs après visa du contrôle de légalité

Pour copie conforme,

Le 14 MARS 2018

Le Maire,
Jean LAMY

Accusé de réception en préfecture
061-216100297-20180314-2018-14-
03-02-DE
Date de réception préfecture :

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 21 mars 2018

L'an deux mil dix-huit le vingt et un mars, à 20 heures 30 minutes,
le Conseil Municipal de la commune de Saint Cyr la Rosière, dûment convoqué,
le 10 mars 2018, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de
ses séances, sous la présidence de M. COUTANT David, Maire.

Nombre de conseillers :

En exercice : 11

Présents : 08

Votants : 11

Date de convocation : 10 mars 2018 Date d'affichage :

Présents : Mmes BEREAU N., PALMER F., MM. BOULLIER X. COUTANT D.,
LARSONNEAU Y., LESUEUR C., MENAGER A., WALQUEMANNE S.

Excusés : Mme FOURGON H. (pouvoir à Alain Ménager), MM. NERI A. (pouvoir à
Frédérique Palmer), TRICOTET L., (pouvoir à Stéphane Walquemanne).

Secrétaire de séance : M. LARSONNEAU Yoann.

OBJET DELIBERATION N°04-2018 :

ARRETE DU PROJET DU SCOT DU PAYS DU PERCHE ORNAIS

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le Schéma de Cohérence Territoriale du pays du
Perche ornaïs a été arrêté le 22 décembre 2017 et qu'il doit être soumis aux différentes instances et
structures.

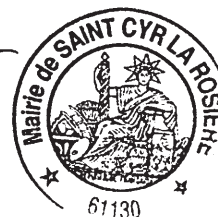
Les membres du conseil municipal ont pu prendre connaissance du dossier par voie dématérialisée.
Monsieur le Maire souligne que ce projet permettra notamment de faciliter la cohérence des PLUi
validés ou en cours de réalisation sur le territoire du Pays du Perche ornaïs.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 6 voix pour et 5 abstentions,

- émet un avis favorable sur le projet du SCOT du Pays du Perche ornaïs.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
David COUTANT



Extrait du registre des délibérations N°18_03_22_23

135

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE AU PERCHE

L'an 2018, le 22 Mars, à Mortagne au Perche, le Conseil de communauté, s'est légalement réuni sous la présidence de Monsieur LENOIR Jean Claude, Président.

Présents : M. LENOIR Jean Claude, Président, Mmes BESNARD Marie Christine, BOITEAU Lydie, BUSSY-BOITEUX Lydia, DE FORTON Brigitte, GAL Annie, GUIBERT Françoise, LIZOT Raymonde, MM BERARD Francis, BERTRAND Jacky, BLUTEL Philippe, BOUET Bruno, BUIN Philippe, DE PONTBRIAND Gilles, DESOUCHE Jacki, DU PLESSIS Jean, GERAULT David, GOHIER Rémy, GOSSET Gérard, GOUTTE Xavier, JEANTET Thierry, JOURDAN Yves, LAMY Jean, LANGEVIN Jacques, LECHAT André, LEPOIVRE Michel, MAUNY Jean Claude, MORINET Yves, NEHLICH Roger, PASQUERT Denis, PASQUIER Patrick, PETIT Guy, PICQ Philippe, PINTON Gérard, POUPARD Didier, ROCTON Jean Pierre, VALLET Jean Yves, VERHALLE Eric.

Suppléants : BOITEAU Lydie (de M. DESJOUIS René) et MM POUPARD Didier (de M. BOULAY Jean Yves).

Excusés ayant donné procuration : Mmes GUERIN Anne Marie à M. VALLET Jean Yves, LAFITTE-MAIQUES Anne à M. DESOUCHE Jacki, VALTIER Virginie à M. LENOIR Jean Claude.

Excusés : Mme COTREUIL Valérie, MM ANNE Gilles, BOULAY Jean Yves, BREARD Jean Michel, DESJOUIS René, GUERIN Jean, LELOUP Bernard, MADELINE Denis, MERCIER Philippe, NOURY Claude, SURCIN Bernard.

Invités : MM CHANTEPIE Guillaume, CHAUMIER Jacques, HAMELIN Francis.

Mme Annie GAL a été nommée secrétaire de séance.

Extrait du registre des délibérations N°18_03_22_23

136

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE AU PERCHE

AVIS SUR LE PROJET DU SCOT DU PERCHE ORNAIS ARRETE LE 22 DECEMBRE 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme,

Vu le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays du Perche ornaïs arrêté le 22 décembre 2017 par le comité syndical du Pays du Perche Ornaïs,

Considérant que le projet doit désormais être soumis pour avis aux différentes Communautés de communes,

Considérant la notion de compatibilité du PLUI avec le SCOT,

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil de communauté, **à l'unanimité :**

EMET un avis favorable sur le projet de Schéma de COhérence Territoriale conformément à la délibération du syndical du PETR du Pays du Perche ornaïs du 22 décembre 2017.

CHARGE Monsieur le Président de la Communauté de communes d'en informer le PETR du Pays du Perche ornaïs.

FAIT ET DELIBERE, les jour, mois et an ci-dessus
Et ont signé le registre tous les membres présents

**Le Président,
Jean Claude LENOIR**

Date de convocation	15/03/2018
Nombre de conseillers	50
Nombre de présents	38
Nombre de votants	38 + 3 pouvoirs





Commission locale de l'eau

**BUREAU DE COMMISSION LOCALE DE L'EAU
SAGE DU BASSIN VERSANT DE L'HUISNE**

**SÉANCE DU 29 MARS 2018
VAL-AU-PERCHE**

DÉLIBÉRATIONS

BUREAU DE COMMISSION LOCALE DE L'EAU

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN VERSANT DE L'HUISNE

SÉANCE DU 29 MARS 2018

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars à neuf heures trente, les membres du bureau de la Commission locale de l'eau se sont réunis à Val-au-Perche (mairie déléguée du Theil), sous la présidence de Monsieur Michel ODEAU.

ORDRE DU JOUR

- 1 – Avis sur le projet de SCoT du Pays du Perche ornais arrêté le 22/12/2017.
- 2 – Présentation de premiers éléments du bilan du SAGE.
- 3 – Actions de sensibilisation, communication 2018.
- 4 – Questions diverses.

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS :

Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux
(10 voix délibératives)

Présents (9)

Monsieur Michel ODEAU (Président de la CLE, Maire de Villaines-la-Gonais)
Monsieur Paul GLINCHE (Maire de Montfort-le-Gesnois)
Monsieur Michel MARY (Maire de Duneau)
Monsieur Bruno BOUET (Maire de Corbon et Conseiller communautaire de la Communauté de communes du Pays de Mortagne-au-Perche)
Monsieur Jacques KÄSER (Maire-adjoint de Val-au-Perche)
Monsieur Daniel CHEVÉE (Conseiller communautaire de la Communauté de communes du Cœur du Perche)
Madame Isabelle LAVIER (Vice-présidente de la Communauté de communes Le Gesnois Bilurien)
Monsieur Marcel MORTREAU (Vice-président de la Communauté urbaine Le Mans Métropole)
Monsieur André FROGER (Président du Syndicat des bassins du Dué et du Narais)

Collège des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations
(7 voix délibératives)

Présents (6)

Monsieur Alain DIEU (Président de la Fédération pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques de la Sarthe)
Monsieur Jean-Luc BELLARD (CCI de la Sarthe)
Monsieur Nicolas TISON (Chambre d'agriculture de l'Orne)
Monsieur Claude COGNON (Président de l'Association des Moulins et Rivières du Perche Ornais)
Monsieur Alain ANDRE (UFC – Que Choisir de la Sarthe).
Monsieur Michel RIOUX (Président de l'ADSPQI du Mans)

Collège de l'État et de ses établissements publics (5 voix délibératives)

Présents (3)

Madame Élisabeth LAVAUD, représentant le Directeur Départemental des Territoires de l'Orne
Monsieur Andy LORENZINI, représentant le Directeur Départemental des Territoires de la Sarthe
Madame Maud COURCELAUD, représentant le Directeur général de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne

ABSENTS EXCUSÉS :

Monsieur Philippe PICQ (Vice-président de la CLE, Parc naturel régional du Perche)
Madame Catherine SCHAEPELYNCK (Chambre d'agriculture de la Sarthe)

ASSISTAIENT EGALEMENT À LA RÉUNION

Madame Angeline CARTEREAU (Syndicat des bassins du Dué et du Narais)

Monsieur Maxime ROCHELLE (Pays du Perche ornais – PETR)

Monsieur Vincent TOREAU (Syndicat du Bassin de la Sarthe)

<p>19voix délibératives sur les 22 que compte le bureau. Le bureau de la Commission locale de l'eau délibère valablement.</p>

Convocations en date du 9 mars adressées à chaque membre du bureau de la CLE.

BUREAU DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU – SAGE DU BASSIN DE L'HUISNE

SÉANCE DU 29 MARS 2018

18.03.01 Avis sur le projet de SCoT du Pays du Perche ornais arrêté le 22/12/2017.

BUREAU DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU – SAGE DU BASSIN DE L'HUISNE

Séance du 29 mars 2018

DÉLIBÉRATION N°18.03.01: AVIS SUR LE PROJET DE SCOT DU PAYS DU PERCHE ORNAIS ARRETE LE 22/12/2017.

- vu la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006,
- vu le décret n°2007-1213 du 10 août 2007,
- vu les articles L. 212-3 à L. 212-11 du code de l'environnement,
- vu l'article L. 214-17 du code de l'environnement,
- vu les articles R. 212-29 à R. 212-34 du code de l'environnement,
- vu le 'Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de l'Huisne adopté par la Commission locale de l'eau (CLE) le 17 novembre 2017 et approuvé par l'arrêté interpréfectoral NOR 2350-17-00157 du 12 janvier 2018,
- vu les articles L. 143-20 et R. 143-4 du code de l'urbanisme,
- considérant les règles de fonctionnement de la CLE modifiées,
- considérant la notification du 19 janvier 2018 de Monsieur le Président du Pays du Perche ornaïs,

Nombre de membres		Sens du vote	
En exercice :	21	Pour :	19 voix
Présents :	19	Contre :	0 voix
Voix délibératives :	19	Abstention :	0 voix
Voix exprimées :	19		

LE BUREAU DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU, APRES AVOIR DELIBERE,

ARTICLE 1 : DONNE un avis favorable au projet de SCoT du Pays du Perche et précise que cet avis est assorti de deux réserves et de neuf observations.

RESERVES

- Concernant l'orientation E du PADD (Prévenir et améliorer la connaissance sur les risques), la Commission locale de l'eau (CLE) constate que la réduction de la vulnérabilité face au risque inondation ne figure comme un objectif, ce qui peut être considéré comme une mauvaise prise en compte du Plan de Gestion du Risque d'Inondations Loire-Bretagne. La CLE propose donc qu'un 5^e objectif traitant de la réduction de la vulnérabilité face au risque inondation soit ajouté. Cet objectif ira de pair avec l'acquisition d'une meilleure connaissance de l'aléa inondation, en particulier sur les affluents de l'Huisne non-couverts par le PPRI et des zones d'expansion de crues (cf. disposition n°16 du PAGD du SAGE).
- Concernant la règle A.1 de l'axe 4 du DOO (p.19, Contribuer à la préservation des espaces, sites naturels agricoles, forestiers ou urbains les plus significatifs), la CLE comprend bien le souhait du SCoT de voir appliquer un règlement protecteur à ces espaces significatifs, mais elle ne pense pas pertinent de hiérarchiser les espaces et sites naturels, agricoles ou forestiers selon des rangs dont les intitulés ne correspondent pas aux espaces figurant dans la carte introductive de cet axe. Ces rangs font de plus, référence à des milieux ou sites difficilement identifiables et dont l'application d'un même règlement pourrait finalement avoir des impacts négatifs pour certains milieux. Qu'entend-on par cours d'eau classés, par cours d'eau secondaires et autres milieux aquatiques, par zones humides ordinaires ?

L'intérêt d'un espace naturel ne tient pas seulement de ses composantes mais aussi de sa fonctionnalité et de son intérêt au regard de son environnement proche. Afin de faciliter la prise en compte de cette problématique, le SCoT doit être en mesure de laisser le soin aux PLU(i) de préciser, si besoin en est, une hiérarchisation adaptée au contexte local.

Cela amène à revoir également la hiérarchisation par rang proposée par la règle B.2 du DOO (p. 21, Adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux rôles de ces espaces naturels pour la biodiversité) qui s'avèrent trop précise et qui laisse peu de marge de manœuvre au PLU(i). Cette règle pourrait aussi préciser qu'un règlement écrit devra accompagner le règlement graphique pour traduire les objectifs de préservation de la biodiversité.

OBSERVATIONS

- Compte-tenu du rôle intégrateur confié au SCoT par la loi portant engagement national pour l'environnement et la loi ALUR, il est indispensable que les objectifs, dispositions et règles du SAGE, approuvé le 12/01/2018, soient parfaitement identifiés dans le SCoT. Il est rappelé que le PETR du Perche Ornaïs, maître d'ouvrage du SCoT, avait été destinataire en 2017 du projet de SAGE, dans le cadre de la consultation des assemblées.
- Le lien entre les différentes pièces du SCoT et en particulier le PADD et le DOO est difficile à appréhender dans la mesure où le nombre et l'intitulé des axes ne correspondent pas entre les deux documents, qui sont de plus structurés de manière différente. Le recours à un nombre plus important de cartes d'illustrations permettrait de mieux comprendre les enjeux du territoire et les déclinaisons territoriales des orientations.
- Concernant l'objectif C.2 du PADD (Adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux rôles de ces espaces naturels), la CLE rejoint la nécessité de concilier le développement du territoire à la préservation des milieux naturels et en particulier des milieux aquatiques. Il n'en demeure pas moins que selon l'importance des projets, la réglementation nationale, telle que la loi sur l'eau, s'applique et selon les milieux et espaces impactés (zones humides, zones d'expansion des crues), le règlement du SAGE doit être respecté strictement.
- Concernant l'objectif C.5 du PADD (Sensibiliser et communiquer auprès des acteurs et des habitants), la CLE considère que l'appropriation de documents de planification tels que le SAGE et le SCoT, ne tient sa réussite qu'à la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire (usagers, citoyens riverains, élus et agents des collectivités locales, services de l'État, acteurs économiques...). Cela nécessite un jeu d'aller-retour entre compréhension de ces acteurs et de leurs usages et une appropriation commune des enjeux territoriaux. Cette forte mobilisation doit passer par l'acquisition d'une meilleure connaissance des problématiques locales et par un effort important de sensibilisation et de communication. C'est ce qui est décliné dans l'objectif transversal du SAGE : « Mobiliser par la connaissance et la sensibilisation ».

C'est pourquoi, la CLE estime indispensable qu'elle et sa structure porteuse (le Syndicat du Bassin de la Sarthe), soient identifiées comme instances référentes dans le domaine de la gestion de l'eau (au sens grand cycle de l'eau) et des milieux aquatiques.

- Concernant l'objectif D.1 du PADD (Assurer une gestion globale de la ressource en eau), la CLE propose que soit identifiés les organismes et instances compétentes dans les thématiques listées et que soit distingué ce qui a trait au petit cycle de l'eau et au grand cycle de l'eau. Cela permettra de clarifier les attendus de cet objectif. Il peut être fait référence à l'objectif spécifique du SAGE : « Assurer la mise en œuvre et le suivi du SAGE » qui aborde la question de la gouvernance à mettre en place suite à la réforme territoriale. Pour ce qui est de la question de la gestion des eaux pluviales, listée dans cet objectif, il peut être fait référence à la disposition n°5 du PAGD du SAGE : « Réaliser des schémas directeurs d'assainissement des eaux pluviales ».
- Concernant l'objectif D.2 du PADD (Améliorer la prise en compte et le traitement des eaux usées), la CLE attire l'attention sur le fait que la mutualisation des systèmes épuratoires peut être intéressante à la condition qu'il n'existe pas un réseau de transfert trop important qui générerait des risques de fuites ou de collectes importants.

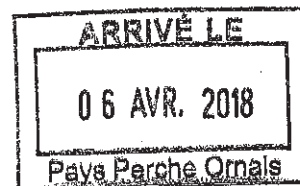
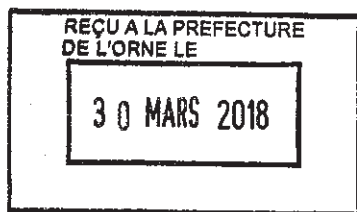
La mise en place de micro-stations doit également rester exceptionnelle. En effet, ces systèmes nécessitent souvent plus d'énergie et de technicité que des systèmes rustiques, pour des rendements épuratoires moyens pouvant être moins performants.

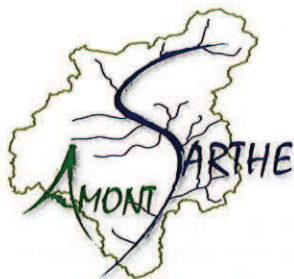
Enfin, plutôt que de demander de raccorder prioritairement les nouvelles constructions aux réseaux collectifs, la CLE rappelle l'intérêt, pour les collectivités, d'intégrer leurs zonages d'assainissement mis à jour à leur document d'urbanisme.

- Concernant la règle B.3 de l'axe 5 du DOO (p.25, Préserver la ressource en eau et la fonctionnalité des milieux aquatiques), la CLE demande à ce que les zones d'expansion de crues soit citées au même titre que les zones humides, les têtes de bassin versant dans l'alinéa « Appliquer des règles adaptées à la protection des zones humides, têtes de bassin ou espaces de mobilités des cours d'eau ». Il peut être fait référence aux dispositions n°3, 6 et 16 du PAGD du SAGE. La notion d'espaces de mobilités des cours d'eau peut être retirée de ce texte dans la mesure où les cours d'eau du Perche ne sont pas reconnus comme étant des cours d'eau très mobiles sur leur lit majeur.
- Concernant la recommandation B.4 de l'axe 5 du DOO (p.25, Gouvernance), la CLE demande à ce que soit fait référence à la disposition n°22 du PAGD du SAGE.
- Concernant la règle D.4 de l'axe 9 du DOO (p.38, Préserver un aspect rural et paysager des zones), la CLE propose de modifier la phrase « conserver une surface perméable de l'ordre de 30% sur des entités foncières > à 1 000 m² » par « conserver une surface perméable d'au minimum 30 %, ou plus, sur des entités foncières > à 1 000 m².

ARTICLE 2 : DECIDE de notifier cet avis à Monsieur le Président du Pays du Perche ornaïs.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour copie conforme,
Le Président, Michel ODEAU





Commission Locale de l'Eau
SAGE DU BASSIN DE LA SARTHE AMONT

Alençon, le 3 avril 2018

Le Président

A

Monsieur le Président du PETR du Pays du Perche
Ornais
8, rue du Tribunal
61400 MORTAGNE AU PERCHE

Dossier suivi par :

Eric LE BORGNE

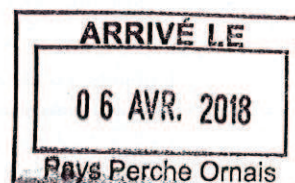
Tél. 02 33 82 22 72

Courriel : eric.leborgne@bassin-sarthe.org

Vos réf. : Mail du 19/01/2018

Nos réf. ELB/180403/C1

Objet : Demande d'avis : Avis du projet de SCOT arrêté le 22/12/2017



Monsieur le Président,

Par mail en date du 19 janvier dernier, vous sollicitez l'avis de la Commission Locale de l'Eau (CLE) sur le projet cité en objet. Je vous informe que la Commission Locale de l'Eau s'est réunie le 22 mars 2018 et a étudié ce dossier.

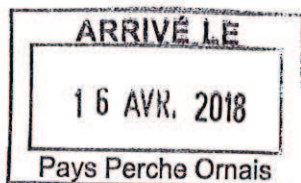
Après analyse du dossier, je vous informe que la CLE du SAGE Sarthe amont émet un **avis FAVORABLE avec réserves à votre projet de SCOT**. Les réserves portent sur :

- L'orientation E du PADD (prévenir et améliorer la connaissance sur les risques). En effet, la CLE souhaite voir apparaître un 5^{ème} objectif concernant la réduction de la vulnérabilité face au risque inondation. *La CLE estime en effet que les inventaires de zones d'expansion des crues et leur intégration dans les documents d'urbanisme (disposition n°35 du PAGD) et la gestion des eaux pluviales afin de limiter les surfaces imperméabilisées (disposition n°25 du PAGD) ne sont pas suffisamment développés au sein du SCOT.*
- L'objectif C2 du PADD et la règle A1 de l'axe 4 du DOO pose question à la CLE. En effet, les membres de la CLE estiment que la hiérarchisation proposée via des rangs est difficile à interpréter. Il est proposé de simplifier ce volet, en identifiant bien entendu les sites comme vous l'avez fait, sans pour autant essayer de les hiérarchiser au sein du SCOT, afin que les collectivités du territoire s'approprient ces enjeux et les hiérarchisent eux-mêmes, en fonction de leur contexte local, au sein de leurs PLUi. *La CLE entend que le SCOT n'est pas un outil de gestion des milieux naturels. Néanmoins, le SCOT, qui a été créé par la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE), a pour but de déterminer un projet de territoire qui met en cohérence les politiques dans des domaines divers dont l'environnement fait partie. La CLE demande ainsi que soit clairement indiqué dans votre SCOT l'intérêt d'identifier les zones humides, de les hiérarchiser et de les protéger, afin que ce dernier respecte notamment son principe de préservation de l'environnement en plus de la gestion économe des sols.*

Cela amène également à revoir la hiérarchisation par rang proposée par la règle B.2 du DOO (p21), qui s'avère trop précise.

La CLE rappelle que les inventaires zones humides doivent être matérialisés par une trame spécifique sur les documents graphiques des documents d'urbanisme et qu'un classement et des règles soient adoptés afin de permettre de répondre à l'objectif de protection des zones humides (Cf. disposition n°6 du PAGD). La CLE invite vous invite donc à intégrer ce point dans votre SCOT.

La Ferté Bernard, le 12 avril 2018



Monsieur Jean-Claude LENOIR
Président
PETR du Pays du Perche Ornaïs
8 rue du Tribunal
61400 MORTAGNE AU PERCHE

Objet : Avis sur le Schéma de Cohérence du Pays du Perche Ornaïs

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 19 janvier 2018 vous avez sollicité l'avis de la Communauté de communes de l'Huisne Sarthoise, en tant que Personne Publique Associée, sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale arrêté par le PETR du Pays du Perche Ornaïs et je vous en remercie.

Je vous précise en retour que la Communauté de communes de l'Huisne Sarthoise émet un avis favorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche Ornaïs et vous transmet la délibération correspondante.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président

Didier REVEAU
Conseiller Régional

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
*Séance du mercredi 28 mars 2018***

Date de convocation	22 mars 2018
Date d'affichage	22 mars 2018

Membres en exercice	55
Membres présents ou représentés	51 (dont 9 pouvoirs)
Votants	51 (dont 9 pouvoirs)

L'AN DEUX MIL DIX HUIT, le 28 mars à 18 H 30

le Conseil de Communauté, légalement convoqué, s'est réuni à la Salle polyvalente de Saint Denis des Coudrais, sous la présidence de M. Didier REVEAU.

Etaient présents : M. Raymond BELLENCONTRE, M. Thierry BODIN, M. Lucien BRETON, Mme Monique CAHU, M. Nicolas CHABLE, M. Jean-Pierre CIRON, M. Gérard CLEMENT, M. Dominique COUALLIER, M. Alain COUTURIER, M. Michel DIVARET, Mme Sophie DOLLON, M. Claude DROUET, M. Jean-Paul DUBOIS, M. Jean DUMUR, Mme Patricia EDET (ayant reçu pouvoir de Mme Patricia VILLARMÉ), M. Dominique EDON, Mme Sylvie FAVRET, M. Philippe GALLAND (ayant reçu pouvoir de Mme Camille MORIN-BURRE), M. Yves GOULLIER, M. Claude GRIGNON, M. Daniel GUEDET, Mme Josette JACOB, Mme Cécile KNITTEL, M. Christian LANDEAU, M. Daniel LAUGER (représentant M. Eric BARBIER), Mme Michèle LEGESNE, Mme Marie-Thérèse LEROUX (ayant reçu pouvoir de M. André-Pierre GUITTET), Mme Pascale LEVÊQUE (ayant reçu pouvoir de M. Gaëtan THOMAS), M. Didier LOUVEAU (représentant M. Denis SCHOEFS), M. Bernard MALLET, M. Jannick NIEL (ayant reçu pouvoir de M. Michel LANDAIS), M. José PLANS, M. Thierry RENVOIZE, M. Didier REVEAU (ayant reçu pouvoir de Mme Sylvie SEQUEIRA), M. Michel ROUAUD, M. François ROULEAU, M. André ROULLIER, M. Jacky TACHEAU (ayant reçu pouvoir de Mme Marie-Hélène TROUILLOT), M. Xavier TERRIER (ayant reçu pouvoir de Mme Marie-Line LEDRU), M. Jean THOREAU, M. Didier TORCHÉ (ayant reçu pouvoir de M. Michel MARY), Mme Jeannine VENDÔME.

Etaient excusés : M. Eric BARBIER (représenté par M. Daniel LAUGER), M. Pierre BOULARD, M. André-Pierre GUITTET (ayant donné pouvoir à Mme Marie-Thérèse LEROUX), M. Jean-Yves HERMELINE, M. Michel LANDAIS (ayant donné pouvoir à M. Jannick NIEL), Mme Marie-Line LEDRU (ayant donné pouvoir à M. Xavier TERRIER), Mme Marie-Françoise LOGÉ-STANCZYK, M. Michel MARY (ayant donné pouvoir à M. Didier TORCHÉ), Mme Camille MORIN-BURRE (ayant donné pouvoir à M. Philippe GALLAND), M. Willy PAUVERT, M. Denis SCHOEFS (représenté par M. Didier LOUVEAU), Mme Sylvie SEQUEIRA (ayant donné pouvoir à M. Didier REVEAU), M. Gaëtan THOMAS (ayant donné pouvoir à Mme Pascale LEVÊQUE), Mme Marie-Hélène TROUILLOT (ayant donné pouvoir à M. Jacky TACHEAU), Mme Patricia VILLARME (ayant donné pouvoir à Mme Patricia EDET).

Secrétaire de séance : M. Jean-Yves HERMELINE

SCOT : AVIS SUR LE SCOT DU PAYS DU PERCHE ORNAIS

Le Conseil de communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.143-20,

Vu la demande d'avis du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays du Perche Ornaïs en date du 19 janvier 2018 portant sur le projet de SCOT de leur territoire,

Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

RAPPELLE que :

- en tant que territoire limitrophe, la Communauté de communes de l'Huisne Sarthoise fait partie des Personnes Publiques Associées à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays du Perche Ornaïs,
- suite à l'arrêt du SCOT du Pays du Perche Ornaïs le 22 décembre 2017, la Communauté de communes de l'Huisne Sarthoise doit émettre un avis sur le projet de SCOT.

EMET un avis favorable sur le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche Ornaïs.

Adopté à l'unanimité

Voix pour : 51

Voix contre : 0

Abstention : 0

Fait et délibéré en séance publique

Le 28 mars 2018

Pour extrait conforme

Le 28 mars 2018

Le Président,

M. Didier REVEAU

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-247200686-20180328-D_28_03_18_05-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2018

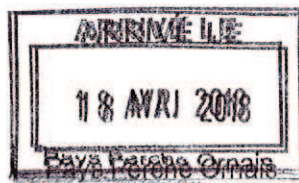
Affichage : 06/03/2018



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Dossier suivi par : Emilie Leveau
Mail : e.leveau@inao.gouv.fr
Tél 02 40 35 82 32

Nos réf. : EL/CB



Monsieur le Président
Pays du Perche ornaïs
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
8 rue du tribunal
61400 MORTAGNE-AU-PERCHE

Objet : **SCOT du Pays du Perche ornaïs (61)**

Nantes le 18 avril 2018.

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 19 janvier dernier, vous avez fait parvenir à l'INAO, pour avis, le projet de votre SCOT, arrêté par le Comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Perche ornaïs en date du 22 décembre 2017.

L'étude attentive du dossier présenté amène l'INAO à faire les observations suivantes :

Comme vous le rappelez dans le rapport de présentation, l'agriculture participe de la structuration fonctionnelle et économique du territoire.

Il serait bon de compléter des éléments relatifs à l'agriculture de qualité, à savoir porteuse de signes officiels de la qualité, garantis par les pouvoirs publics. Ces éléments pourraient figurer en page 33 ou 36 (partie 1.2 du rapport de présentation), faisant ainsi écho à la volonté de valoriser le territoire et le terroir afin d'enrayer la spirale de mutation du territoire dans laquelle le secteur est engagé. Ceci permettrait de répondre aux observations de ces dernières décennies qui notent une modification progressive du contexte agricole qui conduit ponctuellement à une simplification et à une banalisation des paysages sources de l'identité du Perche ornaïs.

En page 37, en conclusion du diagnostic agricole, il pourrait être ajouté un 11^{ème} enjeu relatif à la préservation des périmètres de productions engagées dans une filière de qualité ; ainsi que le soutien aux opérateurs engagés dans ces filières au regard des contraintes imposées par ces engagements. On pourrait voir décliner ensuite dans les documents d'urbanismes des préconisations du type :

- Protéger les espaces agricoles à proximité directe des sièges d'exploitation ;
- Maintenir un cône d'ouverture autour du siège d'exploitation agricole afin de permettre à l'exploitant une liaison directe avec ses terres lorsque le cahier des charges le prévoit ;
- Surfaces mécanisables permettant les fauches et épandages ;
- Prairies de proximité en élevage indispensables pour la pâture et bonne fonctionnalité des exploitations ;
- Grands tènements, espaces agricoles homogènes.

En outre, en complément du diagnostic territorial du rapport de présentation, ce vaste territoire est porteur, sur certaines communes, de 3 appellations d'origine :

- AOP (appellation d'origine protégée) « Camembert de Normandie »
- AOC (appellation d'origine contrôlée) « Calvados » et « Pommeau de Normandie »

.../...

Par ailleurs, 7 indications géographiques se situent sur ce même territoire et pour l'ensemble des communes, à savoir :

- IG (indication géographique) « Eau-de-vie de Cidre de Normandie » et « Eau-de-vie de Poiré de Normandie »
- IGP (indication géographique protégée) « Bœuf du Maine », « Cidre de Normandie », « Porc de Normandie », Volailles de Normandie » et « Volailles du Maine ».

Vous trouverez ci-joint un état récapitulatif des SIQO et exploitations présents sur les territoires des communes concernées par le périmètre du SCOT.

Par ailleurs, vous n'êtes pas sans savoir qu'une appellation d'origine est en cours de reconnaissance sur votre territoire, puisque l'AOP « Cidre du Perche » est en cours de validation, et son périmètre a été mis en consultation publique.

Comme vous le rappelez dans votre PADD, la nécessité de maintenir du foncier agricole notamment dans les périmètres des AOC/AOP bénéficie à l'agriculture mais aussi à la qualité environnementale permettant d'autres activités économiques telles que le tourisme, à travers le maintien d'un patrimoine paysager.

Dans le PADD, si les enjeux de maintien de l'agriculture sont nettement évoqués à travers la diminution de la consommation d'espace agricoles, et la mise en place d'une trame agricole à l'échelle du SCOT, il est impératif de regarder quel est l'impact du dispositif du SCOT sur le développement de l'agriculture à l'échelle des communes par la suite.

Ces précisions apportées, et après vérification et analyse, je vous informe que l'INAO n'a pas d'objection à formuler à l'encontre de ce projet dans la mesure où celui-ci n'affecte pas l'activité des productions sous signe de qualité concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma considération distinguée.

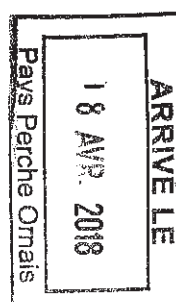
Pour la Directrice et par délégation
La Déléguée Territoriale,



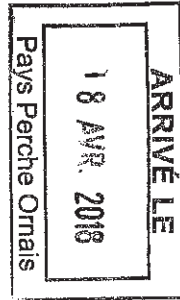
Laurence GUILLARD

Copie : DDT 61

LIBELLE_COMMUNE	Calvados	Pommeau de Normandie	Camembert de Normandie
BEAULIEU	En entier	En entier	En entier
CORBON			En entier
DAME-MARIE			
LIGNEROLLES			
LE THEIL	En entier	En entier	En entier
APPENAI-SOUS-BELLEME	En entier	En entier	
AUTHEUIL			En entier
BAZOCHES-SUR-HOENE	En partie	En partie	
BEAULIEU	En partie	En partie	
BELLAVILLIERS			
BELLEME	En entier	En entier	
BELLOU-LE-TRICHARD	En entier	En entier	
BELLOU-SUR-HUISNE	En entier	En entier	
BERD'HUIS	En entier	En entier	
BIVILLIERS	En partie	En partie	En entier
BIZOU			
BOECE			
BOISSY-MAUGIS	En entier	En entier	En entier
BRESOLETTES			
BRETONCELLES			
BUBERTRE			En entier
BURE			En entier
CETON	En entier	En entier	
CHAMPEAUX-SUR-SARTHE	En partie	En partie	
CHAMPS	En entier	En entier	En entier
LA CHAPELLE-MONTLIGEON			
LA CHAPELLE-SOUEF	En entier	En entier	
CHEMILLI			
COLONARD-CORUBERT	En entier	En entier	
COMBLOT	En entier	En entier	
CONDEAU	En entier	En entier	
CONDE-SUR-HUISNE	En entier	En entier	
CORBON	En entier	En entier	
COULIMER			En entier
COULONGES-LES-SABLONS			
COURCERAULT	En entier	En entier	
COURGEON	En entier	En entier	
COURGEOUT			
DAME-MARIE	En entier	En entier	
DANCE	En entier	En entier	
DORCEAU	En entier	En entier	
EPERRAIS	En entier	En entier	
FEINGS			En entier
GEMAGES	En entier	En entier	
GUE-DE-LA-CHAINE	En entier	En entier	
L'HERMITIERE	En entier	En entier	
L'HOMME-CHAMONDOT			
IGE	En entier	En entier	
LA LANDE-SUR-EURE			
LIGNEROLLES	En entier	En entier	En entier
LOISAIL			
LONGNY-AU-PERCHE			
LA MADELEINE-BOUVET			
LE MAGE	En partie	En partie	
MAISON-MAUGIS	En entier	En entier	
MALE	En entier	En entier	
MALETABLE			
MARCHAINVILLE			
MAUVES-SUR-HUISNE	En entier	En entier	
LES MENUS			



LA MESNIERE			En entier
MONCEAUX-AU-PERCHE	En entier	En entier	En entier
MONTGAUDRY			
MORTAGNE-AU-PERCHE			
MOULICENT			
MOUSSONVILLIERS			
MOUTIERS-AU-PERCHE	En entier	En entier	
NEUILLY-SUR-EURE			
NOCE	En entier	En entier	
NORMANDEL			
ORIGNY-LE-BUTIN	En entier	En entier	
PARFONDEVAL			En entier
LE PAS-SAINT-L'HOMER			
LA PERRIERE			
PERVENCHERES	En partie	En partie	En entier
LE PIN-LA-GARENNE	En partie	En partie	
LA POTERIE-AU-PERCHE			
POUVRAI	En entier	En entier	
PREAUX-DU-PERCHE	En entier	En entier	
PREPOTIN			
RANDONNAI			
REMALARD	En entier	En entier	
REVEILLON	En entier	En entier	
LA ROUGE	En entier	En entier	
SAINT-AGNAN-SUR-ERRE	En entier	En entier	
SAINT-AUBIN-DE-COURTERAIE	En entier	En entier	En entier
SAINT-AUBIN-DES-GROIS	En entier	En entier	
SAINTE-CERONNE-LES-MORTAGNE	En entier	En entier	
SAINT-CYR-LA-ROSIERE	En entier	En entier	
SAINT-DENIS-SUR-HUISNE			
SAINT-FULGENT-DES-ORMES			
SAINT-GERMAIN-DE-LA-COUDRE	En entier	En entier	
SAINT-GERMAIN-DES-GROIS	En entier	En entier	
SAINT-GERMAIN-DE-MARTIGNY	En entier	En entier	
SAINT-HILAIRE-LE-CHATEL			
SAINT-HILAIRE-SUR-ERRE	En entier	En entier	
SAINT-JEAN-DE-LA-FORET	En entier	En entier	
SAINT-JOUIN-DE-BLAVOU	En partie	En partie	
SAINT-LANGIS-LES-MORTAGNE			
SAINT-MARD-DE-RENO	En partie	En partie	
SAINT-MARTIN-DU-VIEUX-BELLEME	En entier	En entier	
SAINT-MAURICE-LES-CHARENCEY			
SAINT-MAURICE-SUR-HUISNE	En entier	En entier	
SAINT-OUEN-DE-LA-COUR	En entier	En entier	
SAINT-OUEN-DE-SECHEROUVRE	En entier	En entier	En entier
SAINT-PIERRE-LA-BRUYERE	En entier	En entier	
SAINT-QUENTIN-DE-BLAVOU			En entier
SAINT-VICTOR-DE-RENO	En entier	En entier	En entier
SERIGNY	En entier	En entier	
SOLIGNY-LA-TRAPPE			En entier
LE THEIL	En entier	En entier	
TOUROUVRE			En entier
VAUNOISE	En entier	En entier	
LA VENTROUZE			
VERRIERES	En entier	En entier	
VILLIERS-SOUS-MORTAGNE			



EXPLOITATIONS IDENTIFIÉES SUR LE PERIMETRE DU SCOT

SIQO	Camembert de Normandie	Calvados	Volailles de Normandie
Nbre d'exploitation	1	10	4
Communes	Coulimer	Bellême Bivilliers Céton Comblot Condé Dorceau Igé Le Theil-sur-Huisne Mortagne-au-Perche	Boëcé Eperrais Rémalard Villiers-sous-Mortagne



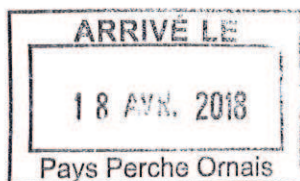
Communauté de Communes

Mamers, le 12 avril 2018

LE PRESIDENT

à

Monsieur LENOIR Jean-Claude
Président
Pays du Perche Ornaïs
8 rue du Tribunal
61400 MORTAGNE AU PERCHE



Dossier suivi par : Pascale CHERET / SL
Pôle Finances et Développement Territorial
Tél : 02.43.97.25.31
Mail : p.cheret@cdcsaosnois.fr

Objet : Avis projet de SCOT.

Monsieur le Président, *Cher Jean-Claude,*

Pour faire suite à votre courrier du 19 janvier dernier, je vous prie de trouver, ci-joint, la copie de la délibération du conseil communautaire du 15 février dernier.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments distingués.

Très amicalement

LE PRESIDENT

[Signature]
Frédéric BEAUCHEF



Communauté de Communes

Délibération n°2018/027

Date d'envoi convocation : 08/02/2018

Nombre de conseillers

En exercice : 78

Présents : 62

Absents : 17

- dont suppléés : 1

- ayant donné pouvoir : 11

Votants : 73

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures et trente minutes, le conseil communautaire de la Communauté de Communes Maine Saosnois, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BEAUCHEF, à Marolles-les-Braults.

Présents :

AUBRY Geneviève, BARRE Frédéric, BEAUCHEF Frédéric, BELLUAU Francis, BIDAULT Alain, BOUCHEE Jean-Claude, BOUGARD Jean-Michel, BRYJA Caroline, CENEE Jean-Marie, CHABRERIE Michel, CHAMPCLOU Pascal, CHARTIER Philippe, CHED'HOMME Michel, CHEDHOMME Christian, CHEVALIER Ginette, CHIVERT Françoise, CHOLET Jonathan, CHOPLIN Jean-Bernard, CHOTARD Pascal, COLIN Serge, COLIN Stéphanie, CORNUEIL Didier, COSME Guy, COUDER Michel, DE PIEPAPE Guy-René, de VILMAREST Eric, DELOMMOT Jean-Michel, DUTERTRE Annick, EVRARD Gérard, FABUREL Luc-Marie, FOUCHER Huguette, FOUQUERAY Jean-Louis, FRENEHARD Gilles, GODET Alain, GODIMUS Jean-Luc, GOMAS Vincent, GOSNET Patrick, GOURDEL Michel, GUILLOPE Rose-Marie, GUILMIN Eric, HERVE Annie, JONCHERAY Christian, LANGLET Christiane, LEFEBVRE Jean-Michel, LEMONNIER Thierry, LEROI Annick, LEROUX Dany, LETAY Jean-Yves, MEUNIER Fabrice, MORIN Claude, MORIN Luc, MULOT Jean, NICOLAS Philippe, PLESSIX Sandrine, RICHARD Philippe, SEILLE Bernard, TESSIER Jean-Yves, TRIGER Jacqueline, VITSE Jean-Patrick, VOGEL Jean-Pierre, VRAMMOUT Jacky, DENDELEUX Michel (suppléant),

Absents excusés :

- CRINIER Loïc remplacé par DENDELEUX Michel suppléant
- GAUTIER Catherine donnant pouvoir à VOGEL Jean-Pierre
- VOGEL Géraldine donnant pouvoir à BEAUCHEF Frédéric
- BELLANGER Geneviève donnant pouvoir à LEMONNIER Thierry
- JARRY Laëtitia donnant pouvoir à GUILLOPE Rose-Marie
- PLEVER Marie-Laure donnant pouvoir à BARRE Frédéric
- PARMENTIER Gilbert donnant pouvoir à GOURDEL Michel
- CHEVREUL Emmanuel donnant pouvoir à GOMAS Vincent
- DEROYE Christelle donnant pouvoir à LEFEBVRE Jean-Michel
- MAUDUIT Claude donnant pouvoir à JONCHERAY Christian
- GUYOT Viviane donnant pouvoir à FOUCHER Huguette
- FREMON Laurent donnant pouvoir à FABUREL Luc-Marie
- CECONI Nadine
- BOTHEREAU Laurent
- MANUEL Patrick
- LOUVARD Alice

Absents :

- MICHEL Bernard

Secrétaire de séance : GOMAS Vincent



Communauté de Communes

Délibération n°2018/027

➤ **AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : PROJET DE SCoT DU PAYS DU PERCHE ORNAIS**

Le Président expose que par courrier en date du 19 janvier dernier, le Président du Pays Perche Ornaïs, a informé la communauté de communes que le SCoT avait été arrêté le 22 décembre 2017. Conformément aux dispositions de l'article L. 143-20 du Code de l'Urbanisme, le projet doit être soumis pour avis aux différentes instances et structures.

Conformément à l'article R.143-4 du Code de l'Urbanisme, les personnes et les commissions consultées devront émettre leurs avis dans les limites de leurs compétences propres au plus tard 3 mois à compter de la transmission du projet, soit le 19 avril 2018.

En vue de mettre en œuvre les conditions d'un développement harmonieux et équilibré sur l'ensemble d'un territoire cohérent, le Pays s'est fixé les objectifs suivants :

- Préserver le territoire et les patrimoines en harmonisant les choix des collectivités (prévisions / décisions) dans le respect de leur autonomie ;
- Maintenir l'équilibre entre urbain et rural, entre développement urbain et renouvellement, gestion économe des sols et préservations des espaces agricoles ou naturels, conservation et restauration du patrimoine culturel, besoins en matière de mobilité ;
- Rechercher la qualité urbaine, architecturale et paysagère (ex. entrées de ville) ;
- Travailler la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction / réhabilitation suffisantes pour la satisfaction des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- Préserver la sécurité et la salubrité publiques ;
- Anticiper la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- Favoriser la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- Lutter contre le changement climatique et adaptation à ce changement, réduction des émissions de GES, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le Président demande au conseil d'émettre un avis.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, à l'unanimité,

- **EMET** un avis favorable au projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche Ornaïs arrêté le 22 décembre 2017.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,

Le Président

Frédéric BEAUCHEF

PRÉFÈTE DE L'ORNE



Direction départementale
des Territoires

Affaire suivie par : Florian BUREAU
Tél. 02 33 32 50 84
Courriel : ddt-cpp-pla@orne.gouv.fr

Mortagne, le 17 AVR. 2018

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'association des services de l'État à l'élaboration du SCoT du Pays du Perche Ornaïs, vous m'avez transmis le dossier arrêté en date du 19 janvier 2018.

Le présent courrier a pour objet de vous faire part des remarques des services de l'État avant l'approbation du schéma. Il confirme les observations qui ont été apportées lors des réunions des personnes publiques associées (PPA). Le dossier transmis par vos services aborde bien tous les éléments exigés par le code de l'urbanisme et reflète une véritable réflexion sur le développement que vous envisagez d'initier sur votre territoire.

Le territoire du Pays du Perche Ornaïs est caractérisé par une forte identité rurale et présente peu de pression foncière. Ce document stratégique pourrait, en vue de conserver et protéger cette identité, approfondir et porter des ambitions plus fortes sur plusieurs thématiques : la consommation d'espace, la densité du bâti, la résorption de la vacance du logement, la préservation et la restauration de la trame verte et bleue, l'aménagement commercial ainsi que la transition énergétique. Le SCoT étant un document d'urbanisme intégrateur ayant vocation à assigner des orientations et des objectifs qui doivent être mis en œuvre au sein des plans locaux d'urbanisme (PLU), il est important que les objectifs portés par ce document soient dotés de moyens de mise en œuvre clairement définis, et appropriables tant par les acteurs de l'urbanisme que les administrés.

Aussi, j'émetts un avis favorable à ce projet assorti d'observations et d'une réserve dont vous pouvez prendre connaissance au sein de l'annexe ci-jointe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée. *et cordiale*

P/La Préfète,
La Sous-préfète,

Adeline Bard

Monsieur le Président du Pays du Perche Ornaïs
Ancien Palais de Justice
8 rue du Tribunal
BP 85
61400 Mortagne-au-Perche

Annexe technique

1 Consommation d'espace et densité

Le chapitre V du rapport de présentation sur l'analyse de la consommation foncière est très complexe. Les résultats des calculs ne sont pas tous justifiés et sont parfois difficiles à appréhender, en raison notamment de l'utilisation de plusieurs périodes de calculs (de 2000 à 2011, de 2018 à 2025, de 2025 à 2042 et de 2018 à 2042), de nombreux arrondis et moyennes. Néanmoins, voici ce qui en ressort lorsqu'on travaille avec les rythmes de consommation d'espace par an, seul moyen de comparer les chiffres sur des laps de temps différents :

	Habitat (avec soustraction d'1/3 de développement en densification)	Économie (avec soustraction d'1/3 de développement endogène)	Ensemble
Entre début 2000 et fin 2011	26,1 ha / an	7,08 ha / an	33,18 ha / an
Entre 2018 et 2025	21,41 ha / an	13,5 ha / an	34,91 ha / an
Entre 2025 et 2042	12,8 ha / an	4,5 ha / an	17,3 ha / an
Entre 2018 et 2042	15,6 ha / an	7,4 ha / an	23 ha / an

Si on constate un effort global certain, puisqu'on passe d'une consommation annuelle de 33,18 ha à 23 ha, on peut regretter l'enveloppe constructible excessive dédiée au secteur économique, notamment sur la première période 2018-2025. Pour les services de l'Etat, les chiffres donnés par le SCoT seront considérés comme des maximums. Ils devront être pondérés dans les PLU. En outre, le desserrement des ménages avec une taille des ménages retenue de 1,97 paraît assez faible et sa méthode de calcul est peu justifiée alors que la taille des ménages sur le territoire de Pays du Perche ornaï est encore de 2,26 en 2009.

Le travail sur la densification des constructions, permet de passer d'une moyenne de 7 logements par hectare à 12. Les densités recommandées par pôles restent cependant peu ambitieuses : une densité de 14 logements par hectare correspond à un lotissement avec des parcelles moyennes, ce qui paraît insuffisant sur le pôle urbain de Mortagne-au-Perche, censé polariser les constructions de manière prioritaire et dynamique. Le desserrement des ménages est un argument utilisé pour justifier la construction de logements neufs sur le territoire du Pays du Perche, mais ce phénomène entraîne également une modification des besoins des ménages : des familles plus petites ont besoin de logements plus petits. Le vieillissement de la population a les mêmes conséquences. Il est donc tout à fait possible de promouvoir, au moins sur les pôles, des opérations d'habitat individuel groupé (16 à 22 logements / ha en moyenne) ou de petits collectifs (20 à 30 logements / ha en moyenne) qui dépasseraient largement la densité recommandée actuellement par le SCoT.

La comparaison avec les surfaces existantes dans les documents d'urbanisme en 2013 est intéressante. Cependant, le SCoT semble s'être basé sur les PLU en cours pour les créations de logements et de zones d'activité alors que ce sont ces derniers documents qui devraient être rendus compatibles avec le SCoT, d'autant que les exigences d'économie d'espace et de densité ont évolué depuis 2013. Le SCoT, qui devrait être approuvé en 2018, doit tirer le territoire vers le haut afin de tendre à une consommation plus raisonnée des espaces agricoles et naturels, sur un territoire aux dynamismes démographique et économique mesurés.

Le rapport de présentation prévoit, page 23, une rétention foncière de 10 %. La majoration des superficies constructibles en raison d'une supposée rétention foncière est discutable et n'est pas usuellement pratiquée dans le département de l'Orne qui subit peu de pression foncière. De plus, les collectivités disposent d'autres outils pour limiter la rétention foncière comme la taxe sur la cession des terrains nus constructibles ou le droit de préemption urbain. Le SCoT gagnerait à ne pas mettre en place de majoration des surfaces sur ce critère.

Le rapport de présentation propose « une réduction théorique maximale de 30 % » des surfaces consacrées au développement résidentiel. Il serait vertueux d'aller au-delà de ce chiffre et de ne pas le

considérer comme un maxima.

Page 15 du DOO, l'axe 3 prévoit de s'appuyer sur les hameaux pour « diversifier l'offre en logement et répondre à la pluralité des attentes ». Cet outil devra être utilisé avec parcimonie en prenant en compte plusieurs critères (nombre de maisons d'habitation mais aussi disposition et distance entre les bâtiments), afin d'éviter l'intensification de la dispersion de l'habitat en campagne, loin des transports en commun et des services, et d'éviter les conflits d'usage.

Le DOO propose, à juste titre, de localiser 2/3 des constructions neuves sur les pôles locaux (pôles principaux et secondaires). Cela laisse cependant 1/3 à construire sur les bourgs et villages, soit une moyenne de 26,5 logements par commune rurale sur 25 ans. La dynamique démographique et le rythme de construction actuels étant faibles, ces prévisions semblent surdimensionnées. On peut rappeler qu'une dynamique de construction neuve favorise le renouvellement du parc, permet la réalisation d'une offre adaptée à la demande pour l'accueil d'une population nouvelle et de répondre à l'évolution des besoins des habitants du territoire. Cependant, elle peut aussi rentrer en concurrence avec l'offre existante alors que les collectivités sont confrontées à des enjeux d'occupation et de vitalité des centres-bourgs. De plus, elle augmente l'artificialisation des terrains sans retour possible vers l'état initial. Enfin, ceci peut aller à l'encontre de l'objectif de préservation des paysages et patrimoines, l'attractivité des petits bourgs provenant justement de leur caractère patrimonial et rural. Il serait ainsi plus cohérent de donner dans les bourgs et villages une priorité affirmée aux actions sur le parc ancien.

Les objectifs de production de logements, assez forts lors de la période 2018-2025, peuvent ainsi avoir un effet négatif indirect sur la résorption de la vacance et la réhabilitation du bâti, qui ne seront pas encouragées du fait de la création de logements nouveaux. L'objectif du DOO de résorption de la vacance est fixé à un logement par commune sur 10-12 ans, pouvant être reporté entre 2025 et 2042 en fonction des dynamiques observées, ce qui apparaît peu ambitieux compte tenu du nombre important de logements vacants sur le territoire.

Enfin, la vacance étant en augmentation de 19 % depuis 1999 à l'échelle du Pays, l'objectif minimal de résorption d'un logement par commune sur la durée d'un PLUi annoncé page 30 du DOO reste faible au regard des espaces dédiés à la construction de logements neufs.

2 Trame verte et bleue

La disposition visant à inventorier les éléments de trame verte et bleue et à s'appuyer sur des groupes locaux pour mener ces inventaires est judicieuse. Pour garantir la qualité et l'homogénéité des démarches, il serait utile de préciser que ces groupes locaux doivent être accompagnés d'une personne ressource qualifiée, comme un agent du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE), du Parc Naturel Régional (PNR) ou d'un bureau d'études ainsi que la méthodologie retenue pour ces inventaires.

Les dispositions des SAGE sont bien reprises dans la « justification des choix » (1.3). Le SAGE de l'Huisne n'est cependant plus en cours de révision puisqu'il a été approuvé le 12 janvier 2018. Si les sommaires des autres SAGE sont repris dans leur intégralité, celui de l'Huisne n'est reporté que partiellement et certains titres sont reformulés (entretenir et replanter des haies, entretenir les cours d'eau par des méthodes douces alors qu'il s'agit plutôt des berges). Il serait plus simple de reporter les sommaires de tous les SAGE dans leur intégralité et d'éviter les reformulations afin de rester dans un rapport de compatibilité solide juridiquement. Il en va de même pour les SDAGE dont seules les dispositions jugées pertinentes sont reprises, même si certaines ne concernent pas le territoire (ex page 15 du rapport de présentation, orientation 15, « promouvoir une stratégie intégrée du trait de côte »).

Le rapport de présentation doit identifier les continuités écologiques sur la base des éléments du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) affinés à l'échelle intercommunale. Le SCoT du Perche ornaïen témoigne d'un véritable effort mené dans les études afin d'identifier la Trame Verte et Bleue (TVB), à partir d'une méthode approfondie et détaillée. Un travail de fond important a été mené pour définir les réservoirs de biodiversité et les continuités locales, précisant cette TVB. Ces réservoirs locaux sont présentés sur une carte dédiée (p.29), mais la lisibilité et l'échelle de cette carte sont insuffisantes pour bien restituer ce

travail. Il en est de même pour la carte présentant la TVB complète du Perche ornais (p.31 : Continuités écologiques et éléments de fragmentation).

Alors qu'un travail approfondi a été mené, l'état initial ne permet pas de localiser et d'identifier les continuités écologiques à une échelle suffisante. Pour que le rapport de présentation respecte l'exigence réglementaire de présenter un état initial à une échelle adaptée, une cartographie de la TVB à une échelle adaptée (entre le 1/25 000 et le 1/50 000) doit être fournie dans une annexe qui pourra être utilisée par les futurs PLU(i) du SCoT. Au minimum, la carte TVB doit être insérée dans le rapport sur une page entière et ajoutée en annexe au format A3.

D'autre part, en dehors des réservoirs et corridors du SRCE, l'état initial ne traite pas les autres éléments à prendre en compte du SRCE :

- les enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques (cf partie D du diagnostic SRCE), dont 7 enjeux définis comme prioritaires : certains sont mentionnés de manière implicite. L'état initial devrait préciser clairement les enjeux régionaux qui concernent le Perche ornais.
- les secteurs d'intérêts TVB : sur ces secteurs, se concentrent des enjeux, réservoirs et corridors du SRCE. Ils récapitulent les principaux enjeux de continuités écologiques du pays. Ils sont localisés et décrits dans la fiche Pays du Perche ornais.

Le texte ne récapitule pas les secteurs (types de secteurs, noms...). Même s'ils apparaissent sur la carte insérée dans l'état initial, sa lisibilité est insuffisante pour être utilisable et la légende liée à ces secteurs a été tronquée, empêchant de prendre connaissance de cet élément essentiel de l'état initial. Le texte de l'état initial ne mentionne pas ces secteurs d'intérêt.

Ces secteurs à forts enjeux devraient être bien décrits et intégrés dans le SCoT (état initial, puis PADD et DOO) pour ensuite être intégrés à l'échelle locale sur le territoire (projets locaux, PLU...). L'état initial de ce SCoT sera un élément de connaissance important pour les acteurs du territoire. Il faut qu'il reprenne ces éléments importants du SRCE.

- les actions prioritaires du SRCE : l'état initial ne décrit pas les actions prioritaires du SRCE sur le Perche ornais. Elles concernent notamment les ouvrages prioritaires cours d'eau sur la Mêle, l'Huisne et ses affluents, ainsi que la création d'un passage à faune sur la RN12 à hauteur du bois de la Ventrouze.

Au début du chapitre sur la TVB (p.26 – E.2 a), le rapport fournit une liste appelée « Eléments constitutifs de la trame verte et bleue du Perche ornais », sans préciser ce que représente précisément cette liste ni d'où elle vient.

L'état initial devrait présenter les caractéristiques des zones susceptibles d'être impactées par la mise en œuvre du SCOT et les conclusions de son analyse des enjeux de continuités écologiques. Ces conclusions doivent alimenter la carte de synthèse de l'état initial de l'environnement (cf p.67 – chapitre X du rapport) ou une carte de synthèse des enjeux de patrimoine naturel (chapitre III de l'état initial). Notons que, en l'état, la carte de synthèse de l'état initial de l'environnement est inutilisable au vu de sa lisibilité et de sa taille insuffisantes. Une telle carte requiert au moins une page entière, voire un format A3.

L'état initial ne conclut pas sur les enjeux les plus importants pour la TVB du Perche ornais qui pourraient être rédigés à partir des secteurs d'intérêts TVB décrits dans la fiche pays du Perche ornais. En outre, il indique que les SDAGE sont en cours de révision alors qu'ils sont approuvés et réglementent la période 2016-2021.

Le rôle du PADD est de présenter une vision et un projet. En lien avec la TVB, il doit fixer les objectifs de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques (L1414 CU). Dans le projet de SCoT, le PADD n'a comme objectif lié à la TVB que de sensibiliser les acteurs et habitants, et de préserver des espaces de nature dans les principaux bourgs. Les autres éléments formulés sont trop généraux pour représenter un projet de SCoT.

En l'état, le PADD fourni ne permet pas de comprendre quelles continuités écologiques sont intégrées au projet de territoire, ni quels sont les objectifs associés aux continuités écologiques. Il ne prend donc pas en compte le SRCE et ne permet pas de décliner la TVB sur le SCoT. Pour améliorer le document, le SCoT devrait intégrer au PADD, une carte schématique présentant les grandes lignes de projet, où apparaissent les principales continuités écologiques intégrées dans le projet de territoire et son évolution. La carte de synthèse des enjeux majeurs TVB fournie dans l'état initial offre une base de départ, qui doit être

croisée avec le projet de territoire du SCoT.

Le DOO devrait décliner les objectifs définis dans le PADD en moyens d'actions et en prescriptions, et présenter les objectifs et les prescriptions réglementaires pour mettre en œuvre le projet d'aménagement. Or, le PADD ne présente pas les objectifs associés à la TVB. Le DOO présente, néanmoins, des prescriptions et recommandations intéressantes sur la TVB. En l'absence d'un projet de territoire TVB, celles-ci sont de fait dissociées du projet des élus du SCoT. La carte indicative de TVB présentée n'étant pas lisible, elle ne permet pas d'illustrer ou de territorialiser les prescriptions et recommandations du DOO.

3 Risques et nuisances

L'axe 2 du DOO conforte la volonté commune du Pays du Perche et de l'État de définir, informer et aménager les zones « à risque ». Si plusieurs paragraphes ont été reformulés à la suite de l'avis émis par la DDT le 4 octobre 2017, il est dommage que le document validé ne reprenne pas l'ensemble des remarques formulées à cette occasion. Toutefois, le SCoT, sur son volet risques naturels, est conforme à la réglementation en place et identifie bien les différents risques naturels présents sur le territoire (inondation, cavité, mouvement de terrain, etc.) ainsi que les plans de prévention des risques naturels.

Dans la partie concernant les risques technologiques, pollutions et nuisances du rapport de présentation, le SCoT ne fait pas référence aux établissements relevant de l'autorisation présentant des risques en dehors des limites des propriétés suivantes : l'établissement SCAEL situé sur la commune de Bretoncelles ayant fait l'objet d'un PAC le 18/10/2013 et l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME situé sur la commune de Saint-Hilaire Le Chatel ayant fait l'objet d'un PAC le 16/05/2012.

Dans le PADD, le chapitre sur la prévention, la connaissance des risques et la protection de la population, des erreurs de qualification d'établissement sont faites. Parmi les risques technologiques majeurs recensés :

- le PPRT de Bellou-sur-Huisne n'existe pas, le site BFC est SEVESO seuil bas (comme indiqué P50 de la partie 1.2 du SCoT), il a fait l'objet d'un PAC en 2010
- les établissements SCAEL et COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME, cités plus haut, ne sont pas mentionnés.

4 Mobilité et déplacement

Sur la base de l'armature urbaine définie, plusieurs recommandations favorisant l'amélioration des conditions d'une mobilité plus vertueuse sont faites, visant notamment à : construire prioritairement en densification, éviter l'étalement urbain, favoriser les densités près des gares, améliorer la densité des constructions par rapport à la période de référence, éviter l'extension des hameaux, construire des logements prioritairement dans les pôles, favoriser les déplacements courts, renforcer les transports, etc.

Toutefois, ces objectifs sont souvent généraux, peu territorialisés, et le document ne propose pas d'outils concrets permettant de les atteindre, ce qui risque de réduire la portée opérationnelle du SCoT. À titre d'exemple, aucun schéma offrant une vision des logiques de déplacement n'est proposé, qui permettrait aux EPCI de s'appuyer sur des sites préférentiels de multi modalité, d'axes modes doux, etc.

Le rapport de présentation fournit un schéma des itinéraires et chemins de randonnées intéressant à la page 40 du volume 1 (sur lequel apparaissent entre autres les voies vertes). Le DOO pourrait insister sur l'utilité de s'appuyer sur ce document pour affiner ce travail de diagnostic en vue, par exemple, de réaliser des schémas d'objectifs de réalisation d'itinéraires à l'échelle des EPCI.

5 Patrimoine

L'absence de hiérarchisation dans les préconisations du DOO croisée avec des ambitions de développement importantes se traduit par des orientations potentiellement contradictoires entre elles ou même au sein d'une même orientation. Par exemple, dans l'axe 6 du DOO, on remarque qu'il est envisagé d'isoler par l'extérieur le bâti patrimonial répertorié en préservant son aspect extérieur et sans restreindre les matériaux utilisés : il semble délicat de concilier ces deux approches.

La prise en compte de « l'impact des implantations », axe 1.A4 est aussi sujette à des interprétations diverses : les futurs PLU doivent tirer les conséquences des impacts potentiels. Les modes actuels de production du bâti sont en rupture avec le bâti traditionnel (matériaux et contraintes techniques différents, nouvelles fonctionnalités) qui rendent insupportables des règles qui permettraient de « préserver les spécificités des identités locales dans les implantations nouvelles ». Il est donc particulièrement difficile de réussir l'intégration de constructions nouvelles dans ce contexte. Les contraintes qui permettraient de le faire sont souvent trop contraignantes au moment de l'élaboration des PLU.

Les méthodes et conséquences de l'identification d'éléments de patrimoine naturel ou bâti devraient, à la fois dans la méthode d'analyse et dans les incidences normatives, être davantage encadrées par ce document global.

6 Transition énergétique

Certaines formulations pourraient être plus claires et volontaires, facilitant l'application du SCoT et lui assurant une sécurité réglementaire. Par exemple, page 32 du DOO « *favoriser les déplacements courts pour une mobilité adaptée et raisonnée* », ou page 43 « *il s'agit d'inciter – sur les zones nouvelles ou extensions des zones économiques structurantes – l'intégration de dispositifs renouvelables représentant à minima 10 % des besoins énergétiques des bâtiments* ». En définissant des moyens d'incitation précis, ces dispositions pourraient être fortes de sens et donner de l'ambition aux PLU en faveur de la transition énergétique.

Par ailleurs, le paragraphe consacré au développement des énergies renouvelables apparaît comme peu opérationnel dans sa première partie. En revanche, l'axe 12-A4 du DOO encadre les éoliennes de façon drastique en indiquant que « les impacts devront être nuls, pas de compensations ». Cette condition paraît impossible à respecter compte tenu de l'impact paysager structurel d'un champ éolien et conduit, de facto, à interdire la construction d'éoliennes :

j'émet donc une réserve sur ce point.

La réglementation ICPE comprend une étude d'impact qui peut intégrer des mesures compensatoires. De plus, aucune mention n'est faite de la méthanisation alors qu'une étude territoriale incluant les bio-déchets a été lancée.

L'objectif de l'État est d'éliminer les bâtiments dont les consommations énergétiques sont les plus élevées, d'ici 2023 et de généraliser la rénovation de type Bâtiment Basse Consommation (BBC) d'ici 2050 afin de générer 60 % d'économie d'énergie. Le SCoT présente peu d'orientations sur ce sujet et aucun objectif chiffré : il pourrait relayer cet objectif en proposant de ne pas élaborer de règlements de PLU trop restrictifs sur ce sujet.

7 Observations sur la forme du document

La différence entre recommandations et prescriptions est plus simple à comprendre depuis la modification de la mise en page du DOO. Pourtant, certaines recommandations très pertinentes relèvent du pouvoir réglementaire du SCoT et mériteraient d'être intégrées aux dispositions opposables. C'est le cas, par exemple, des densités minimales par pôles page 17, de la mobilisation des outils offerts pour préserver ou remettre en état les continuités écologiques page 21, des outils permettant de préserver le linéaire de haies page 22 ou encore de l'implantation préférentielle des bâtiments à destination commerciale de plus de 300 m² dans les pôles. Ces recommandations ambitieuses permettraient effectivement de consolider le cadre que le SCoT doit apporter aux futurs PLU.

À l'inverse, certaines prescriptions sont rédigées comme des recommandations, or les PLU élaborés sur ce territoire devront être compatibles avec le DOO. L'emploi récurrent des termes « inciter », « privilégier », « éviter », « favoriser » ou « encourager » sans obligation de résultat ou de moyen n'est pas facile à traduire dans un document réglementaire d'échelle inférieure.

Enfin, le DOO peut être un outil fort en matière de développement commercial. Ici, la partie correspondante mériterait d'être plus développée. Même en l'absence de document d'aménagement commercial (DAC), le DOO pourrait soutenir davantage l'implantation des commerces en centre bourg pour contribuer à leur revitalisation, la localisation des commerces en fonction des modes de déplacement alternatifs existants, notamment autour des pôles ou encore l'aspect architectural des zones commerciales.



ARRIVÉ LE

19 AVR. 2018

Pays Perche Ornaïs

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-huit, le cinq avril, sur convocation en date du vingt-deux mars, le Conseil Municipal de cette commune, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Philippe PICQ, Maire, en session ordinaire.

N°2018024

Présents : Philippe PICQ, Marc QUEROLLE, Bernadette PILLON, Christian BARLUET, Sandrine STRELETSKI, Guillaume LAMIER, David VIRROY,

NOMBRE DE
MEMBRES

Excusée : Marie MARQUÈS donne pouvoir à Guillaume LAMIER,

Exercice : 10

Absents : Yannick GOUEDO, Nolan DELANNOY

Présents : 7

Excusée : 1

Secrétaire de séance : Sandrine STRELETSKI

Absents : 2

Votants : 8

SCOT : Avis sur l'arrêté du projet du SCOT

Le Maire rappelle que le SCOT doit mettre en œuvre les conditions d'un développement harmonieux et équilibré sur l'ensemble d'un territoire. Il note l'importance pour le territoire d'avoir un SCOT approuvé suite à l'adoption de la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) et à la mise en place progressive du principe d'urbanisation limitée qui est désormais la norme depuis le 1^{er} janvier 2017 au niveau national. Le SCOT est un document fédérateur. Les PLUI du Territoire doivent être compatibles avec ce document.

Le projet ayant été arrêté le 22/12/2017 par le Conseil Syndical du PETR du Perche Ornaïs et conformément aux dispositions de l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme, le projet est soumis pour avis aux communes, communautés de communes et autres instances et structures du Territoire puis soumis à enquête publique.

Certains conseillers sont dubitatifs quant à l'importance de cet avis qui pèsera peu sur la réalisation et la finalité du projet.

Après en avoir libéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet du SCOT

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Les signatures sont au registre.

Le Maire,
Philippe PICQ



Accusé de réception en préfecture
061-216103275-20180405-2018024-DE
Date de télétransmission : 17/04/2018
Date de réception préfecture : 17/04/2018



*Le Président,
Le vice-Président en charge du SCOT
et de la coordination des PLUi*

Monsieur le Président
PETR du Pays Perche Ornaïs
8 rue du Tribunal
61400 MORTAGNE-AU-PERCHE

Objet : Avis du PETR du Perche d'Eure-et-Loir sur le projet de SCOT du Pays Perche Ornaïs

Nogent-le-Rotrou, le 17 avril 2018

Monsieur le Président,

Dans votre courrier du 19 janvier 2018 notifiant le projet de SCOT du Pays Perche Ornaïs arrêté le 22 décembre 2017, vous invitez les Personnes publiques associées à exprimer leur avis sur ce document.

Les élus membres du Comité de pilotage du SCOT du Perche d'Eure-et-Loir réunis ce lundi 16 avril ont donc étudié votre dossier avec attention. Ils émettent un avis favorable sans réserve et saluent le travail des élus ornaïs. La volonté d'un développement harmonieux et respectueux de l'environnement est clairement exprimée.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à nos plus sincères considérations.

Luc LAMIRAULT,

**Vice-Président en charge du SCOT
Et de la coordination des PLUi**

Jean-Pierre JALLOT,

Président du Pôle territorial du Perche



Délibération n°18-10 Schéma de Cohérence Territoriale du PETR 61

Présents : 11
Pouvoirs : 1

Suffrages exprimés : 16 (liste jointe en annexe)
Absents : 10

Philippe PICQ ne prend pas part au vote.

PREAMBULE :

Sur la base des informations et des documents remis en séance, Monsieur Jean-Michel BOUVIER, présente le Schéma de Cohérence Territoriale du PETR 61.

DELIBERATION :

Vu la délibération n°16-23 du 9 juillet 2016 de délégation de pouvoir du Comité Syndical au Bureau,

Vu les articles L.5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les statuts du Parc naturel régional du Perche,

Vu la saisine du PETR du Perche ornais reçu le 22 janvier 2018,

Vu l'article L141-10 du Code de l'urbanisme,

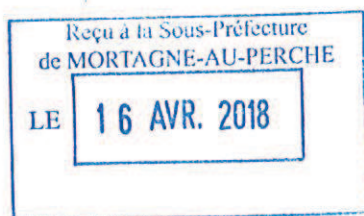
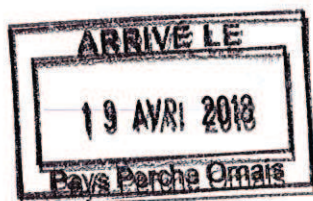
Après avoir pris connaissance de cette proposition et en avoir débattu,

le Bureau Syndical, décide, à l'unanimité,

de donner un avis favorable sur l'arrêt projet du SCOT du Perche ornais avec les observations suivantes (détaillées en pièce jointe) :

- le travail de transposition des dispositions pertinentes de la Charte du Parc, comme le prévoit l'article L141-10 du code de l'urbanisme « *le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) transpose les dispositions pertinentes des chartes de Parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur mise en œuvre dans les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu et les cartes communales* », n'ayant pas été abouti, il est difficile de garantir que le SCOT et par entraînement les futurs PLUi sont compatibles avec la Charte du Parc,
- les enjeux de la TVB tels qu'ils ont été définis dans le SCOT ne permettent pas une traduction aisée de ce sujet dans les PLUi ni d'exploiter de manière efficace le travail réalisé par le Parc,
- le vocabulaire particulier utilisé et le manque de visibilité des cartes ne facilitent pas la compréhension du SCOT et particulièrement les orientations du DOO que les PLUi devront prendre en compte et fragilisent juridiquement le document.

de donner pouvoir à Monsieur le Président pour signer l'ensemble des actes afférents à cette décision.



Le Président

Jean-Michel BOUVIER

Pièce jointe à la délibération 18-10 du Bureau du 3 avril 2018

Obligation de transposer les dispositions pertinentes de la Charte du Parc comme le prévoit l'article L141-10 du code de l'urbanisme : « le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur mise en œuvre dans les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu et les cartes communales »

Il apparaît que ce travail n'ait pas été complètement abouti et n'ait pas fait l'objet de réunion spécifique entre le Parc et le PETR sur ce sujet.

Certaines dispositions pertinentes n'ont pas été transposées particulièrement dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) :

- Les communes participent à l'inventaire des zones humides réalisé par le Parc. Elles veillent à la protection de celles-ci, en particulier lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (art. 2.1)
- Ecarter l'urbanisation en lisière de forêts ainsi que dans les vallées dont les caractéristiques paysagères sont reconnues (art. 8.1)
- Prendre en compte les caractéristiques environnementales et paysagères dans le choix des zones à urbaniser. Préserver les prairies et les vergers des zones à urbaniser (art. 8.1)
- Affirmer les spécificités des entités paysagères. Chaque entité paysagère de l'Atlas des paysages du Parc fait l'objet d'orientations et mesure décrites dans la charte (art. 4.1)
- neuf entités (paysagères) concernées n'ont pas vocation à recevoir la création ou l'extension de carrière. Les documents d'urbanisme établis sur le territoire du Parc...prendront en compte cette disposition (art. 4.3)
- Lutte contre l'affichage publicitaire... le Parc apporte son concours actif...pour le strict respect de la législation et écarte la mise en place de zones de publicité restreinte (devenu règlement local de publicité)(art. 4.3)
- Les communes protègent le réseau des haies d'intérêt patrimonial de leur territoire de manière aussi exemplaire que possible dans...les documents d'urbanisme qu'elles réalisent. Dans ce but, les communes mettent en œuvre le régime de l'autorisation pour les projets de modification du réseau des haies identifiées sur le territoire : uniquement en recommandations dans le SCOT.

Certaines dispositions de la Charte, reprises dans le Plan du Parc et traduites dans sous forme cartographique dans celui-ci, n'ont pas non plus été traduites dans le SCOT :

- Mettre en œuvre une gestion paysagère concertée des entités paysagère du Parc. Cette disposition fait référence à l'Atlas des paysages dont les entités paysagères auraient pu être reprises dans une carte du DOO du SCOT,
- Préserver les axes de circulation majeurs pour la perception de la qualité des paysages du Perche,
- Assurer la qualité paysagère des entrées du Parc.

De façon générale la cartographie est peu présente dans le DOO (3 cartes), ne permettant pas de territorialiser les orientations. Lorsque les cartes sont présentes, l'échelle utilisée ne permet pas de visualiser correctement les informations (ex. carte indicative de la TVB p.19 du DOO).

Nécessité de traduire les enjeux régionaux du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) dans le SCOT sur les éléments de la trame verte et bleue.

Ainsi, p28 de l'état initial de l'environnement, il est rappelé que les zones humides sont un enjeu identifié par le SRCE : cet enjeu n'est pas repris par le SCOT (p32), ni traduit réglementairement. L'obligation par les communes de préserver leurs zones humides (art. 2.1) n'est pas reprise explicitement.

L'organisation des sites et milieux par rang et la déclinaison des rangs en zonage prédéfinis ne permettent pas d'assurer une traduction pertinente des enjeux environnementaux dans les zonages dans les Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux :

- ainsi, un règlement unique (cas des zones Ns) s'appliquant à la fois à des sites Natura 2000 et des coteaux calcaires par exemple peut être contreproductif pour la gestion des milieux et des espèces : l'interdiction de creusements pour préserver les coteaux pourrait empêcher de creuser des mares, utiles à des espèces Natura 2000.
- le choix de classer les réservoirs systématiquement en zones Ns induit des modifications dans les déclinaisons locales des TVB. Ainsi, la Cdc des Hauts du Perche qui a fait le choix de définir des réservoirs bocagers, a dû changer la dénomination « réservoir » par « espaces prairiaux et bocagers » pour éviter un classement en zone Ns systématique.

Certains termes employés ne correspondent pas au référentiel de vocabulaire technique habituellement utilisé (continuité majeure ? trame agro-naturelle ? complexe humide ?...). Ce problème de sémantique fragilise juridiquement le document et ne permet pas une bonne compréhension des enjeux par les partenaires et les élus du territoire. Comment les communautés de communes vont-elles pouvoir traduire le SCOT dans leur PLUi si les termes ne sont pas définis ?

De plus, certaines orientations obligatoires utilisent des termes comme « encourager, favoriser » qui relèvent plus du vocabulaire des recommandations. Là encore, les communautés de communes auront sans doute du mal à savoir ce qu'il faut intégrer dans leur PLUi et ce qui relève de conseils.



BUREAU SYNDICAL
Séance du 3 avril 2018

Le 3 avril 2018, le Bureau Syndical, légalement convoqué le 15 mars 2018, s'est réuni à 14h15, dans les locaux du Parc à Perche-en-Nocé, sous la présidence de M. Jean-Michel BOUVIER, Président du Parc.

Nombre de membres en exercice : 21
Nombre de membres ayant assisté à la séance : 11
Nombre de pouvoirs : 1
Suffrages exprimés : 17

Etaient présents représentant 15 voix

1 délégué du Conseil Départemental de l'Orne représentant 2 voix
M. Jean-Michel BOUVIER, Président

1 délégué du Conseil Régional de Normandie représentant 3 voix
M. Ludovic ASSIER, Vice-Président

0 délégué du Conseil Régional du Centre-Val de Loire représentant 0 voix

1 délégué du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir représentant 2 voix
Mme Pascale de SOUANCE, Vice-Présidente

8 délégués des communes représentant 8 voix

M. Eric YVARD, Membre
M. Pascal PECCHIOLI, Membre
M. Philippe PICQ, Membre
Mme Marie-Anne PICHARD, Membre
Mme Brigitte PISTRE, Vice-Présidente
Mme Brigitte LUYPAERT, Membre
Mme Murielle ROUSSELET, Membre
M. Yves GUERIN, Membre

Etaient excusés :

Mme Marie-Christine BESNARD, Vice-Présidente
M. Harold HUWART, Vice-Président
M. Laurent BEAUVAIS, Membre
M. Hubert DEJEAN de LA BATIE, Membre
Mme Séverine YVARD, Membre
M. Xavier NICOLAS, Membre
M. Luc LAMIRAULT, Membre
M. Bruno JOUSSELIN, Membre
Mme Nathalie FEY, Membre
M. Alain LAUTRE, Membre

Mandants :

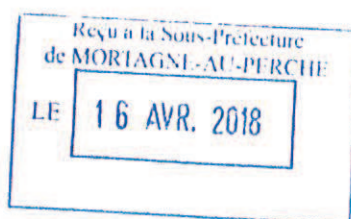
Séverine YVARD, 2 voix

Mandataires représentant 2 voix :


Jean-Michel BOUVIER

Assistaient également à la réunion

- M. Denis GUILLEMIN, Directeur



Le Président


Jean-Michel BOUVIER



Département Etudes-aménagement

Tél. : 02.32.38.81.40

Monsieur le Président

Pays du Perche Ornaïs

8 rue du Tribunal

BP 85

61400 MORTAGNE-AU-PERCHE

Avis réputé favorable (hors délai)

Evreux, le 10 avril 2018

Lettre recommandée avec accusé de réception

N/Réf. : ERT/LLE/JDM 18031

Objet : Avis Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Président,

Conformément au code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous adresser l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie Portes de Normandie concernant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays du Perche ornaïs, arrêté par le Conseil Syndical le 22 décembre 2017 et transmis à nos services le 22 janvier 2018.

Le projet de SCoT du Pays du Perche ornaïs a fait l'objet d'un examen attentif de la part des services de la CCI Portes de Normandie.

Les principaux enjeux économiques identifiés par la CCI Portes de Normandie ont été intégrés au SCoT :

- Densifier les zones d'activités existantes ;
- Permettre la création de nouvelles zones économiques si la densification ou l'implantation de nouvelles entreprises ne sont pas possibles au sein des zones existantes ;
- Faciliter le développement, voire l'implantation, de nouvelles entreprises dites « isolées » ;
- Structurer de manière cohérente l'implantation commerciale entre les différents pôles ;
- Préserver et dynamiser les commerces de proximité des centres bourgs.

La CCI Portes de Normandie souscrit globalement aux objectifs économiques et aux prescriptions proposées, et émet **un avis favorable au SCoT du Pays du Perche ornaïs**.

Cependant, la CCI demande que soient clarifiés dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) quelques points, notamment certaines terminologies afin de faciliter la compréhension du document.

1. CLARIFIER LA NOTION DE BOURG

La cartographie de la page 8 du DOO (Document d'Orientation et d'Objectifs) représente les « bourgs et villages » comme étant tout le territoire du Perche ornaïs à l'exception des pôles principaux et secondaires. Les bourgs renvoient ici à la notion de ruralité.

La page 47 du DOO propose la définition suivante : « *espace bâti central et dense d'une commune avec la présence notamment de la mairie ou de l'église (...) autour desquels les habitations se sont développées et*

où la vie du village / ville / agglomération s'articule à des échelles et selon des dynamiques proportionnelles théoriquement au positionnement dans l'armature urbaine ». Cette définition fait clairement référence à la notion de centralité du bourg.

Les deux définitions ne font pas référence aux mêmes choses : ruralité pour l'une et centralité pour l'autre.

Il convient donc de revoir la notion de centralité en page 47 et de lever les ambiguïtés autour de la notion de bourg.

2. BASCULER UNE RECOMMANDATION DE STRATEGIE COMMERCIALE EN ORIENTATION

Le DOO fixe des orientations en matière de stratégie commerciale, notamment concernant les nouvelles implantations.

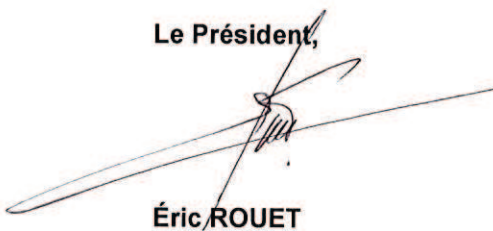
Le SCOT recommande en outre « *d'implanter préférentiellement les bâtiments à destination commerciale de plus de 300 m² dans les pôles ; se limiter aux pôles principaux et zones commerciales mixtes lorsque cette surface de plancher dépasse 1 000 m²* ».

La CCI soutient cette recommandation prise par le Pays Perche ornais. La CCI souhaiterait que cette recommandation soit mentionnée comme orientation / prescription afin de lui rendre un caractère opposable. Cette mesure garantirait une homogénéité de traitement des demandes des enseignes sur tout le territoire du Scot ; elle rendrait la stratégie publique plus lisible pour les enseignes et permettrait de mobiliser plus fortement les investisseurs sur les priorités du territoire.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information qu'il vous plairait d'obtenir, et pour échanger ensemble,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Eric Rouet', written over a horizontal line. The signature is stylized with a large initial 'E' and a long horizontal stroke extending to the right.

Éric ROUET



RÉGION
NORMANDIE



Avis réputé favorable (hors délai)

MONSIEUR JEAN-CLAUDE LENOIR
PRESIDENT DU PAYS DU PERCHE ORNAIS
8, RUE DU TRIBUNAL
61400 MORTAGNE-AU-PERCHE

Objet du dossier : Projet de SCOT du Pays du Perche
ornais
Votre dossier n° / D18-05766 est suivi par
Victor MOREL / Victor.morel@normandie.fr
REGION NORMANDIE
Direction Aménagement des Territoires
Service Politique de la Ville et des Territoires vulnérables
5 rue Robert Schuman – CS 21129
76174 Rouen Cedex

ROUEN, le

20 AVR. 2018

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 19 janvier 2018 reçu le 22 janvier au siège du Conseil Régional, vous avez sollicité l'avis de la Région sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche ornaïs arrêté le 22 décembre 2017.

Je tiens à vous confirmer l'intérêt porté par la Région à l'élaboration de ces documents stratégiques de planification de l'aménagement du territoire.

A la lecture des éléments transmis, j'ai le plaisir de vous informer que la Région émet un avis favorable au projet de Schéma de Cohérence territoriale du Pays du Perche ornaïs assorti des remarques détaillées en annexe n°1.

Dans un souci de contextualisation de cet avis régional, vous trouverez également en annexe n°2 la carte « Gares et territoires » datée d'octobre 2017 qui répertorie les gares de Normandie.

Espérant que vous pourrez prendre en considération ces observations et remarques.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

POUR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Frédéric Ollivier

REGION NORMANDIE

ABBAYE AUX DAMES – PLACE REINE MATHILDE – CS 50523 – 14035 CAEN CEDEX 1
STANDARD - TEL: 02 31 06 98 98 – FAX: 02 31 06 95 95



Annexe n°1 : Avis régional

SCOT du Perche ornais arrêté le 22 décembre 2017

En préambule de cet avis, la Région Normandie souhaite souligner qu'en tant que chef de file de l'Aménagement du Territoire, elle veille à la prise en compte dans les SCOT de l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'environnement, de mobilité et d'habitat et à leur mise en cohérence pour permettre un développement équilibré du territoire. La Région salue la démarche du Pays du Perche ornais de s'être lancée dans cette démarche dès 2012, ce qui permet de fédérer les 111 communes qui composent le PETR autour d'orientations de développement communes.

Au niveau régional, l'ensemble des problématiques de l'aménagement du territoire seront traitées par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), en cours d'élaboration par la Région. A l'heure actuelle, les grandes orientations du SRADDET ont été présentées en CTAP du 14 novembre et adoptées en Assemblée plénière régionale le 18 décembre 2017. Ce nouvel outil d'aménagement doit fixer les objectifs et règles générales dans de nombreux domaines tels que l'équilibre et l'égalité des territoires, les infrastructures de transport et le désenclavement des territoires ruraux. Pour ce faire, le SRADDET intégrera dans un document unique plusieurs schéma sectoriels existants comme le Schéma régional de l'intermodalité (SRI), les Schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), les Schémas régionaux Climat-Air Energie, ... Le lien entre planifications régionales et locales sera ainsi renforcé puisque les documents d'urbanisme locaux, à compter de l'approbation du SRADDET en 2019, devront tenir compte des objectifs et règles du SRADDET lors de leur élaboration ou révision.

Le Président de la Région Normandie, Hervé Morin a exprimé la volonté d'aller plus loin que ce qu'imposait la loi dans l'élaboration de ce schéma en associant les acteurs clés du territoire dont les établissements publics porteurs de SCOT à l'élaboration du SRADDET. La Région souhaite ainsi que lui soit remontées les recommandations et suggestions des territoires à l'adresse : sraddet@normandie.fr. Pour un complément d'information, vous trouverez en annexe n°2 le document présenté en CTAP et voté en Assemblée Plénière en 2017 qui expose les grandes orientations pour un aménagement durable de la Normandie.

D'une manière générale, la Région prend note du constat effectué dans le diagnostic et partage l'analyse des enjeux identifiés sur le territoire tels que le besoin de s'appuyer sur les principales polarités du territoire, la nécessité de désenclaver le territoire en l'absence de grands pôles urbains, d'adapter le territoire au vieillissement, de maintenir l'attractivité du territoire tout en luttant effectivement contre les phénomènes d'augmentation de la vacance, d'artificialisation des sols et d'étalement urbain qui progressent.

En matière d'organisation de l'espace, la Région confirme le besoin de structurer le territoire et prend note de la répartition choisie sur 3 échelles de polarité: 14 pôles principaux, 20 pôles secondaires et 77 communes selon le critère de la population. La Région elle-même distingue les villes moyennes (23) et les bourgs structurants (+ de 1500 habitants ou munis d'un collège). 44 communes répondent à ce critère de bourg structurant dans le département de l'Orne. Privilégier le développement sur ces pôles principaux ou secondaires correspond donc aux orientations politiques régionales.

Le positionnement global adopté contre l'étalement urbain est jugé particulièrement intéressante. Les objectifs de construire prioritairement en épaisseur des bourgs, de prioriser les projets sur les centres et de favoriser des formes urbaines moins consommatrices en foncier répondent à cette position globale. La volonté d'intégrer des objectifs chiffrés de résorption de la vacance dans l'étude des projets et de fixer par secteur géographique des objectifs de modération de la consommation d'espace (modération de la consommation foncière à 10% à l'échelle des EPCI) nous paraît particulièrement pertinente. Les positions adoptées en faveur d'une utilisation prioritaire du foncier à l'intérieur des enveloppes urbaines via la fixation d'une densité minimale autour des gares et haltes ferroviaires ou l'incitation à la réalisation d'études de densification sur les zones déjà urbanisées sont également fortement encouragées.

Enfin, le sujet de l'extension commerciale en périphérie préoccupe également fortement la Région. Nous soutenons ainsi les orientations proactives notamment d'orienter le développement du commerce vers les centralités des bourgs équipés des pôles locaux puis dans un second temps vers les zones commerciales ou mixtes.

Dans le domaine environnemental, il convient de saluer la bonne identification des enjeux écologiques notamment au travers de la trame Verte et Bleue. Nous sommes attachés à la continuité écologique et il est rappelé qu'il est nécessaire que le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) soit pris en compte dans la réalisation du SCOT. Dans le DOO, les réservoirs principaux et secondaires de biodiversité ainsi que les corridors écologiques à préserver sont bien identifiés et la nécessité de préservation des espaces de productions agricoles ainsi que la limitation du prélèvement du foncier agricole sont bien affirmés.

En matière de développement économique, la Stratégie de développement économique doit se faire conformément au Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) approuvé le 15 décembre 2016. Le SCOT affiche la volonté de renforcer la structuration et la lisibilité des zones économiques via une hiérarchisation des zones économiques existantes (Structurantes, principales et secondaires) et une répartition des enveloppes foncières prioritairement sur les ZE structurantes. Cet objectif s'inscrit pleinement dans les objectifs du SRDEII qui définit la stratégie économique de la Région et organise les interventions des différentes collectivités pour accompagner leur développement. En complément, la région signale qu'elle participera au co-financement d'opérations intervenant dans le cadre des zones d'activités d'intérêt régional et que, dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, la politique de contrats avec les EPCI permet à la Région d'être un partenaire financier d'opérations d'investissements notamment pour l'aménagement économique des territoires (zones d'activités, immobilier d'entreprises notamment).

En matière d'habitat, le diagnostic fait par le SCOT est partagé par la Région notamment en ce qui concerne la nécessité de densifier le parc de logements en réutilisant le foncier vacant en centre-bourg. L'attractivité liée à la proximité avec la région parisienne est en grande partie à mettre en lien avec la forte proportion de résidences secondaire. En revanche, l'habitat de centres-bourgs reste peu attractif et mal adapté à la demande (logements sans extérieur, sans stationnement). Concernant les pôles principaux, ils correspondent à quelques rares exceptions aux bourgs structurants régionaux (+ de 1 500 habitants ou disposant d'un collège) sur lesquels nous concentrons notre action en faveur de l'habitat. La nécessité de favoriser la rénovation des logements sur ces pôles est donc partagée. Enfin, nous relevons avec grand intérêt les préoccupations communes de renouvellement de ce parc de logement via les travaux de diminution de la consommation d'énergie notamment.

En matière de transports routiers, le pays du perche ornaïs a inscrit dans le DOO (page 40) un paragraphe B4 « contribuer au doublement de la RN12 ». La Région émet un avis favorable concernant cet aménagement. Ce projet est conforme à nos objectifs et à notre action. La réalisation d'un itinéraire 2x2 voies sur la RN12 constitue effectivement un maillon essentiel au désenclavement du sud de la Normandie. Le SRADDET identifiera cet axe national comme un Itinéraire Routier d'Intérêt Régional (IRIR).

Bien que des engagements de l'Etat aient été pris à travers les Contrats de Plan Etat-Région depuis de nombreuses années, faute de capacités financières, l'aménagement de la RN12 est un projet mené de façon morcelée par l'Etat. La Région a la volonté d'accélérer les travaux routiers sur les axes structurants notamment sur la RN12 et interpelle régulièrement l'Etat sur ses engagements et le respect du calendrier. Dans ce cadre, sur la RN12 dont l'aménagement relève de l'Etat, l'idée d'un Partenariat Public-Privé proposé il y a quelques années et rejeté en 2012 par l'Etat est de nouveau évoqué et étudié. La Région est prête à s'engager s'il est avéré que les trafics sont viables et que le montage juridique Etat Région est sécurisé d'autre part. Une étude de trafic sur cet axe va donc être lancée en 2018 et financée par la Région. Les résultats permettront d'accompagner la réflexion de la Région. Ces éléments seront déterminants pour la poursuite de l'opération et pour convaincre l'Etat sur ce dossier.

En matière d'offre de mobilité et d'intermodalité, aucune autre prescription ne peut être donnée dans la mesure où, comme le montre la carte en annexe n°2 « Gares et territoires », les seuls points d'arrêt ferroviaire du territoire sont situés sur les communes ultra-périphériques de Bretoncelles, Condé sur Huisne et Le Theil-la-Rouge. Ces points d'arrêt sont certes situés dans l'Orne et sous la responsabilité de la Normandie, cependant, la Région n'est pas autorité organisatrice des trains circulant sur ces infrastructures et, à ce titre, la collectivité régionale n'a pas de latitude pour modifier le schéma de service de transport (offre, tarification, billettique, matériel) et donc les comportements de mobilité. Si le territoire ambitionne d'apporter des modifications à la situation actuelle au sein de ces haltes ferroviaires, il devra se tourner vers la ou les Autorités Organisatrices concernées qui sont la Région Pays de la Loire (pour Sarthe) et la Région Centre Val de Loire (pour Eure et Loir). Par ailleurs, la Région attire votre attention sur l'intermodalité et l'articulation avec d'autres moyens de se déplacer pour les administrés tels que les transports publics, et en particulier, le réseau interurbain de l'Orne (Cap'Orne) qui prend en charge la mobilité locale là où le réseau viaire peu compenser le réseau ferroviaire déficient.

Enfin, pour compléter, en termes de mobilité, nous signalons que le territoire est traversé par la Véloscénie (Paris - Mont Saint Michel à vélo, 450 km d'itinéraire) dont vous pouvez retrouver le tracé à l'adresse : <https://www.veloscenie.com/>

En matière de patrimoine, le SCOT du Perche ornaï fait apparaître un certain nombre d'enjeux touchant directement ou indirectement à la préservation et à la valorisation du patrimoine :

- Valoriser l'attractivité et la proximité géographique du territoire
- S'appuyer sur les apports migratoires en provenance de l'Est pour structurer et accompagner le développement du Pays
- Préserver l'attractivité du patrimoine bâti et lutter contre la vacance
- Améliorer la cohérence entre la typologie des logements, la diminution de la taille des ménages et les revenus des foyers du Perche ornaï
- Diminuer la consommation d'espaces agricoles ou naturels et la part dédiée à l'habitat, notamment individuel, dans le cadre d'une gestion économe de l'espace
- Diversifier la production de logements et les formes urbaines
- Compléter localement la valorisation touristique du territoire (communication sur l'offre touristique et diversification des hébergements marchands)
- Diminuer et/ou s'appuyer sur la partition Est/Ouest, entre attractivité résidentielle et renforcement économique

La région souhaiterait formuler un certain nombre de remarques sur cette thématique dans les 3 documents qui composent le projet du SCOT :

1) Sur le diagnostic stratégique,

Il est rappelé que le Pays du Perche ornaï compte un certain nombre de communes adhérentes au Parc naturel régional du Perche (page 3) dont les missions procèdent également de l'aménagement du territoire. Il aurait été judicieux de rappeler celles-ci dans la partie F du chapitre II page 6 car ces missions sont complémentaires des compétences du Pays.

S'agissant du patrimoine, le parc met en œuvre les actions suivantes :

- Connaissance et valorisation du patrimoine bâti : à cet égard, une convention tripartite lie le parc aux Régions Normandie et Centre-Val de Loire sur le volet inventaire et valorisation du patrimoine bâti (publications, expositions)
- Conservation, restauration et gestion du bâti traditionnel
- Promotion des savoir-faire par la création d'une marque Savoir-faire du Parc pour le patrimoine bâti
- Promotion de la marque Accueil du Parc pour des séjours de découverte des patrimoines
- Accompagnement et accueil de classes dans leurs projets d'éducation et sensibilisation aux patrimoines naturel, paysager et bâti

Au chapitre VI « Parc de logements du Perche ornaï », il est indiqué que l'ancienneté du parc d'habitations constitue une contrainte et freine sa réhabilitation (p. 22). Si elle n'est pas inexacte, cette remarque apparaît trop négative et partielle quand on connaît la politique d'incitation mise en œuvre par le PNR du Perche et les partenaires institutionnels pour préserver l'authenticité du bâti traditionnel dont la réhabilitation doit être contrôlée et encadrée.

2) Sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),

Dans le paragraphe introductif de l'Axe 2, il n'est pas fait mention de la problématique patrimoniale, de la protection et de la réhabilitation du bâti traditionnel pourtant constitutif de l'identité percheronne. Dans ce paragraphe, la Région attire également votre vigilance sur le terme trop vague d'« ambiances ». L'accent devrait également être mis sur le travail à fournir sur le parc existant et non pas seulement sur le renouvellement et la densification du tissu bâti. Enfin, la protection du bâti n'est

pas mentionnée aux côtés de la protection « des sites, des milieux, des paysages ou espaces naturels ».

Dans l'Axe 2 « Inscrire le développement dans le respect des identités paysagères et patrimoniales », Chapitre A « Affirmer l'identité patrimoniale du Perche ornais », partie A.1) « Sauvegarder la qualité architecturale, urbaine et paysagère », il nous paraît plus cohérent d'évoquer en premier lieu la réhabilitation du parc traditionnel existant avant d'aborder les constructions à venir. De plus, la Région souhaite signaler que les documents édités par le PNR du Perche évoqués dans cette partie contribuent déjà aux côtés des actions menées par les partenaires institutionnels ou non (UDAP, CAUE) à orienter les nouveaux projets. Sur la question de la structuration d'une filière locale autour de l'artisanat du bâtiment, il conviendrait d'évoquer ce que développe déjà le PNR dans ce sens. Enfin, la Région souhaite nuancer l'affirmation selon laquelle « La protection systématique des bourgs n'est pas souhaitée » car, s'il ne s'agit pas effectivement de fossiliser l'urbanisme des bourgs, il faut souligner qu'ils conservent pour beaucoup un bâti traditionnel de qualité qui s'est développé d'une manière harmonieuse autour d'éléments emblématiques et structurants possédant une forte valeur patrimoniale (églises, couvents, hôpitaux, mairies-écoles etc.).

Dans la partie A.2 « Valoriser et préserver la richesse patrimoniale du bâti percheron », la Région souhaite ajouter à l'orientation du paragraphe A.2 sur la manière de valoriser et préserver les spécificités patrimoniales du Perche, l'importance de la connaissance de ces spécificités qui passe par des opérations d'inventaire. Ces opérations débouchent sur des actions de valorisation qui vont de la diffusion d'informations à la protection/réhabilitation du bâti. Il serait pertinent dans cette partie d'aborder les actions menées par le PNR dans ce domaine en partenariat avec les Régions Normandie et Centre-Val de Loire.

Nous souhaitons aussi souligner qu'il ne s'agit pas seulement de préserver l'image des bourgs mais également du bâti dispersé et isolé qui possède également un intérêt patrimonial (ce qui est évoqué plus loin dans le document). La Région déplore néanmoins qu'il n'y ait pas de solutions concrètes de proposées sur cette partie. De plus, la question de la remise sur le marché des biens vacants ou dégradés interpelle car ces biens appartiennent généralement à des propriétaires privés.

Dans la partie A.4 « valoriser la richesse paysagère et le cadre de vie », l'action menée par le PNR du Perche nous paraît indissociable des ambitions affichées par le Pays du Perche ornais ici : « valoriser et communiquer sur cette richesse » et « maintenir et ne pas dégrader ce paysage ». Il nous paraît donc utile de le préciser dans le document.

Dans la partie B consacrée à « Préserver le patrimoine naturel comme support d'un développement territorial durable », nous avons bien noté le souhait d'inventorier le linéaire de haie afin de préserver le réseau bocager. A ce sujet, le PNR du Perche a créé une base de données Bocage permettant de visualiser l'évolution du linéaire des haies. Il procède également à des inventaires écologiques. Il serait opportun que cette partie mentionne les travaux existants menés par d'autres partenaires.

3) Sur le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)

À propos de l'Axe 6, « Orientations relatives à la qualité urbaine, architecturale et paysagère, dans le chapitre A « Affirmer l'identité patrimoniale du Perche ornais », dans la partie A.1 « Préserver la richesse du patrimoine bâti existant », la Région souligne le caractère flou des notions de patrimoine ordinaire et de patrimoine identitaire qui peuvent porter à confusion. Il conviendrait de supprimer le qualificatif de « patrimoine ordinaire ». Les sites doivent en effet être étudiés dans leur globalité. Il est recommandé de mentionner les opérations d'inventaire du patrimoine bâti déjà menées par le service de l'Inventaire de la Région en partenariat ou non avec le PNR du Perche et ceux en cours sur le canton de Mortagne-au-Perche.

La Région attire votre attention sur le fait que les travaux d'isolation par l'extérieur posent question dans la préservation de l'aspect général du bâti répertorié et qu'ils peuvent remettre en cause la qualité/spécificité architecturale d'un bâtiment. Ce type d'opération doit donc être particulièrement

encadrée et contrôlée. Une reformulation serait donc souhaitable dans la partie « Sans pour autant restreindre les matériaux utilisés » pour souligner la nécessité de faire preuve d'une grande précaution.

Dans l'accompagnement de la mise en place d'outils, il serait appréciable que d'autres labels soient mentionnés tels que VPAH, Petites Cités de Caractères ou encore Village Patrimoine.

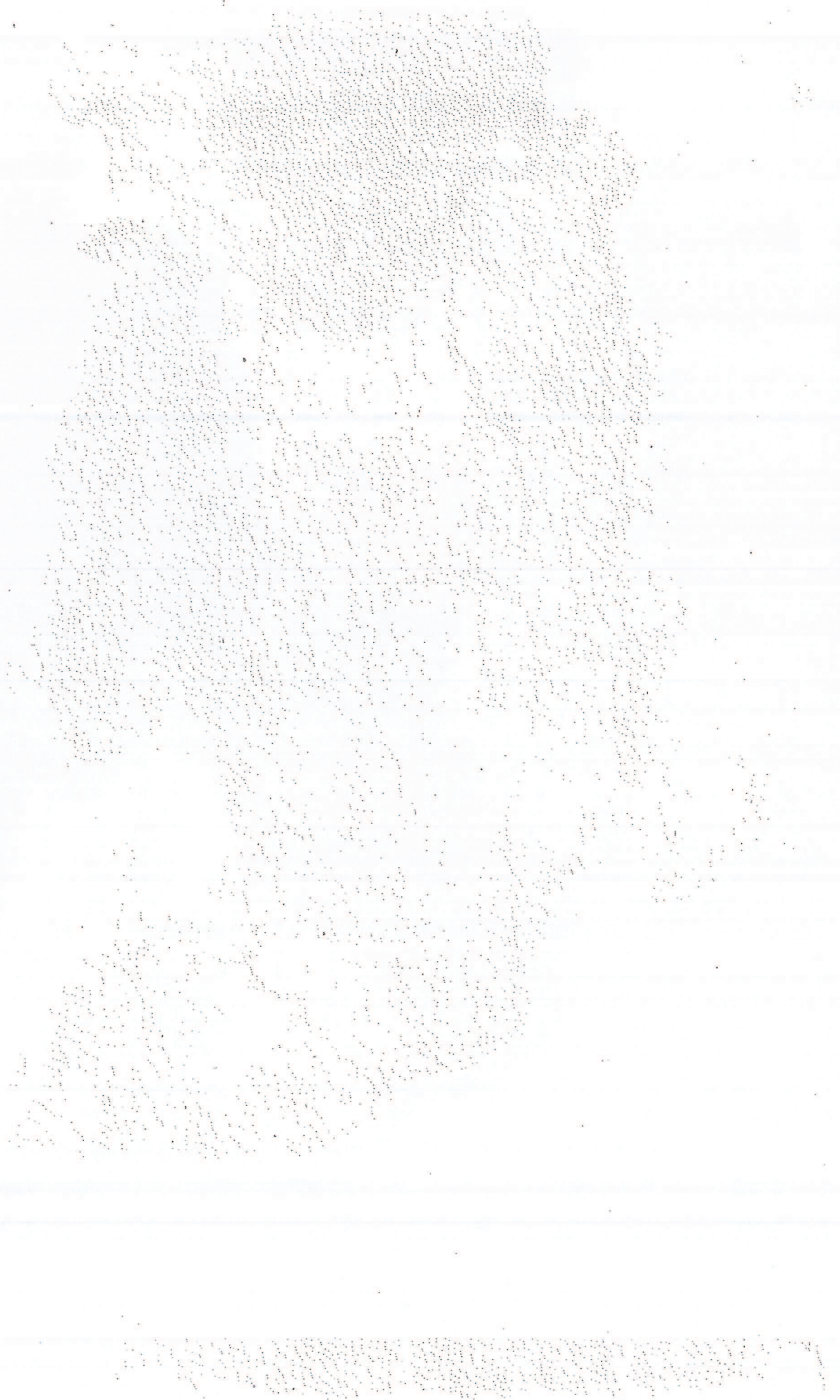
Comme évoqué précédemment, dans l'orientation « Structurer localement une filière autour de l'artisanat du bâtiment », il serait utile d'évoquer l'action effectuée, notamment au niveau du PNR, sur cette question.

Dans la partie A.2 « Préserver et valoriser collectivement le Patrimoine », il conviendrait de préférer le terme « spécificités » au terme « identité ». Il s'agit ici aussi de conforter ce qui existe déjà en termes de partenariats, de valorisation et de promotion touristique du patrimoine et d'en faire état dans cette partie. Cette partie nécessiterait d'être davantage hiérarchisée et structurée.

Enfin, dans la partie B. 2 « Préservation de la qualité des paysages », la Région préconise que la préservation de la morphologie, de l'aspect et des abords soit élargie à tout bâti présentant un intérêt historique et architectural et non pas seulement aux manoirs et châteaux. La Région recommande également de préférer la formulation « préserver l'aspect extérieur du bâti ancien et veiller à l'insertion des constructions neuves » à celle « d'adapter des règles relatives à l'aspect extérieur et à l'insertion des constructions, neuves ou anciennes ». Il conviendrait également de modifier le propos « le bâti isolé ou traditionnel » car il existe du bâti isolé traditionnel. Concernant les Données PNR, sur 11 des 111 communes historiques du Pays du Perche ornais mentionnées, la Région préconise qu'il soit précisé qu'il s'agit ici du canton de Mortagne-au-Perche, en cours d'étude. Enfin, il est recommandé d'inscrire « identification dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme et des demandes de labellisation » plutôt que de faire référence aux inventaires locaux à réaliser.

Espérant que vous pourrez prendre en considération ces remarques, les services de la Région restent à votre disposition pour vous apporter des précisions ou éclairages sur cet avis.







COMMUNAUTÉ URBAINE D'ALENÇON

Extrait du registre des DÉLIBÉRATIONS du Conseil de Communauté

SEANCE DU 29 MARS 2018

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars, à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de Communauté Urbaine d'Alençon, sur convocation adressée le **23 mars 2018** et sous la présidence de **Monsieur Ahamada DIBO**, s'est réuni en séance publique à la Halle aux Toiles d'Alençon.

ÉTAIENT PRÉSENTS Mesdames et Messieurs les Conseillers en exercice, sauf :

M. Gérard LURÇON qui a donné pouvoir à M. Daniel VALLIENNE.
M. Thierry MATHIEU qui a donné pouvoir à M. Dominique ARTOIS.
M. Gilbert LAINE qui a donné pouvoir à M. Pierre-Marie LECIRE.
Mme Nathalie-Pascale ASSIER qui a donné pouvoir à M. Armand KAYA.
M. Michel MERCIER qui a donné pouvoir à M. Denis LAUNAY.
Mme Anne-Sophie LEMEE qui a donné pouvoir à M. Jacques ESNAULT.
M. Richard MARQUET qui a donné pouvoir à M. Alain LENORMAND.
M. Claude FRADET qui a donné pouvoir à M. André TROTTET.
Mme Christine ROIMIER qui a donné pouvoir à M. Ludovic ASSIER.
Mme Martine LINQUETTE excusée jusqu'à son arrivée à la question n° 20180329-002.
M. Eric MORIN excusé jusqu'à son arrivée à la question n° 20180329-018.

Mrs Jean-Marie LECLERCQ, François TOLLOT, Bruno ROUSIER, Patrick LINDET, Patrick COUSIN, François HANOY, Joseph LAMBERT, Jean-Louis BATTISTELLA, Laurent YVARD, Philippe MONNIER, Michel GENOIS, Jean-Pierre RUSSEAU, Dominique ANFRAY, Mmes Marie-Noëlle VONTHRON, Christine THIPHAGNE, Anne-Laure LELIEVRE, excusés.

Monsieur Serge LAMBERT est nommé **secrétaire de séance**.

Le **procès-verbal** de la dernière réunion du **22 février 2018** est adopté à l'unanimité.

N° 20180329-012

URBANISME

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU PAYS DU PERCHE ORNAIS - AVIS SUR LE PROJET

Département Aménagement & Développement
Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme
Planification Prospectives
NL/SJ/GC/GG

La Communauté urbaine d'Alençon (CUA) a été saisie par courrier de Monsieur le Président du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays du Perche Ornaïs en date du 19 janvier 2018 sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays du Perche Ornaïs.

Conformément à l'article L.143-20 du Code de l'Urbanisme, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) limitrophes, directement intéressés, sont consultés pour émettre un avis dans la limite de leurs compétences. Bien que non directement limitrophe du Pays du Perche Ornaïs, la CUA, seul Établissement Public de Coopération Intercommunale proche doté d'un SCOT, s'autorise à émettre un avis pour donner suite à la demande de PETR du Pays du Perche Ornaïs. Par ailleurs, le projet de SCOT en cours d'études entre la CUA, la Communauté de Communes des Sources de l'Orne et la Communauté de Communes de la Haute Vallée de la Sarthe le rendra prochainement limitrophe de celui du Perche Ornaïs.

Des éléments de diagnostic :

- le territoire comptait près de 48 500 habitants en 2011 répartis sur 7 intercommunalités et 111 communes pour une superficie de 1 551 Km²,
- une croissance démographique notamment liée à un solde migratoire depuis les départements limitrophes et la proximité des régions parisienne et centre (+ 2 %),
- une progression du parc de logements de 8 % de 1999 à 2010. Une diminution du parc résidentiel secondaire depuis 1999 mais qui représente près de 19 % du parc et une augmentation du parc vacant.

Un potentiel minimal mobilisable pour les activités représentant 161 Ha dont 127 Ha disponibles ou projetés au sein de zones d'activités existantes. Le diagnostic fait état de nombreuses zones d'activités situées en périphérie du Pays avec près de 270 Ha disponibles dont les plus importantes sont localisées sur les pôles d'Alençon, Nogent le Rotrou, l'Aigle ou La Ferté Bernard.

Le diagnostic a mis en exergue 4 enjeux principaux :

- organiser le territoire pour répondre aux besoins d'une population dispersée tout en s'appuyant sur les principales polarités ;
- coordonner les politiques des différentes collectivités et notamment la planification territoriale ;
- désenclaver le pays ;
- favoriser les liaisons avec les pôles économiques limitrophes.

Le projet du SCOT du Pays du Perche Ornaïs s'articule autour de 5 axes :

- axe 1 : favoriser un urbanisme équilibré s'appuyant sur les polarités et la maîtrise de l'usage des sols,
- axe 2 : inscrire le développement dans le respect des identités paysagères et patrimoniales,
- axe 3 : maintenir l'attrait commercial et renforcer l'attractivité économique du Pays,
- axe 4 : structurer une offre de logements diversifiée à partir de l'armature territoriale existante,
- axe 5 : améliorer l'attractivité résidentielle, touristique, culturelle et énergétique du territoire.

Les axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durable se déclinent selon les orientations et objectifs suivants :

a) Organisation de l'espace et armature urbaine :

- affirmer la place du perche ornaïs aux côtés des territoires limitrophes ;
- conforter l'armature urbaine par la répartition spatiale équilibrée entre les pôles principaux et secondaires, les bourgs et villages ;
- affirmer une organisation spatiale visant à la diversification des fonctions urbaines et à réduire les déplacements ;
- positionner 75 % de l'offre résidentielle et économique sur les pôles ;
- intégrer, prévenir et réduire les risques et les nuisances.

b) Gestion économe des espaces :

- concourir à une gestion économe des espaces et à la lutte contre l'étalement urbain par la densification des bourgs, la valorisation des espaces résiduels et les biens vacants, l'optimisation du foncier par les opérations structurées et une ouverture progressive de nouveaux secteurs à l'urbanisation ;
- fixer des objectifs de modération de la consommation d'espace, un objectif de modération de l'ordre de 20 % avec une cible minimale de 10 % soit 36 Ha par an maximum et une densité minimale de 10 logements par hectare par intercommunalité ;

- respecter une densité brute moyenne de 12 logements par hectare par intercommunalité.

c) Protection des espaces agricoles, naturels et urbains :

- protéger les espaces et les milieux naturels remarquables ou ordinaires et adapter la protection en fonction des milieux ;
- restaurer les connexions biologiques, engager des démarches contribuant à reconstituer des continuités fragilisées ;
- Identifier les éléments paysagers : inventorier, hiérarchiser et préserver un maillage bocager ;
- favoriser l'intégration paysagère et végétale dans les projets de développement ;
- protéger les exploitations agricoles et leurs potentiels de développement en affirmant des limites claires au développement urbain ;
- éviter la dispersion du bâti ;
- soutenir l'activité et l'économie agricole : diversification, limitation des impacts.

d) Préserver les ressources :

- contribuer à la préservation des ressources naturelles et à leur valorisation ;
- préserver la qualité de l'eau, inventorier et protéger les zones humides ;
- s'appuyer sur la Trame verte et bleue pour orienter les réflexions sur l'aménagement et préserver durablement la biodiversité ;
- favoriser la valorisation des matériaux locaux et la restauration des sites exploités.

e) Qualité urbaine, architecturale et paysagère :

- sauvegarder la qualité architecturale, urbaine, lutter contre la banalisation de l'architecture, préserver le patrimoine bâti tout en permettant des évolutions ;
- valoriser la richesse paysagère et le cadre de vie par la préservation de la trame paysagère et les milieux ;
- préserver la qualité des paysages et s'assurer de l'intégration paysagère des bâtis ou projets.

f) Habitat :

- favoriser la qualité et la diversité de l'offre en logements, et les parcours résidentiels ;
- diversifier les formes urbaines sur les pôles et au sein des opérations ;
- diversifier la typologie de logements, encourager le réinvestissement du bâti existant et vacant, objectif de réhabilitation d'au moins 130 logements vacants ;
- accompagner l'offre locative et renforcer l'offre du parc social ;
- renforcer l'offre en logements afin de maintenir la population et accueillir de nouveaux habitants : un objectif d'accueil de 2 700 habitants (+ 6 %) d'ici 2042 avec une production de 6 400 logements entre 2014 et 2042 (221 logements par an), une enveloppe de 584 Ha dont 390 Ha pour la construction en extension.

g) Transports et déplacements :

- affirmer la place du territoire en renforçant l'accessibilité ;
- limiter les besoins en déplacement, maîtriser les déplacements automobiles, favoriser les déplacements courts ;
- encourager le déploiement d'une offre alternative efficiente à proximité des pôles et axes majeurs ;
- orienter la mutualisation des places de stationnement et les cheminements doux dans les zones économiques.

h) Équipements économiques et de services :

- contribuer au renforcement de l'accessibilité économique ;
- structurer l'armature économique en hiérarchisant les zones économiques et préserver les potentiels d'accueil : potentiel de 278 ha ;
- favoriser la mobilisation de friches avant toutes extensions ;
- renforcer l'armature commerciale en confortant l'offre commerciale et en adaptant l'armature commerciale selon les polarités ;
- maintenir le niveau d'équipement et de services, et développer une offre complémentaire en adéquation avec les besoins des habitants ;
- renforcer la capacité d'accueil touristique ;
- accompagner et structurer l'offre numérique.

i) Amorcer la transition environnementale et énergétique :

- lutter contre le changement climatique en favorisant la valorisation énergétique ;
- inciter à une production énergétique des sites économiques ;
- favoriser le développement des énergies renouvelables et locales.

Au titre des interactions avec le SCOT de la CUA et la dynamique inter-SCOT, il est soulevé les remarques suivantes :

- il est souligné le travail de réflexion engagé et la définition d'un projet de territoire visant à inscrire la place du perche ornaïs aux côtés des territoires limitrophes ;
- la définition d'une armature urbaine et économique vise à une structuration équilibrée et cohérente s'appuyant sur les pôles et les centralités ;
- le projet de SCOT prévoit un développement économique propre et endogène au pays du perche ornaïs, en privilégiant le maintien des zones de développement, ce qui conduit à retenir un potentiel de 278 Ha au sein d'une armature de zones économiques sur les pôles périphériques de l'ordre de 270 Ha ;
- le territoire est tourné vers plusieurs bassins de vie dont plusieurs pôles sont situés à l'extérieur du Pays. Le pays du perche ornaïs ne constitue pas une zone économique indépendante ; celle-ci est de par son caractère rural et son organisation répartie pour moitié entre le bassin d'emplois d'Alençon (dominante tertiaire) et celui de Nogent le Rotrou (dominante industrie) ;
- le projet fixe un objectif démographique qui s'appuie sur une projection démographique selon la méthode de l'Insee à partir d'un scénario tendanciel au « fil de l'eau » qui prévoit la poursuite de cette croissance, à noter une tendance inverse à celle opérée sur le département ;
- concernant les interactions avec la trame verte et bleue, les éventuelles continuités avec le territoire de la CUA ne semblent pas être incompatibles ;
- concernant la dynamique démographique et les capacités d'accueil de population, ainsi que les dynamiques d'accueil économique, celles-ci méritent une attention des partenaires avec une recherche d'équilibre et de cohérence à l'échelle départementale.

Vu l'avis favorable du Bureau consultatif, réuni le 22 mars 2018,

le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants (3 abstentions) :

➤ **EMET** un avis favorable sur le projet de Schéma de cohérence territoriale du Pays du Perche, tel que proposé, avec une réserve au regard du dimensionnement des surfaces foncières dévolues au développement économique et de leur cohérence avec les bassins de vie départementaux et régionaux,

➤ **AUTORISE** Monsieur le Président ou son délégué à signer tous documents utiles relatifs à ce dossier.

Reçue en Préfecture le : - 5 AVR. 2018

Affichée le :
- 6 AVR. 2018



Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Vice-Président délégué,

Gérard LURÇON

Avis réputé favorable (hors délai)



Mission régionale d'autorité environnementale

Normandie



Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale sur le schéma de cohérence territoriale du Pays du Perche ornaïs (Orne)

N° : 2018-2493

Accusé réception de l'autorité environnementale  22 janvier 2018

PRÉAMBULE

Par courrier reçu le 22 janvier 2018 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Normandie a été saisie pour avis sur le projet d'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays du Perche ornais.

Conformément aux articles R. 104-23 à R. 104-24 du code de l'urbanisme, l'avis est préparé par la DREAL avant d'être proposé à la MRAe. L'agence régionale de santé (ARS) de Normandie a été consultée le 6 février 2018.

Le présent avis contient l'analyse, les observations et recommandations que la mission régionale d'autorité environnementale, réunie le 19 avril 2018 par téléconférence, formule sur le dossier en sa qualité d'autorité environnementale.

Cet avis est émis collégalement par l'ensemble des membres délibérants présents : Sophie CHAUSSI, Corinne ETAIX, Benoît LAIGNEL et Michel VUILLOT.

En application de l'article 9 du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)¹, chacun des membres cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le document d'urbanisme qui fait l'objet du présent avis.

Après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en *italique gras* pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé que pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de plan ou document, mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du plan ou du document et sa compréhension par le public.

Cet avis est un avis simple qui doit être joint au dossier d'enquête publique.

¹ Arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

SYNTHÈSE DE L'AVIS

Le Conseil de pôle du PETR (pôle d'équilibre territorial et rural) du Pays du Perche ornaïs a arrêté son projet de schéma de cohérence territoriale (SCoT) le 22 décembre 2017, et l'a transmis à l'autorité environnementale qui en a accusé réception le 22 janvier 2018.

Le territoire du SCoT couvre une superficie de 1 551 km² et compte 47 433 habitants (en 2014), répartis sur 4 intercommunalités et 73 communes. Il est à dominante rurale avec une densité faible d'habitants au km² (densité de 31 habitants au km²).

Le projet de SCoT prévoit la réalisation de 6 400 logements nouveaux et la réhabilitation d'au moins 130 logements (consommation de 584 hectares), pour répondre au desserrement des ménages et accueillir 2 700 habitants supplémentaires entre 2010 et 2042. Concernant le développement économique, il est prévu l'extension ou la création de zones d'activités sur 278 hectares.

Les objectifs du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) semblent traduire une prise en compte de l'environnement. Néanmoins, l'articulation entre les éléments du PADD et du document d'orientation et d'objectifs (DOO) (en particulier des axes) aurait gagné à être précisée et argumentée. La compréhension globale du DOO et du projet territorial n'est pas toujours aisée, notamment du fait de certaines redondances dans les objectifs affichés. De plus, le DOO aurait gagné à mieux hiérarchiser ses objectifs ; il se résume dans l'ensemble à une liste de recommandations et de conseils dont la traduction concrète à l'échelle des PLU(i) n'est souvent pas suffisamment prescriptive.

Sur la forme, le dossier présente des cartographies malaisées à interpréter qui rendent difficiles la compréhension et la traduction effective des objectifs du DOO. Certaines données du diagnostic et de l'état initial mériteraient d'être mises à jour ou complétées.

Sur le fond, le diagnostic socio-économique ne s'appuie que sur un seul scénario au fil de l'eau. Sa projection démographique, basée sur des chiffres non actualisés, ne prend pas en compte les évolutions récentes, ce qui conduit donc les objectifs d'accueil de populations et d'activités, ainsi que les choix d'aménagement qui en découlent à être potentiellement surévalués.

L'évaluation environnementale, obligatoire pour les SCoT, est relativement succincte et ne semble pas avoir fait l'objet d'une véritable démarche itérative, en particulier dans sa dimension d'évitement des impacts du SCoT sur l'environnement et la santé. Les limites de cette évaluation se reflètent dans la prise en compte de l'environnement et de la santé par le SCoT.

L'autorité environnementale recommande que cette évaluation environnementale soit revue **et** complétée sur ces deux derniers aspects de fond.

Parmi les thématiques prioritaires identifiées par l'autorité environnementale figurent notamment la consommation d'espaces, la biodiversité et les continuités écologiques, les paysages et le patrimoine, l'eau et l'assainissement, les déplacements, la qualité de l'air et les nuisances, les risques et l'adaptation au changement climatique, l'atténuation du changement climatique et la transition énergétique.

AVIS DÉTAILLÉ

1. CONTEXTE ET PRÉSENTATION DU PROJET

1.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE DE L'AVIS

Le 19 octobre 2012, le comité syndical du syndicat intercommunal pour le développement du territoire du Perche (SIDTP) a prescrit l'élaboration de son schéma de cohérence territoriale (SCoT), sur le périmètre approuvé par le préfet le 7 septembre 2012. Par arrêté préfectoral du 16 juin 2015, le SIDTP s'est transformé en pôle d'équilibre territorial et rural (PETR). Le projet de SCoT a été arrêté le 22 décembre 2017 par le conseil de pôle du PETR, puis transmis pour avis à l'autorité environnementale qui en a accusé réception le 22 janvier 2018.

Conformément à l'article R. 104-7 du code de l'urbanisme, l'élaboration du SCoT du Pays du Perche ornaïs doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Cette évaluation constitue une démarche itérative visant à intégrer la prise en compte de l'environnement tout au long de l'élaboration du SCoT. La démarche trouve sa traduction écrite dans le rapport de présentation du document. En application de l'article R. 104-23 du code de l'urbanisme (CU), l'autorité environnementale est consultée sur l'évaluation environnementale décrite dans le rapport de présentation, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement par le document d'urbanisme. Son avis a également pour objet d'aider à son amélioration et à sa compréhension par le public.

1.2. LE PERCHE ORNAIS : CONTEXTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

Le territoire du Perche ornaïs couvert par le projet de schéma de cohérence territoriale (SCoT) faisant l'objet du présent avis s'étend sur une superficie de 1 551 km² et comptait, en 2014, 47 433 habitants, répartis sur sept communautés de communes et 111 communes historiques (devenues 4 intercommunalités et 73 communes au 1er janvier 2017). Les nouvelles communautés de communes que regroupe le PETR sont celles du Pays de Mortagne-au-Perche, des Hauts du Perche, des Collines du Perche normand et du Cœur du Perche. Il est à noter que 82 communes historiques du PETR font également partie du parc naturel régional du Perche normand.

La population a diminué de manière substantielle entre 1962 et 1975 (-1784 habitants, soit une diminution de 3,7%), puis la tendance s'est inversée grâce à un solde migratoire positif, permettant de retrouver en 2010 le niveau de 1962 (48 588 habitants). Toutefois, entre 2010 et 2014, l'ensemble du territoire a perdu près de 1 100 habitants et semble donc aborder une nouvelle phase de décroissance démographique non prise en compte dans le dossier.

Outre les phénomènes de desserrement continu des ménages (ou de décohabitation) et de vieillissement global de la population, il est constaté sur le territoire une diminution progressive du nombre d'habitants au sein des pôles principaux au profit des pôles secondaires et des petits bourgs et villages, alors que la dynamique de constructions de logements y a été similaire.

Sur la période 2000-2011, 519 hectares de terres agricoles et naturelles ont été artificialisés pour le logement, l'activité et les équipements et infrastructures. La densité moyenne observée est de 6,2 logements par hectare.

Enfin, d'un point de vue fonctionnel, on peut noter une distinction significative entre l'ouest et l'est du territoire : les communes orientales sont essentiellement résidentielles, accueillant une importante population du bassin parisien mais un faible nombre d'emplois ; à l'inverse, les communes de l'ouest du Perche concentrent l'essentiel de l'activité du pays et attirent de fait de nombreux travailleurs mais ont tendance à perdre plus d'habitants. Le Bassin parisien, à l'est, ou encore le bassin de vie de Nogent-le-Rotrou, au sud-est, polarisent l'activité en dehors du Perche ornaïs, concourant à sa mise en tension démographique et économique.

1.3. LE PERCHE ORNAIS : CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

Le territoire du Perche ornaï est marqué par la présence d'un réseau hydrographique dense (1 530 km de cours d'eaux principaux), de nombreux massifs boisés ou forestiers (20 % du territoire), d'un important maillage bocager (5,5 km de haies par km²) qui constituent un patrimoine naturel précieux et qui marquent l'identité paysagère du Perche. En outre, le territoire dispose de nombreuses zones humides et étangs (5 547 ha, soit 3,6 % du territoire) et des pelouses sèches ou calcicoles (118 ha). Il comporte par ailleurs de nombreux espaces naturels sensibles (7 sites Natura 2000, 54 ZNIEFF de type I et 5 ZNIEFF de type II), des réservoirs et corridors écologiques vecteurs d'une biodiversité riche et variée.

Le profil géologique et hydrologique du territoire est propice aux risques naturels de mouvements de terrains et d'inondation, notamment dans les vallées de l'Huisne et de la Sarthe. En revanche, les risques technologiques sont circonscrits à quelques secteurs bien identifiés.

Le positionnement du territoire entre le Massif armoricain à l'ouest et le Bassin parisien à l'est marque un contraste qui se traduit dans la géologie et l'hydrographie du territoire. Les paysages alternent entre des plaines, des collines, des vallées et des plateaux sur lesquels des boisements et massifs forestiers peuvent être perchés.

1.4. PRÉSENTATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT

Le projet de SCoT du Pays du Perche ornaï projette le territoire à l'horizon 2042. Il s'appuie sur une hypothèse de prolongation des évolutions démographiques constatées sur la période 2000-2010. Cette hypothèse, dite « au fil de l'eau », aboutit à un projet d'augmentation de la population d'environ 2 700 habitants entre 2010 et 2042 pour l'ensemble du territoire.

Afin d'organiser le développement du territoire, il distingue en son sein trois types de polarités : les "pôles principaux" (14 communes recensant une population supérieure à 1 500 habitants), les "pôles secondaires" (20 communes avec une population supérieure à 500 habitants) et les "bourgs et villages" (77 communes). Il prévoit d'adapter la programmation et le dimensionnement des projets à cette armature. La réalisation de 6 400 logements nouveaux entre 2013 et 2042 (soit environ 221 logements par an sur une période de 29 ans) et la réhabilitation d'au moins 130 logements vacants devraient permettre de répondre au desserrement des ménages et d'accueillir les 2 700 habitants supplémentaires envisagés entre 2010 et 2042. Cette construction de logements devrait représenter une consommation de 584 hectares, pour une densité moyenne d'environ 12 logements par hectare.

Concernant le développement économique, il est prévu l'extension ou la création de zones d'activités sur 278 hectares (9,6 ha/an contre 7,7 ha/an pour la période de référence 2000-2010), sans implantation spécifique, si ce n'est en privilégiant les zones économiques « structurantes et principales ». Cette enveloppe est divisée en deux : 163 hectares à l'horizon 2025 et une réserve foncière de 115 hectares entre 2025 et 2042.

2. ANALYSE DE LA QUALITÉ DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Pour rappel, le schéma de cohérence territoriale (SCoT) est constitué de trois documents essentiels (article L. 141-2 du code de l'urbanisme) :

- un rapport de présentation faisant notamment état du diagnostic socio-économique du territoire, de l'état initial de l'environnement et des incidences prévisibles du projet de SCoT sur ce dernier ;
- un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui transcrit les choix d'aménagement des élus suite aux diagnostics ;
- un document d'orientation et d'objectifs (DOO) qui traduit réglementairement les orientations et les objectifs du PADD attendus dans le cadre du SCoT et qui s'imposeront aux futurs PLU(i) dans un rapport de compatibilité.

Dans le cas présent, le dossier de SCoT remis à l'autorité environnementale comprend les pièces suivantes :

- le rapport de présentation (RP) (dossier partie 1) constitué :
 - du diagnostic stratégique (partie 1.1, 66 pages)
 - de l'état initial de l'environnement (partie 1.2, 69 pages)
 - de la justification des choix, comprenant l'évaluation environnementale (partie 1.3, 38 pages)
 - du résumé non-technique (23 pages)
- le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) (dossier partie 2, 27 pages)
- le document d'orientation et d'objectifs (DOO) (dossier partie 3, 52 pages).

2.1. QUALITÉ DE LA DÉMARCHE ITÉRATIVE

L'évaluation environnementale vise une amélioration de la prise en compte de l'environnement dans les documents d'urbanisme au travers d'une démarche itérative structurée. Elle implique également une concertation et une information renforcées avec le public.

D'une manière générale, la démarche itérative n'a été que partiellement menée. L'état initial présente des insuffisances. Le projet de SCoT issu de l'état initial et du diagnostic n'a pas intégré suffisamment les enjeux environnementaux identifiés.

L'absence d'une cartographie d'ensemble permettant de localiser les futures zones de développement en lien avec les enjeux environnementaux identifiés est une bonne illustration de la compréhension partielle des attendus de l'évaluation environnementale. Dès lors, une véritable démarche d'évitement des impacts du projet sur l'environnement (séquence « éviter-réduire-compenser » (ERC)) n'a pas pu être mise en œuvre. L'absence de présentation de scénarios de développement alternatifs, tant au niveau des projections du diagnostic socio-économique que des choix portés par le PADD, ne permet pas non plus de retranscrire une véritable démarche itérative attendue dans une évaluation environnementale.

L'autorité environnementale souligne que la démarche itérative est incomplète, particulièrement pour ce qui concerne l'évitement des impacts dans l'élaboration du projet de SCoT, ce qui ne répond pas pleinement aux attendus d'une évaluation environnementale.

2.2. COMPLÉTUDE DU RAPPORT DE PRÉSENTATION

Le contenu du rapport de présentation est défini aux articles R. 141-2 à R. 141-3 du code de l'urbanisme. Le rapport expose le diagnostic et précise, le cas échéant, les principales phases de réalisation envisagées. Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

- 1°. Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;
- 2°. Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
- 3°. Explique les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;
- 4°. Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;
- 5°. Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L. 143-28. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 6°. Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du schéma de cohérence territoriale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En l'espèce, tous les éléments attendus du rapport de présentation sont formellement présents à l'exception de l'analyse des solutions de substitution raisonnables (cf partie 2.3).

L'autorité environnementale rappelle que le dossier doit comprendre une analyse des solutions de substitution raisonnables au projet de SCoT au regard des objectifs de protection de l'environnement.

2.3. OBJET ET QUALITÉ DES PRINCIPALES RUBRIQUES DU RAPPORT DE PRÉSENTATION

Les objectifs du PADD semblent traduire une prise en compte de l'environnement. Néanmoins, l'articulation entre les éléments du PADD et du DOO (en particulier des axes) n'est pas claire. La compréhension globale du DOO et du projet territorial n'est pas aisée du fait de redondances, voire de contradictions dans les objectifs affichés (exemple en matière d'énergie). De plus, le DOO n'établit pas de hiérarchie claire et explicite entre les objectifs ; il se résume dans l'ensemble à une liste de recommandations et de conseils sans traduction concrète et prescriptive à l'échelle des PLU(i). Par ailleurs, une actualisation, autant que possible, des données de l'état initial (de 2013/2014) et du diagnostic socio-économique (données de 2010 essentiellement) est attendue.

Sur la forme, les cartes proposées sont trop petites, ce qui les rend peu lisibles et inexploitable. Leur échelle mériterait également d'être plus adaptée, notamment afin de traduire géographiquement et effectivement les orientations et objectifs du DOO. En particulier, la carte présentant les futures zones préférentielles de logements et d'activités (annexe 3 du DOO) ne permet, ni leur localisation, ni leur priorisation.

L'autorité environnementale recommande d'améliorer l'articulation entre le PADD et le DOO. Par ailleurs, elle recommande de faire évoluer la rédaction du DOO pour que ses objectifs puissent se traduire de manière concrète, voire prescriptive, dans les PLU(i), pour une prise en compte optimale des enjeux environnementaux du territoire. De plus, elle recommande que les formats et échelles des cartes soient revus à des fins opérationnelles en vue de faciliter l'élaboration des documents d'urbanisme.

- Le diagnostic décrit l'organisation du territoire et les logiques de développement du Perche ornaï, la structure de sa population, l'état quantitatif et qualitatif de son parc de logements, les équipements, les services et l'économie du territoire, les infrastructures de transports et de communication, ainsi que les déplacements.

Formellement, une synthèse accompagne chacun des volets du diagnostic. Une synthèse finale des principaux enjeux identifiés est reprise par la suite dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Ces éléments sont utiles à la bonne appréhension du document.

Sur le fond, ce diagnostic se révèle relativement complet dans les thématiques analysées et propose un travail intéressant, mené avec l'Insee et l'établissement public foncier de Normandie (EPFN), portant sur les projections démographiques et économiques du territoire à horizon 2042 et dont les conclusions permettent d'évaluer les dynamiques socio-économiques du Perche ornaï comparativement avec d'autres territoires ruraux de référence également situés à proximité de la région parisienne.

Il présente toutefois un biais important en ce que les données en matière de démographie de construction ou d'emploi remontent pour l'essentiel à 2010, soit plus de 7 ans avant l'arrêt du projet, et ne prennent donc pas en compte les récentes évolutions. Ce biais est particulièrement problématique pour l'évaluation de l'accueil de population future, des logements à construire et des surfaces à urbaniser. Or, les chiffres de l'Insee de 2014 (47 433 habitants, à comparer aux 48 588 habitants de 2010) sont loin de confirmer la reprise de la hausse de la population sur laquelle s'appuie le PETR pour élaborer son scénario démographique et mettent au contraire en exergue une baisse de 2,4 % de la population en quatre ans, soit plus de 1 100 habitants perdus entre 2010 et 2014.

En outre, il est bien précisé par l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme que le rapport de présentation doit

présenter « une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du schéma », (2008-2018 dans le cas présent). Or, les données utilisées par le PETR couvrent la période 1998-2011.

L'autorité environnementale recommande de prendre en compte la récente mais notable baisse de la population du Pays du Perche ornaïs dans l'élaboration de son scénario démographique, en vue de réactualiser son diagnostic.

- L'état initial de l'environnement aborde une grande partie des thèmes attendus. En complément du diagnostic, il doit permettre d'analyser les différents domaines visés à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme qu'il convient de préserver ou d'améliorer dans le cadre de l'élaboration d'un document d'urbanisme.

L'approche globale présente une analyse des milieux aquatiques, du patrimoine paysager et de la biodiversité. De nombreuses cartes viennent utilement illustrer les données fournies. Cependant, les composantes environnementales ne sont pas toutes abordées. Il aurait été utile de conserver a minima une approche par composantes dans l'ensemble du document pour que ne soient pas oubliés des éléments essentiels comme les sols ou les sous-sols, par exemple. En particulier, l'approche relative aux sols est limitée à un inventaire des sites pollués. Or, les sols constituent une composante essentielle de l'environnement, qui joue un rôle majeur pour la biodiversité, la gestion et l'épuration des eaux, ainsi que pour l'alimentation et la santé humaine. La composante "sous-sol" n'est abordée que sous l'angle "exploitation des carrières", alors que ce secteur dispose d'un patrimoine géologique tout à fait remarquable qu'il aurait pu être utile d'identifier et de valoriser. La composante "air" est aussi traitée de manière très partielle, alors qu'elle joue un rôle majeur pour la santé publique et les écosystèmes. Dans ce contexte, l'état initial de l'environnement aurait pu, de manière très utile, mettre en avant ces trois enjeux pour le SCoT du Perche ornaïs. Enfin, les données concernant les continuités écologiques et la ressource en eau mériteraient d'être renforcées (cf parties 3.2 et 3.4).

La synthèse des enjeux des thématiques présentée à chaque fin de partie est très utile. Il est également apprécié l'effort de pédagogie pour présenter certains documents ou procédures, mais parfois au détriment d'une véritable analyse.

Par ailleurs, les caractéristiques des zones susceptibles « d'être touchées de manière notable » par la mise en œuvre du schéma ne sont pas étudiées explicitement. Il aurait été nécessaire de décrire et présenter a minima les enjeux environnementaux sur les futures zones de développement (habitats et activités économiques) des pôles principaux et secondaires.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'état initial en ce qui concerne les sols, les sous-sols, la qualité de l'air, les continuités écologiques et l'eau, ainsi que de reconsidérer en conséquence l'analyse des incidences sur l'environnement afin notamment de conforter les objectifs du SCoT. Il est aussi nécessaire de localiser, décrire et étudier les caractéristiques des zones susceptibles "d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma" à savoir a minima les futures zones de développement (habitat et activités économiques) des pôles principaux et secondaires.

- Les choix opérés pour établir le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et le document d'orientation et d'objectifs (DOO) sont exposés dans la partie 1.3 du rapport de présentation.

Le porteur de projet y indique sa volonté de préserver au maximum les marges de manœuvre des communes dans leurs choix d'aménagement. Le projet de SCoT du pays du Perche ornaïs est ainsi conçu comme peu prescriptif. De ce fait, il n'atteint pas son objectif réglementaire d'encadrement et de mise en cohérence des documents d'urbanisme du territoire, en particulier sur le plan de l'environnement.

Cela se traduit en premier lieu par l'absence non justifiée de présentation de différents scénarios de développement démographique, le pays n'en retenant finalement qu'un seul (doc 1.1, p.15), dit « au fil de l'eau » (cf. partie 1.2) qui s'appuie sur la tendance démographique observée jusqu'en 2010.

L'autorité environnementale recommande d'examiner plusieurs scénarios de développement démographique et économique et d'en justifier le choix en exposant l'ensemble des données à disposition.

- L'analyse des incidences sur l'environnement est présentée aux pages 27 à 31 dans la partie 1.3. Les thématiques attendues sont présentes, mais le document ne démontre pas réellement les incidences négatives et positives prévisibles du schéma sur l'environnement. Le choix d'analyser les incidences via une déclinaison à travers les axes et les objectifs du DOO n'en facilite pas l'appréhension. Cette approche aurait dû être croisée avec une analyse par composantes de l'environnement ce qui aurait permis d'étudier l'ensemble des incidences des actions retenues dans le SCoT et de proposer des mesures d'évitement et de réduction pertinentes. La formulation des objectifs du DOO, trop souvent générale, ne garantit quant à elle pas l'effectivité des mesures « éviter-réduire-compenser » (ERC) qu'ils sont censés traduire en partie. Il aurait aussi été nécessaire de distinguer les mesures selon qu'elles relèvent de l'évitement, de la réduction et/ou de la compensation des incidences du SCoT sur l'environnement.

Par ailleurs, l'analyse thématique par axes du DOO demeure trop souvent superficielle en ce qu'elle expose simplement les objectifs du SCoT sans expliciter les incidences prévisibles positives et négatives sur l'environnement et sans les qualifier (incidences positives / négatives, directes / indirectes, permanentes / temporaires).

De plus, les principales zones préférentielles de développement du logement et de l'activité (cf. état initial) ne sont pas localisées, ce qui ne permet pas une évaluation précise et territorialisée des impacts et donc nuit à l'efficacité de cette analyse.

L'autorité environnementale recommande de revoir la méthodologie et d'approfondir l'analyse des incidences sur l'environnement.

- L'évaluation des incidences Natura 2000, élément obligatoire en application de l'article R. 414-19 du code de l'environnement (CE) pour tous les plans/schémas soumis à évaluation environnementale, est présentée aux pages 32 à 35 de la partie 1.3. Le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est défini à l'article R. 414-23 du CE. Sur la forme, l'évaluation des incidences Natura 2000 ne contient pas tous les éléments requis. La cartographie globale des sites Natura 2000 n'intègre pas deux sites situés hors territoire du PETR. La légende est incomplète et la présentation illustrée des sites est absente. Par ailleurs, cette cartographie globale n'a pas été croisée avec les surfaces potentiellement touchées par l'urbanisation, ce qui ne permet pas d'analyser les incidences du projet de SCoT sur ces sites. Enfin, les photographies aériennes des secteurs étudiés ne sont pas resituées dans leur contexte global et leur choix n'est pas suffisamment justifié. Sur le fond, elle ne démontre que très partiellement les impacts directs et indirects pour chacun des sites, à l'échelle du SCoT (voir partie 3.2).

- Comme prévu au 5° de l'article R. 141-2 du code de l'urbanisme (CU), doivent être présentés les indicateurs et les modalités de suivi retenus pour analyser les résultats de l'application du schéma. En l'espèce, le SCoT ne répond pas à ces obligations (p. 38, partie 1.3 et annexe 4 au DOO). En effet, il se borne à mettre en évidence les objectifs de suivi (ex. : évolution de la mobilité) et les sources des données sans définir les attendus et les indicateurs qui serviront de référence.

La périodicité retenue pour l'évaluation est de 6 ans, ce qui correspond au délai obligatoire de l'évaluation formelle, avec un relevé des données tous les trois ans.

Une fois les indicateurs pertinents retenus, il convient de définir les modalités concrètes de suivi du SCoT (budget, pilotage, etc.). De plus, il apparaît nécessaire de rappeler l'état zéro de ces indicateurs, le simple renvoi aux « données du rapport de présentation » ne permettant pas d'avoir une vision claire de la situation initiale. Il convient également de faire figurer la valeur cible à atteindre à étapes régulières, permettant de juger du retard ou des écarts dans le déploiement des objectifs du SCoT, ainsi que les mesures correctrices à apporter en cas de dépassement de seuils ou d'identification à un stade précoce d'éventuels impacts négatifs imprévus.

L'autorité environnementale recommande de revoir le dispositif de suivi du SCoT pour le rendre opérationnel.

- Le résumé non technique reprend les points essentiels des différentes parties du rapport de présentation, ainsi que des éléments du PADD et du DOO. On y retrouve toutefois les insuffisances du rapport de présentation évoquées précédemment. Il aurait été nécessaire de donner des éléments de synthèse de l'état initial de l'environnement afin de comprendre l'articulation avec les principaux enjeux relevés, la justification des choix et l'analyse des impacts du SCoT sur l'environnement.

2.4. PRISE EN COMPTE DES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

L'articulation du SCoT avec les autres plans programmes qui concernent le territoire est présentée dans la partie 1.3 du rapport de présentation (pages 14 à 20). En termes de compatibilité, le maître d'ouvrage a identifié notamment la charte du parc naturel régional du Perche, les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE et SAGE), le plan départemental de gestion des risques d'inondation. En termes de prise en compte, il liste notamment le schéma régional de cohérence écologique, le schéma régional des carrières, la charte de développement du Pays du Perche ornaïs. En revanche, le schéma régional climat/air/énergie de Basse-Normandie (SRCAE) n'a pas été identifié.

Il est à noter que le schéma de cohérence territoriale du Pays du Perche ornaïs devra être rendu compatible, lors de sa révision, avec le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Normandie lorsque celui-ci sera adopté par le conseil régional. En outre, le SAGE de l'Huisne a été révisé le 15 décembre 2017. Il conviendrait donc de s'assurer que le SCoT prend bien en compte le document actualisé.

Dans l'ensemble, l'analyse vis-à-vis de ces documents est succincte et partielle. S'il est parfois bien mis en perspective les éléments de ces documents et la manière dont ils ont été pris en compte par le SCoT, notamment à travers son document d'orientation et d'objectifs, cela n'est pas systématique. A cet égard, la prise en compte de la charte du parc naturel régional du Perche (PNR) 2010-2022 par le SCoT est insuffisante. La cartographie annexée au DOO est illisible. Or, conformément à l'article L. 141-10 du code de l'urbanisme, le DOO « transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur mise en œuvre dans les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu et les cartes communales ». En outre, le projet de SCoT n'a pris que partiellement en compte le schéma régional de cohérence écologique de Basse-Normandie.

L'autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse de la prise en compte des autres plans et programmes par le SCoT qui, en l'état actuel, est insuffisante. Plus particulièrement, les dispositions pertinentes de la charte du parc naturel régional du Perche et du schéma régional de cohérence écologique de Basse-Normandie doivent être mieux intégrées au projet de SCoT. L'articulation avec le schéma régional climat air énergie doit également faire l'objet d'une analyse.

3. ANALYSE DU PROJET DE SCOT ET DE LA MANIÈRE DONT IL PREND EN COMPTE L'ENVIRONNEMENT

Les observations qui suivent ne prétendent pas à l'exhaustivité, mais elles portent sur des thématiques identifiées « à fort enjeu » par l'autorité environnementale.

3.1. LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

En termes de consommation d'espace, le projet s'appuie sur deux dynamiques distinctes. La première concerne le logement, pour lequel une enveloppe de 584 ha sur 29 ans, soit 20,1 ha/an est prévue. La seconde concerne les activités à hauteur de 278 ha sur 29 ans, soit 9,6 ha/an.

Le DOO définit dans son premier axe une armature urbaine composée de 14 pôles principaux, de 20 pôles secondaires, et des bourgs et villages en recommandant d' « adapter la programmation des projets et potentiels à cette armature » et de « privilégier le développement sur les pôles locaux ». Le choix de cette typologie résulte exclusivement d'une analyse fondée sur l'existant (nombre d'habitants, d'emplois, d'équipements et d'entreprises) sans prise en compte des enjeux environnementaux propres à chaque pôle. Leur analyse est renvoyée à l'élaboration des PLU(i), ce qui, comme évoqué plus haut, ne constitue pas une démarche itérative satisfaisante.

Concernant le logement, le projet de SCoT définit des densités minimales indicatives (moyenne de 12 logements par hectare sur le territoire) censées répondre à l'objectif fortement affirmé de « maîtrise de l'impact sur le foncier et son optimisation ». Ces densités sont réparties par communauté de communes, puis détaillées selon la typologie des polarités, mais sont « sans portée normative ».

Les chiffres affichés en partie A.1 et C.1 de l'axe 3 sont contredits par ceux évoqués dans la partie B.2 du même axe, avec la possibilité pour les intercommunalités de moduler ces densités, sans cohérence apparente avec les autres objectifs du SCoT. En outre, aucune distinction n'est faite entre les pôles principaux et les pôles secondaires, de sorte que le même effort de densification urbaine est demandé pour des communes de taille et d'attractivité différentes. Une certaine souplesse est également permise pour les hameaux dont le seuil de définition (7 à 8 logements) est assez bas et dont le DOO autorise, pour des « cas particuliers », l'extension.

En revanche, le rare foncier mobilisable à proximité des gares et haltes ferroviaires du sud du territoire se voit appliquer une densité adaptée aux enjeux de déplacements : 15 à 20 logements par hectare dans un rayon de 1 000 mètres autour des haltes et de la gare. Cependant, ce ciblage pertinent risque de provoquer des effets contre-productifs dans l'élaboration des PLU(i) des communes concernées, dans la mesure où les densités à respecter sont des moyennes sur les intercommunalités.

L'objectif de concentrer 30 % de la consommation foncière prévue (soit 175,2 hectares) en densification des bourgs, dans les espaces résiduels, les dents creuses et en favorisant le renouvellement urbain est positif. Cependant, l'objectif de reconquête des logements vacants reste modeste. Il est fixé, sans véritable argumentaire, à 130 logements pour l'ensemble du Pays à l'horizon 2025 avec possible reconduction sur la période 2025-2042, alors que le diagnostic stratégique et la charte du Parc naturel régional du Perche soulignent la forte vacance sur le territoire (8,5 % en 2010 ; probablement plus depuis) et la nécessité de se doter d'une politique ambitieuse en la matière.

L'autorité environnementale recommande d'apporter une plus grande cohérence au DOO en clarifiant les modalités de réduction de la consommation d'espace, en hiérarchisant les objectifs, en les territorialisant de manière plus adaptée, en lien notamment avec la réévaluation nécessaire du scénario démographique.

En matière d'activités, la logique du SCoT, guidée par la volonté de ne pas restreindre le potentiel d'accueil et d'extension de l'activité, conduit à poursuivre la tendance de forte consommation d'espace pour de l'activité menée sur la période de référence 1999-2010. Si aucune mesure de réduction précise de la consommation foncière n'est affichée, la partie C.5 de l'axe 9 propose toutefois un tableau indicatif de répartition des enveloppes foncières dédiées à l'activité par commune.

Outre les 273 hectares prévus pour l'extension de l'urbanisation à des fins d'activité, une possibilité d'agrandir localement « et sous réserve de justifications » des entreprises isolées jusqu'à 5 000 m² est accordée par le DOO, sans que soit donnée une estimation du nombre d'entreprises concernées.

Il est à noter qu'un certain nombre d'objectifs, non assortis de mesures prescriptives, favorisent la mixité des secteurs et la réimplantation d'activités en centre bourg, y compris en investissant des friches ou des dents creuses. Ces orientations, si elles sont bien respectées, devraient permettre de réduire quelque peu l'impact des projets d'activité sur la consommation d'espace naturel et agricole.

L'autorité environnementale recommande de mieux justifier l'enveloppe destinée à l'accueil d'activités, de localiser les zones de développement et de les hiérarchiser en fonction des sensibilités environnementales dans le respect d'une véritable démarche d'évitement.

De toute évidence, l'impact du projet sur les espaces et l'activité agricole ne peut être correctement évalué du fait de l'absence de précision dans les choix de localisation préférentielle du développement. Pourtant, en dépit de certaines mesures permettant d'encadrer la préservation des activités agricoles, la consommation de près de 860 hectares de terrains agricoles ou naturels aura une incidence importante non seulement sur ces activités, mais également sur la qualité des sols, sur l'eau et sur les continuités écologiques.

L'autorité environnementale recommande de fournir une évaluation plus détaillée des incidences de l'artificialisation des sols sur leur qualité, ainsi que sur l'eau et la biodiversité, y compris « ordinaire ».

3.2. LA BIODIVERSITÉ ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Il est noté un travail de fond important dans l'état initial pour préciser la trame verte et bleue du schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Basse-Normandie sur le territoire du Perche ornaïs.

Les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité

L'état initial ne permet cependant pas de localiser les continuités écologiques du Perche ornaïs à une échelle suffisante et n'en permet donc pas la traduction effective pour les futurs PLU(i) du SCoT. D'autre part, l'état initial est incomplet, car il omet de traiter d'autres éléments à prendre en compte dans le SRCE de Basse-Normandie, à savoir les enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques (cf partie D du diagnostic du SRCE), les secteurs d'intérêt trame verte et bleue qui sont à très forts enjeux (illisibles sur la carte et non mentionnés dans l'état initial) et les actions prioritaires du SRCE².

En l'état actuel, le PADD ne permet pas de comprendre quelles continuités écologiques sont intégrées au projet du territoire, ni quels objectifs y sont spécifiquement associés. Il est nécessaire de fournir une carte schématique dans le PADD qui donne les principales continuités écologiques intégrées dans le projet du territoire.

L'axe 4.B.3 du DOO ouvre la possibilité, au stade des PLU, de désigner des réservoirs complémentaires au SRCE. Cependant, au regard de l'axe 4 A.1 qui tente de dresser une typologie des espaces naturels, les collectivités en charge des PLU pourront-elles véritablement se saisir de cette possibilité ? Par ailleurs, le SCoT prévoit des dispositions pour améliorer ou restaurer les continuités écologiques (axe 4 b.6), mais cela doit s'accompagner d'une stratégie définie au PADD et de formulations plus prescriptives. Il pourrait aussi être précisé qu'à leur échelle, les PLU ont l'obligation de restaurer des continuités écologiques, en plus de celles identifiées par le SCoT.

L'autorité environnementale recommande de revoir la prise en compte par le SCoT des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité notamment en complétant et étayant l'état initial, en clarifiant leur intégration dans le PADD et en s'assurant de la cohérence et qualité des objectifs du DOO prévus à ce titre.

Natura 2000

L'évaluation des incidences Natura 2000 indique qu'en « mettant en correspondance les surfaces potentiellement consommées par l'urbanisation et les principaux réservoirs de biodiversité que constituent les sites Natura 2000 [...] il est possible de déterminer les sites pouvant être touchés directement » (p. 34 partie 1.3). L'analyse se limite à étudier cinq sites faisant l'objet d'une future extension de zone d'activités ou de projets, à l'échelle du SCoT.

2 Notamment les ouvrages prioritaires cours d'eau sur la Mèze, l'Huisne et ses affluents, la création d'un passage à faune sur le RN12 à hauteur du bois de la Ventrouze.

Il aurait été nécessaire d'indiquer plus précisément la méthodologie ayant conduit à retenir les cinq secteurs d'étude. Cette analyse est insuffisante en ce qu'elle ne permet pas de disposer d'une vision globale des incidences directes et indirectes sur les sites Natura 2000 à l'échelle du SCoT en lien avec les futures zones de développement. L'analyse doit en effet se faire aussi au regard de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation, ainsi que de la prise en compte des corridors écologiques.

Concernant le projet d'aménagement de la RN 12 qui empruntera, a minima sur 1,5 km, un espace classé comme site Natura 2000, le dossier renvoie bien à l'étude d'impact du projet pour en évaluer les incidences. Le DOO identifie un seul objectif qui concerne les sites Natura 2000, à savoir la « préservation des sites Natura 2000 », mais cette formulation reste une orientation générale qui n'a aucune force de prescription pour les futurs PLU(i).

L'autorité environnementale recommande de compléter et d'étayer l'analyse des incidences Natura 2000 afin de s'assurer de la prise en compte effective des incidences du SCoT sur ces sites.

Espaces et sites naturels agricoles ou forestiers

La méthodologie de classement des espaces et sites naturels agricoles ou forestiers (rangs 1 à 4), en vue de leur préservation, n'apparaît pas pertinente. En effet, il semble difficile de hiérarchiser de cette façon les milieux naturels, sans critères objectifs (par exemple, un cours d'eau classé en rang 1 est-il plus important qu'une zone humide de rang 3 ?) mais aussi de mélanger des milieux avec des sites protégés (Natura 2000, espaces naturels sensibles (ENS), etc.).

L'idée d'appliquer sur ces zones un règlement protecteur est intéressante, mais elle peut s'avérer problématique dans les faits car un même règlement ne peut convenir à tous les sites listés. Par exemple, interdire les exhaussements et affouillements est judicieux pour des milieux humides mais, dans certains sites Natura 2000, le creusement de mares peut être nécessaire pour répondre aux objectifs de la directive Habitats.

Le DOO ne prend pas en compte l'incidence, présentée dans le rapport de présentation, du projet de zone d'activités de la Booz sur le site du « Bassin de la Corbionne » (concerné par un arrêté de protection de biotope) **situé à 15 mètres, à savoir la « prise en compte au nord d'un espace tampon comme transition** entre l'espace urbanisé et le cours d'eau répondant ainsi aux exigences des dispositions de l'arrêté préfectoral de 2002 » (p.35 partie 1,3). Or, conformément à l'article L. 141-10 du code de l'urbanisme, le DOO « peut définir la localisation ou la délimitation » d'espaces et de sites naturels.

Maillage bocager et linéaires de haies

Le PADD et le DOO prévoient des orientations et des objectifs liés à la préservation du maillage bocager et des linéaires de haies. Les enjeux liés à la gestion du bocage sont présentés, mais son état demeure globalement peu décrit, notamment à l'échelle des grands ensembles paysagers infra-pays. L'état initial indique que le linéaire de haies a augmenté (p.13 de l'état initial +3% entre 2000 et 2010), alors que les données du parc naturel régional du Perche (PNR) montrent une baisse de ce linéaire entre 2010 et 2017. Le bocage n'apparaît pas non plus dans la trame verte et bleue proposée, les études menées notamment par le PNR pour rapprocher cette trame du terrain n'ayant pas été utilisées. Le bocage étant un élément fort du Perche, il aurait même mérité d'être identifié dans une sous-trame à part entière dans les cartes de l'état initial et du DOO. Enfin, le DOO n'est pas assez prescriptif pour assurer la protection du bocage et des haies. Il est prévu un objectif à la formulation trop générale ("il paraît nécessaire d'inventorier [...] les haies à enjeux ou remarquables" – axe 4 A.2) et une simple recommandation qui "préconise" une préservation du linéaire de haies.

Zones humides

Les zones humides sont identifiées dans plusieurs cartes du SCoT, mais celles-ci étant peu lisibles, il est difficile d'apprécier la qualité du travail d'identification et la manière dont elles ont été prises en compte. Une analyse croisée entre les projets du SCoT et la localisation des zones humides aurait ainsi été pertinente et nécessaire.

Le DOO comprend plusieurs objectifs qui vont dans le sens de leur préservation, notamment "inventorier et protéger les zones humides" (axe 2 A.3 et axe 4 A.2) et précise à juste titre qu'elles seront assorties de dispositions réglementaires de protection et que les inventaires devront être actualisés. Cependant, cet objectif ne paraît pas assorti de mesures véritablement prescriptives.

L'autorité environnementale recommande de s'interroger sur la pertinence du classement des espaces naturels, agricoles ou forestiers, et, en tout état de cause, sur la méthodologie retenue et les conséquences d'un tel classement. Elle recommande aussi de revoir l'état initial et le DOO pour permettre la prise en compte effective de l'objectif de protection du maillage bocager et des linéaires de haies fixé par le PADD. Enfin, elle recommande de revoir la formulation et le contenu des objectifs du DOO relatifs à la protection des zones humides pour s'assurer de leur protection dans les futurs PLU(i).

3.3. LES PAYSAGES

Le dossier souligne une préoccupation certaine pour la préservation du patrimoine paysager et bâti. Ce dernier est plutôt bien traité, à la différence des grands paysages et de leurs perspectives d'évolution (pour lesquels il ne semble pas avoir été fait usage de l'atlas régional des paysages de Basse Normandie), du rôle du bocage dans l'identité paysagère percheronne ou de la qualité des entrées de ville, dont il n'est pas fait d'inventaire des zones les plus sensibles.

S'il convient de rappeler que l'essentiel des communes du pays (82 communes historiques) font partie du Parc naturel du Perche dont l'une des priorités stratégiques, précisée dans la charte, est d'assurer la préservation et la valorisation des paysages et du patrimoine percheron, une présentation plus poussée des synergies entre le Parc et le PETR sur ces sujets aurait été attendue.

Hormis, notamment, des orientations liées à l'utilisation des essences locales pour les plantations, le DOO propose dans l'ensemble des mesures symboliques qui ne permettent pas une traduction concrète ("favoriser", "promouvoir", "participer"). Par ailleurs, l'ambition de favoriser une intégration paysagère plus qualitative des constructions existantes et des aménagements à venir est également positive. La préservation des grands paysages remarquables ne bénéficie quant à elle d'aucune mesure particulière (pas d'identification de cônes de vues ou de covisibilités majeures, ni interdiction ou encadrement de nouvelles constructions en lignes de crêtes, etc.).

Enfin, il n'est pas fait recours à l'article L. 141-18 du code de l'urbanisme qui permet au DOO de "définir [par secteur] des normes de qualité urbaine, architecturale et paysagère applicables" dans les communes ne disposant pas d'un document d'urbanisme, disposition qui aurait permis d'encadrer l'évolution du bâti en attendant l'élaboration et l'adoption des plans locaux d'urbanisme intercommunaux prescrits, toutes les communes n'étant en outre pas couvertes par ces derniers.

L'autorité environnementale recommande d'assurer une meilleure préservation des paysages qui font l'identité du Perche ornais par l'incorporation dans le document d'orientation et d'objectifs de mesures prescriptives liées à la préservation du bocage, des grands paysages et des cônes de vue remarquables.

3.4. L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

D'une manière générale, l'état initial sur l'eau mériterait d'être complété. Il aurait dû être présenté et analysé a minima les cartes d'état écologique et chimique des cours d'eaux et des masses d'eaux superficielles et souterraines, ainsi que des ruptures des continuités écologiques des cours d'eaux sur le territoire du Perche ornais. Il est bien présenté des données sur l'état des masses d'eaux souterraines (p.42 partie 1.2), mais celles-ci ne sont pas actualisées (données de 2007 à 2010), alors que le Plan régional Santé Environnement 3 (PRSE3), par exemple, fournit des données de 2013/2015 sur l'état des eaux en Normandie.

Le DOO prévoit de "prendre en compte la ressource et la capacité (actuelle ou future) des installations contribuant aux traitements (production, épuration) et à l'acheminement des eaux dans le cadre du renforcement ou de l'ouverture de nouvelles zones à urbaniser et plus généralement dans la planification locale". Cet objectif n'est pas assorti d'une évaluation chiffrée des besoins et des capacités des installations du territoire à même de le rendre effectif et in fine d'anticiper les incidences éventuellement négatives sur l'environnement. En effet, il aurait dû être fourni, même de façon approximative, une première estimation des besoins en eau liés aux futures zones d'habitat, aux activités touristiques et économiques afin de s'assurer de leur adéquation avec les capacités actuelles et futures des installations de traitement des eaux (disponibilité, qualité de l'eau potable et des eaux usées).

De plus, l'état initial comme l'analyse des incidences sur l'environnement ne prennent pas en compte les effets prévisibles du changement climatique sur la ressource en eau. Il n'est pas mentionné les différentes périodes pour lesquelles la quantité et la qualité de l'eau peuvent varier (sécheresses, inondations...) et il n'est pas mené une analyse prospective prenant en compte ces aléas dans la gestion future de la ressource en eau.

Eau potable

Le rapport de présentation indique qu'il existe actuellement 15 périmètres de protection de la ressource en eau. Tous les captages ne font donc pas l'objet d'un tel périmètre ce qui est problématique pour la sécurisation de la ressource et constitue un enjeu fort en termes de qualité de l'eau.

L'objectif du DOO qui prévoit de "différer l'ouverture à l'urbanisation dans le cas de capacités ou traitements insuffisants" (axe 5 B.2) est intéressant, mais il aurait gagné à être plus prescriptif. Il en est de même pour celui visant à « améliorer la protection des captages (mise en sécurité et zonages adaptés, Ap notamment sur les périmètres immédiats et éventuellement rapprochés) » : par exemple, en remplaçant "améliorer" par "l'obligation de prévoir des zonages adaptés" sur les périmètres immédiats et rapprochés des captages en eau potable.

La quasi-totalité des communes est classée en zone de répartition des eaux, c'est-à-dire caractérisée par une insuffisance quantitative chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. Le diagnostic prévoit que la ressource en eau sera largement suffisante pour répondre aux futurs besoins : "la capacité de production actuelle étant estimée répondre à 49% des besoins actuels de la population, ce qui permet d'envisager aisément l'accueil de nouveaux habitants" (p. 35 EI). Il est tout de même "à noter des surcharges sur certaines usines et des fluctuations des capacités de production qui nécessitent des flux internes entre communes et syndicats pour répondre à la demande". Les PLU devront veiller à l'adéquation entre la ressource disponible et les projets de développement. Mais comme évoqué précédemment, pour s'assurer de cette adéquation, une évaluation chiffrée aurait dû être réalisée a minima à l'échelle du SCoT.

Eaux usées

Le territoire du SCoT est couvert par de l'assainissement collectif, pour 43 % de la population totale (21 000 équivalents habitants). L'épuration des eaux se fait au travers de 58 STEP dont la qualité des rejets est satisfaisante à 85 %. Des projets en cours ou à venir visent à augmenter le nombre de foyers raccordés à l'assainissement collectif et à améliorer le rendement épuratoire de certaines stations avec des réhabilitations (p. 42 partie 1.3).

L'assainissement non collectif concerne 39 % de la population totale et 42 % des logements. La conformité de ces dispositifs reste variable, entre 15 % à 76 % en fonction des communautés de communes. Il y a un problème de cohérence des chiffres de couverture de la population par un système d'assainissement collectif ou individuel puisqu'ils ne recouvrent pas l'ensemble de la population.

Il est prévu des objectifs du DOO visant à une meilleure prise en compte des enjeux liés à l'assainissement : par exemple, de "mettre en œuvre les conditions contribuant à l'atteinte des objectifs réglementaires sur le traitement, les rejets et le suivi des dispositifs d'assainissement (individuels ou collectifs)". Ces objectifs ne sont pas prescriptifs.

Eaux pluviales

Il existe peu de dispositifs de gestion des eaux pluviales sur le territoire.

Le DOO prévoit des objectifs intéressants pour renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme et leur intégration dans les projets, notamment "mettre en place des dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel". Toutefois, la formulation de la plupart de ces objectifs s'apparente bien souvent plus à des recommandations qu'à de véritables prescriptions concrètes. L'objectif de ratio de perméabilisation dans les zones économiques constitue une exception en ce sens qu'il est prescriptif ("conserver une surface perméable de l'ordre de 30 % sur des entités foncières > 1000 m² pour les zones économiques"). Cependant, il n'est pas donné la justification de ce ratio de 30%.

L'autorité environnementale recommande d'étayer l'état initial et l'analyse des incidences sur la ressource en eau et d'y intégrer les effets directs et indirects prévisibles du changement climatique sur celle-ci. Il apparaît par ailleurs nécessaire de fournir des données chiffrées pour estimer à minima les besoins en eau potable et de traitement des eaux usées des futures zones d'habitats et d'activités touristiques et économiques afin de s'assurer de leur adéquation avec les capacités actuelles et futures des infrastructures de traitement.

3.5. LES DÉPLACEMENTS, LA QUALITÉ DE L'AIR ET LES NUISANCES

Les déplacements

La prise en compte des déplacements constitue l'un des points les plus approfondis du dossier. Cette thématique bénéficie ainsi d'un diagnostic complet et intéressant, tirant des conclusions pertinentes sur le manque de multi-modalité au sein du territoire et proposant des orientations et objectifs en adéquation avec les enjeux (construire prioritairement en densification, éviter l'étalement urbain, etc).

Cependant, l'analyse des incidences du projet de SCoT sur l'environnement ne prend pas en compte la hausse prévue du nombre d'habitants dans les incidences liées à la problématique des déplacements. Les incidences de la mise à deux fois deux voies de la RN12 sont évoquées. En revanche, malgré des ambitions affichées pour favoriser la multi-modalité, l'accueil prévu de 2 700 habitants, l'installation de nouvelles entreprises et la hausse souhaitée du tourisme auront une incidence sur le territoire d'ici 2042, qu'il convient de qualifier, tant d'un point de vue de la sécurité routière que des nuisances sonores et de la pollution atmosphérique.

En outre, les objectifs énoncés ci-dessus disposent dans le DOO de mesures relativement générales et surtout peu territorialisées. La portée opérationnelle du schéma en est de fait réduite.

L'autorité environnementale recommande de renforcer, tout en la territorialisant, la portée prescriptive de certaines mesures énoncées dans le document d'orientation et d'objectifs et de réévaluer les incidences de l'apport de population et d'activité sur le territoire d'ici 2042 en termes de déplacements et de nuisances associées.

La qualité de l'air

L'état initial de l'environnement n'a pas traité la problématique de la qualité de l'air avec le niveau de précision attendu. Deux sections s'y réfèrent, page 53 sur la qualité de l'air, et page 58-60 sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Il n'est fait aucun état des lieux chiffré de la qualité de l'air au travers de ses principaux polluants : particules fines (PM10 et PM2,5) et oxydes d'azote (NOx) notamment, alors que l'association de surveillance de la qualité de l'air Atmo Normandie dispose de données précises par communauté de communes (inventaire des émissions). Celles-ci révèlent la part déterminante de l'agriculture dans les pollutions du territoire, en particulier aux PM10 et au NOx, celle des transports dans les pollutions au NOx et celle du secteur résidentiel dans les pollutions aux PM2,5.

La seule mesure liée à la qualité de l'air dans le document d'orientation et d'objectifs consiste en la

préservation « de la qualité de l'air en réduisant les émissions de GES ou de polluants ». En l'absence de diagnostic fiable sur le sujet, cet objectif paraît trop général et le suivi de sa réalisation ne permettra pas de mettre en évidence les évolutions observées si le PETR ne s'empare pas des outils à sa disposition en la matière.

L'autorité environnementale recommande de s'appuyer sur les données d'Atmo Normandie pour élaborer un diagnostic fiable en matière de qualité de l'air et proposer des mesures pertinentes pour l'améliorer et les décliner territorialement.

La production de bois-énergie tient une part importante (80 %) dans le mix énergétique renouvelable du Perche ornais, que ce soit dans l'industrie comme dans le secteur collectif. Le bois représentait jusqu'à 16 % de la consommation d'énergie finale du pays en 2005.

Au regard de la quantité et de la qualité de la ressource sur le territoire, cette énergie est appelée par le projet de SCoT à prendre de l'ampleur dans les années à venir par une structuration accrue de la filière et un réel engagement politique en sa faveur. Il conviendra dès lors d'accorder la plus grande vigilance à la qualité des installations de bois-énergie, compte tenu des fortes pollutions atmosphériques liées à ce type de combustion (notamment aux particules fines).

En effet, l'effort louable prévu par le projet de SCoT en matière de valorisation énergétique d'une ressource locale et renouvelable ne doit pas se faire au détriment de la qualité de l'air. Un juste équilibre doit donc être trouvé à cet égard, par le développement notamment d'autres sources d'énergie renouvelable (voir partie 4.7 ci-dessous).

Les nuisances

Le DOO se révèle prescriptif dans les mesures prises afin de préserver les habitants des nuisances sonores et olfactives, en particulier celles liées à l'activité agricole. La systématisation de leur prise en compte dans la structuration du développement urbain est également à souligner. Toutefois, la problématique des nuisances liées aux déplacements est peu prise en compte.

3.6. LES RISQUES ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le territoire du SCoT est exposé à plusieurs types de risques naturels ou technologiques. Les risques naturels sont notamment le risque inondation (principalement par débordement de cours d'eaux et remontées de nappes phréatiques) et les mouvements de terrains. Les risques technologiques sont notamment industriels et liés aux transports de matières dangereuses.

De manière générale, pour l'ensemble des risques, le DOO rappelle les différents plans de prévention et documents applicables à prendre en compte par les PLU(i). Il serait utile de joindre les cartes de ces plans dans le rapport de présentation.

Le DOO impose, à juste titre, « d'adapter la programmation du développement urbain aux risques et aux contraintes ». Au-delà de cet objectif, aucune méthodologie (notamment cartographique) permettant sa réelle prise en compte à l'échelle du SCoT et par conséquent, dans les futurs PLU(i), n'est présentée.

De plus, il n'est pas exposé dans l'évaluation environnementale les facteurs aggravant ou diminuant l'exposition des populations aux risques. Le SCoT n'envisage pas de manière circonstanciée les impacts du changement climatique et ne définit donc pas une stratégie territoriale globale d'anticipation de ses conséquences, notamment en matière d'implantation des activités humaines (repositionnement de certaines activités, encadrement du développement par plusieurs prescriptions transversales) ou d'usages (limitation des prélèvements, utilisation de l'eau de pluie). Or, des données publiques sont disponibles pour réaliser une telle stratégie, notamment le profil environnemental "climat" de Basse-Normandie ou le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC).

Le SCoT aurait aussi pu aller plus loin en prévoyant d'imposer – pour compléter les plans de prévention des risques et en fonction des risques et de leur importance – la réalisation d'études approfondies avant l'ouverture de certaines zones à l'urbanisation et le respect d'exigences complémentaires pour les projets.

Et ce d'autant plus que le DOO contient plusieurs objectifs qui nécessiteraient de telles études et/ou des exigences particulières.

Au-delà de l'absence de stratégie territoriale de réduction de la vulnérabilité, la prise en compte de chacun des risques par le SCoT reste insuffisante en ce que les objectifs du DOO ne sont pas assortis de mesures suffisamment concrètes et prescriptives. A titre d'illustration, le risque inondation – à fort enjeu sur le territoire du Perche ornais – présente des objectifs sans définir leurs modalités. Par exemple, l'objectif « éviter, réduire et compenser l'impact des projets sur l'écoulement des crues » n'est assorti d'aucune modalité pour en permettre concrètement la réalisation.

L'autorité environnementale recommande d'enrichir le diagnostic de vulnérabilité du territoire à l'échelle du SCoT en tenant compte de l'ensemble des risques, de leurs impacts cumulés, ainsi que des facteurs aggravant ces risques, en les resituant de façon plus globale au regard des conséquences du changement climatique. Elle recommande également la mise en œuvre d'une stratégie territoriale de réduction de ces vulnérabilités avec la définition de prescriptions circonstanciées claires pour l'aménagement du territoire.

3.7. L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Sur cette thématique, le DOO se révèle en deçà des attentes auxquelles le SCoT serait susceptible de répondre, alors qu'au regard de la taille des quatre nouvelles communautés de communes qui constituent le pays du Perche ornais, aucune d'elles n'est tenue de réaliser un Plan climat air énergie territorial (PCAET).

Cet axe comporte de nombreuses orientations et objectifs peu lisibles car redondants, non-hiérarchisés et parfois contradictoires. La volonté de restreindre l'implantation d'installations d'énergies renouvelables (interdiction "d'implantation au sol de dispositifs d'énergie renouvelable sur des espaces naturels et agricoles") entre par exemple en contradiction avec les objectifs vertueux annoncés par ailleurs. Il réduit également fortement la possibilité d'avoir recours à l'énergie éolienne.

Sur le plan de la transition énergétique, les objectifs restent très généraux et peu contraignants : par exemple l'intégration de dispositifs renouvelables représentant a minima 10% des besoins énergétiques des bâtiments dans les nouvelles zones économiques structurantes n'est qu'une mesure incitative.

Dès lors, il conviendrait que le SCoT du Pays du Perche ornais puisse servir de cadre de référence pour que les communautés de communes évoluent dans un cadre plus adapté que le seul schéma régional climat-air-énergie de Basse-Normandie. Le DOO aurait pu par exemple avoir recours à l'article L. 141-22 du code de l'urbanisme et ainsi définir des zones d'ouverture à l'urbanisation subordonnée à la mise en place de mesures de performances environnementales et énergétiques renforcées.

Enfin, il aurait été attendu, pour la bonne information du public et des collectivités, d'annexer au dossier les documents liés au référentiel "Perchopôle" auquel renvoient les orientations liées à la qualité environnementale des zones d'activités dont on ne trouve nulle trace dans le dossier.

L'autorité environnementale recommande de définir de manière plus opérationnelle les modalités de développement des énergies renouvelables afin de permettre au pays d'entrer dans la transition énergétique.

Avis réputé favorable (hors délai)



PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
DE NORMANDIE

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE DE L'ORNE

Affaire suivie par : Anne CHEVILLON
Fonction : cheffe de l'UDAP de l'Orne
Courriel : anne.chevillon@culture.gouv.fr
Réf. : AC/2018

Alençon, le 2 mars 2018

L'architecte des bâtiments de France,
cheffe de l'unité départementale de
l'architecture et du patrimoine de l'Orne

à

Monsieur le directeur départemental
des territoires

DDT service CPP

Objet : Pays du Perche ornaïs – projet de SCOT – avis sur le projet arrêté le 22/12/2017

Par courrier reçu le 2 février dernier, vous m'avez transmis le projet cité en objet pour avis, en tant que personne publique associée à l'élaboration et en application du code de l'urbanisme.

Après examen, j'ai l'honneur de vous transmettre mes observations ci-après.

Etat initial de l'environnement :

Les dynamiques territoriales et les enjeux relatifs au patrimoine bâti et au paysage sont identifiés dans l'état initial de l'environnement avec un angle d'approche qui permet de faire émerger les patrimoines spécifiques et remarquables, mais sans mettre clairement en évidence le patrimoine plus ordinaire constitutif des bourgs, hameaux ou ensembles urbains et les enjeux associés à ce type de patrimoine et de paysage urbain. Difficiles à expliciter car non quantifiables numériquement, les risques d'atteinte portée ce patrimoine ne doivent pas être négligés. On peut ainsi regretter que les extensions urbaines telles que pratiquées dans les dernières décennies ou bien les interventions irrespectueuses sur le bâti ancien, ou encore sa désaffectation, ne soient pas plus clairement identifiées comme atteinte au patrimoine et au paysage.

Justification des choix :

La justification des choix retenus pour le PADD et le DOO, malgré la mention de la valorisation du cadre de vie et des atouts patrimoniaux du territoire, est définie en partant des besoins, nécessairement chiffrés, en matière de production de logements (B1), avec des objectifs de développement assez forts (+7,4 % en plus des 14,6 % identifiés comme nécessaires à la stabilisation démographique). Le phasage en 2 périodes de cet objectif, avec une dynamique plus importante sur la première période, est susceptible d'avoir des effets indirects négatifs sur la résorption de la vacance et la réhabilitation du bâti, qui ne sera pas encouragée du fait de l'abondance des autres possibilités de création de logements. Un retard risque d'être pris sur ce besoin pourtant essentiel au vu des enjeux paysagers, patrimoniaux et de consommation modérée de l'espace. Ce phasage porte le risque d'une non régulation et d'un non-respect des équilibres entre les différents enjeux.

PADD :

Les axes du PADD, pris individuellement, sont respectueux des principes énoncés par le code de l'urbanisme et identifient bien les enjeux du territoire. Cependant, la tension entre des objectifs potentiellement contradictoires ou tout au moins concurrentiels reste irrésolue : ainsi, les projets de développement des petits bourgs, villages et hameaux (axe1.A2) interrogent au regard de la consommation de l'espace et des objectifs de préservation des paysages et patrimoines (axe 1.A5 et axe 2 et axe 5). Il existe un risque de « syphonage » des nouveaux habitants vers ces petits bourgs en raison justement de la préservation de leur caractère patrimonial et rural, élément clé de l'attractivité, et, simultanément, d'atteinte à ce caractère patrimonial. Dans ces bourgs ruraux, il serait plus cohérent de donner une priorité claire aux actions sur le parc immobilier ancien.

De même, il n'est pas certain que les densités demandées permettent d'amorcer la rupture légitimement souhaitée avec les formes urbaines actuellement produites (1B1).

DOO :

Cette absence de hiérarchisation croisée avec des ambitions de développement, importantes se traduit par des orientations potentiellement contradictoires entre elles ou même au sein d'une même orientation : par exemple à l'axe 6 du DOO, on remarque qu'il est envisagé d'isoler par l'extérieur le bâti patrimonial répertorié en préservant son aspect extérieur et sans restreindre les matériaux à utiliser : il semble bien délicat de concilier ces approches. Autre exemple, l'identification des éléments de paysage envisagée devra être croisée avec les objectifs de construction dans les dents creuses, y compris dans les villages.

La prise en considération de « l'impact des implantations », axe1.A4 est aussi sujette à des interprétations diverses : il faut aussi que les futurs PLU tirent les conséquences des impacts potentiels. Les modes actuels de production du bâti sont en rupture avec le bâti traditionnel : la construction ne se fait pas avec les mêmes matériaux, ni avec les mêmes contraintes techniques et les nouvelles fonctionnalités recherchées tentent à rendre insupportables des règles qui permettraient de « préserver les spécificités des identités locales dans les implantations nouvelles ». Il est donc particulièrement difficile de réussir l'intégration de constructions nouvelles dans ce contexte, et les contraintes qui permettraient de le faire sont le plus souvent considérées comme insoutenables au moment de l'étude des PLU.

En conclusion, ce projet de Scot, pertinent dans son identification des enjeux et dans ses grands axes, devrait, pour avoir l'efficacité attendue, être plus précis dans la hiérarchisation des enjeux et dans la traduction des objectifs. Ces précisions devraient conduire à ajuster légèrement l'objectif de développement et la répartition des capacités d'accueil de constructions nouvelles, notamment dans les petits bourgs et villages au caractère patrimonial affirmé. Les méthodes et conséquences de l'identification des éléments de patrimoine naturel ou bâti devraient aussi, à la fois dans la méthode d'analyse et dans les incidences normatives, être davantage encadrées par ce document global



Anne CHEVILLON

Avis réputé favorable (hors délai)

2018/CPP/44

6-1-12-1-2 Jura - Pla



ARRIVEE

26 FEV. 2018

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ORNE



Direction de la Santé publique
Santé-Environnement
Délégation Départementale de l'Orne

Affaire suivie par : Eddy BOURGOIN
Courriel : eddy.bourgoin@ars.sante.fr

Tél. : 02 33 80 83 34

V/Réf. : 2018/CPP/PLA/13

N/Réf. : EB/2018/ 127

PJ :

Date : 21 FEV. 2018

Objet : arrêt du projet du SCoT du Pays du Perche
Ornaix

Monsieur le directeur départemental
Direction départementale des Territoires
Bureau planification
Cité administrative
Place Bonet BP 537
61007 ALENCON cedex

ARRIVEE

27 FEV. 2018

DDT 61 - CPP

DDT ORNE		
DATE D'ARRIVEE		
	ATTRIB.	Inform.
DDT		
Adj.		
Ch. M.		
CPP		
DT		
MATTE		
SACR		
SEB		
SET		
SG		
SHC		

Comme suite à votre courriel en date du 02 février 2018, relatif au projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche Ornaix, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'émetts un avis favorable à ce projet.

Cependant après examen des documents transmis, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous, des éléments de réflexion tendant à promouvoir un territoire favorable à la santé par une prise en compte encore plus large de la promotion de la santé et de la qualité de vie dans ce projet d'aménagement et de planification intercommunal.

Maitriser les émissions de polluants et des nuisances ainsi que le cumul des expositions des populations à ces polluants et nuisances :

Le document est l'occasion de soulever d'éventuels impacts de façon isolée et de susciter une réflexion sur les catégories de population qui seraient possiblement les plus exposées aux pollutions environnementales et différentes nuisances. C'est également l'occasion de repérer d'éventuels cumuls de pollution et de nuisances qui peuvent apparaître faibles pris séparément mais finalement plus importants lorsqu'ils sont appréhendés de façon intégrée.

Promouvoir des comportements de vie sains, l'activité physique et la non sédentarité des populations :

L'objectif serait de permettre aux personnes d'adopter des modes de vie plus sains en mettant en place des infrastructures adaptées amenant à la pratique de la marche, au vélo et à l'utilisation des transports en commun particulièrement en milieu urbain et des transports partagés.

C'est aussi encourager la pratique d'activités physiques et procurer aux habitants des espaces verts et de détente de qualité, mais aussi étudier l'accessibilité aux différents services, équipements et commerces.

Améliorer l'environnement économique et social :

Le projet peut contribuer à améliorer le développement économique et social en facilitant l'accès, en créant des espaces attractifs à même de susciter le développement d'activités économiques, accroître les lieux de rencontre formels et informels pour contribuer à élargir les choix sociaux des populations, rompre l'isolement, favoriser le bien-être et le vivre-ensemble.

Repérer et réduire autant que possible, les inégalités sociales et environnementales de santé :

La question des inégalités sociales et environnementales reste difficile à régler, cependant des réflexions peuvent être menées comme la conception des formes urbaines, la construction d'établissements sensibles à distances des zones « polluées » ou « dégradées », faciliter l'accès aux espaces verts des populations résidant dans des secteurs déficitaires grâce à la création de coulées vertes.

Gérer les actions à enjeux contradictoires :

Des actions peuvent présenter des enjeux contradictoires, réalisés en faveur d'une préservation de l'environnement mais qui peuvent avoir un impact négatif sur la santé humaine :

- La densification urbaine et la pollution atmosphérique

La densification censée permettre de lutter contre l'étalement urbain et diminuer les besoins de déplacements motorisés peut présenter des effets antagonistes si elle ne fait pas suffisamment l'objet d'une réflexion en amont : minéralisation de l'espace, augmentation de la pollution atmosphérique, mauvaise dissipation des polluants liée à la configuration encaissée des rues, conflits de voisinage.

- L'introduction de surfaces végétalisées et de points d'eau :

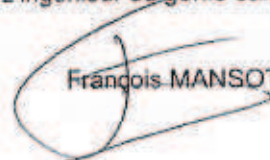
Mal conçus ou mal entretenus ces espaces peuvent présenter des risques sanitaires : pouvoir allergisant de certaines espèces végétales, prolifération de moustiques ou d'odeurs.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le directeur départemental, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

P/La Directrice générale et par délégation,

L'ingénieur du génie sanitaire

Frédéric MANSOTTE



MINISTÈRE DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de NORMANDIE

Service Énergie Climat Logement Aménagement Durable

Bureau Aménagement Développement Durable

Affaire suivie par : Christel DUBOSCO
christel.dubosco@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 02 35 58 54 65 – Fax : 02 35 58 53 03
Courriel : bdd.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rouen, le 26 MARS 2018

Le directeur régional

à

Monsieur le Directeur Départemental
des Territoires de l'Orne

Objet : Arrêt du schéma de cohérence territorial du Pays du Perche ornaïs
Participation de la DREAL à l'avis de l'État
P.J. : Annexes sur les risques technologiques

Par courrier du 2 février 2018, vous avez sollicité l'avis de la DREAL sur le projet de schéma de cohérence territorial (SCoT) du Pays du Perche ornaïs arrêté par délibération du conseil syndical le 22 décembre 2017.

I. Contexte

Le SCoT du Pays du Perche ornaïs a été prescrit le 19 octobre 2012. Le territoire compte, au 1^{er} janvier 2017, 4 communautés de communes parmi lesquelles 3 résultent de la fusion de 2 communautés de communes. Ce territoire se composait auparavant de 7 communautés de communes, ce découpage est utilisé pour le diagnostic et la définition des objectifs. Aujourd'hui, 73 communes, suite à la création des communes nouvelles, adhèrent au SCoT. Le territoire couvre une partie du Parc Naturel Régional du Perche.

Le Pays du Perche ornaïs est un territoire rural peu peuplé, avec en moyenne 31 habitants au km² contre 111 pour la Normandie. Il comprend 3 unités urbaines selon les critères de l'INSEE dont la plus importante est Mortagne-au-Perche (5 000 habitants). L'est du Pays du Perche ornaïs est proche de la région Ile-de-France, qui l'influence fortement notamment en matière de développement résidentiel.

II. Analyse du document

Consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain :

Le projet de SCoT s'appuie sur une projection à l'horizon 2042 (menée en collaboration avec l'Insee grâce à l'outil OMPHALE) fondée sur une hypothèse de prolongation des évolutions démographiques constatées sur la période 1999-2010. Cette hypothèse aboutit à un projet d'augmentation de population

d'environ 2 700 habitants entre 2010 et 2042 pour l'ensemble du territoire soit une croissance moyenne annuelle de 0,17 %. Cet objectif mérite d'être ajusté durant l'avancement des travaux du SCot. En effet, la population a stagné entre 1999 et 2013, le territoire a connu une croissance moyenne annuelle de seulement 0,03 % et on constate même une diminution de la population à la fin de cette période. Ainsi, entre 2008 et 2013, la population a diminué en moyenne de 0,27 % par an. Les nouvelles projections, réalisées par l'INSEE en 2017 avec OMPHALE, donnent pour le département de l'Orne une évolution démographique moyenne annuelle de moins 0,27 % pour la période de 2013 à 2033. Le projet s'appuie donc sur une projection démographique ambitieuses et il risque d'être surdimensionné.

Dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), la collectivité présente sa volonté de clarifier et de conforter l'armature urbaine. Pour ce faire, le projet propose trois niveaux de pôle définis en fonction de la population, de la présence des principaux services, commerces et équipements et de l'emploi. Le territoire se structure autour de pôles principaux (14 communes), de pôles secondaires (20 communes) et de bourgs et villages (77 communes). Le nombre de communes présentes dans les pôles principaux et secondaires questionne sur la mise en place d'une véritable structuration urbaine. Le territoire gagnerait en lisibilité en hiérarchisant plus son territoire. Cette armature urbaine est confortée par plusieurs préconisations sur la priorisation de l'implantation des logements ou sur la volonté de conserver le caractère rural du territoire.

Au niveau de la gestion économe de l'espace, le projet détermine une densité brute moyenne de 12 logements à l'hectare avec une répartition géographique de 11 à 13 logements à l'hectare en fonction des anciennes communautés de communes. Compte tenu du caractère rural du territoire et de la densité observée, cet objectif est raisonnablement ambitieux. En effet, selon des données issues de la base d'Extension du Tissu Bâti de l'Établissement Public Foncier, la densité de construction est de 5,5 logements à l'hectare.

De plus, le DOO introduit des préconisations de densification en fonction de l'armature urbaine et de la présence d'haltes ferroviaires.

Cependant, si l'on regarde la répartition de la consommation foncière, 36 % de la surface (209 ha) est consommée par les pôles principaux, 31 % (183 ha) par les pôles secondaires et 33 % (191 ha) par les bourgs et villages. La structuration urbaine envisagée par le SCot n'est pas respectée, les communes rurales consommant encore beaucoup de surface en extension.

Enfin, bien que le projet réponde aux objectifs d'aménagement durable fixés pour les SCot, de manière générale sur l'ensemble des thématiques, les préconisations du DOO restent générales et manquent de clarté. Ainsi, elles sont formulées avec des termes n'imposant pas véritablement de règles tels que « privilégier », « favoriser » ou « encourager ». Le SCot est peu prescriptif et laisse aux collectivités le soin de préciser ou non les prescriptions et de les territorialiser.

Mobilité et déplacement :

Sur la base de l'armature urbaine définie, beaucoup de recommandations favorisant l'amélioration des conditions d'une mobilité plus vertueuse sont faites, en visant notamment à : construire prioritairement en densification, éviter l'étalement urbain, favoriser les densités près des gares, améliorer la densité des constructions par rapport à la période de référence, éviter l'extension des hameaux, construire des logements prioritairement dans les pôles, favoriser les déplacements courts, renforcer les transports, etc.

Toutefois, ces objectifs sont souvent généraux, peu territorialisés, et le document ne propose pas d'outils concrets permettant de les atteindre, ce qui risque de réduire la portée opérationnelle du SCot. A titre d'exemple, aucun schéma offrant une vision des logiques de déplacement n'est proposé, qui permettrait aux EPCI de s'appuyer sur des sites préférentiels de multi modalité, d'axes modes doux, etc.

Le rapport de présentation fournit un schéma des itinéraires et chemins de randonnées intéressant à la page 40 du volume 1 (sur lequel apparaissent entre autres les voies vertes). Le DOO pourrait insister sur l'utilité de s'appuyer sur ce document pour affiner ce travail de diagnostic en vue, par exemple, de réaliser des schémas d'objectifs de réalisation d'itinéraires à l'échelle des EPCI.

Prévention des risques :

Risques naturels :

Le SCoT Perche ornais identifie bien les différents risques naturels présents sur le territoire (inondation, cavité, mouvement de terrain...) ainsi que les plans de prévention des risques naturels. Le diagnostic du SCoT met ainsi en exergue 2 enjeux principaux sur le secteur qui sont bien repris et étayés au sein du DOO et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- l'amélioration des connaissances sur les risques
- une meilleure prise en compte de ces derniers dans la planification (PLU-i) et dans la conception des projets (*règles de constructibilité, réduction de vulnérabilité...*)

Le SCoT du Perche ornais est compatible avec les objectifs recherchés du Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie et affiche notamment dans son DOO des orientations – ou « ambitions » pour ne pas être redondant – en particulier pour :

- favoriser les débordements naturels de cours d'eau (identification et préservation des zones d'expansion de crues...) et la préservation des milieux associés,
- maîtriser l'urbanisation des zones inondables,
- améliorer la connaissance du risque inondation,
- ralentir les écoulements naturels pouvant être à l'origine d'inondation : gérer de manière adaptée les eaux pluviales et le ruissellement pour prévenir la genèse des inondations.

Risques technologiques :

Dans la partie concernant les risques technologiques, pollutions et nuisances du rapport de présentation, le SCOT ne fait pas référence aux établissements relevant de l'autorisation présentant des risques en dehors des limites de propriété suivants :

- l'établissement SCAEL situé sur la commune de BRETONCELLES ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 18/10/2013 (fichier en annexe)
- l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME situé sur la commune de SAINT HILAIRE LE CHATEL ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 16/05/2012 (fichier en annexe).

Dans la partie nuisances et pollutions, le report des sites recensés sur la base BASOL est incomplet. Dans les annexes, vous trouverez la liste des sites recensés sur le territoire du SCOT.

Dans le PADD, le chapitre sur la prévention, la connaissance des risques et la protection de la population, des erreurs de qualifications d'établissement sont faites. Parmi les risques technologiques majeurs recensés :

- le PPRT de Bellou-sur-Huisne n'existe pas, le site BFC est SEVESO seuil Bas (comme indiqué P50 de la partie 1.2 du SCOT), il a fait l'objet d'un PAC en 2010,
- l'établissement SCAEL situé sur la commune de BRETONCELLES ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 18/10/2013 n'est pas mentionné,
- l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME situé sur la commune de SAINT HILAIRE LE CHATEL ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 16/05/2012 n'est pas mentionné.

Préservation des milieux naturels et de la biodiversité :

Le rapport de présentation doit identifier les continuités écologiques sur la base des éléments du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) affinés à l'échelle intercommunale. Le SCoT du Perche ornais témoigne d'un véritable effort mené dans les études afin d'identifier la Trame Verte et Bleue (TVB), à partir d'une méthode approfondie et détaillée. Un travail de fond important a été mené pour définir les réservoirs de biodiversité et les continuités locales, précisant la TVB du SRCE. Ces réservoirs locaux sont présentés sur une carte dédiée (p.29), mais la lisibilité et l'échelle de cette carte sont insuffisantes pour bien restituer ce travail. Il en est de même pour la carte présentant la TVB complète du Perche ornais (p.31 : Continuités écologiques et éléments de fragmentation).

Alors qu'un travail approfondi a été mené, l'état initial ne permet pas de localiser et d'identifier les continuités écologiques à une échelle suffisante. Pour que le rapport de présentation respecte l'exigence réglementaire de présenter un état initial à une échelle adaptée, une cartographie de la TVB à une échelle adaptée (entre le 1/25 000 et le 1/50 000) doit être fournie dans une annexe qui pourra être utilisée par les futurs PLU(i) du SCoT. Au minimum, la carte TVB doit être insérée dans le rapport sur une page entière et ajoutée en annexe au format A3.

D'autre part, en dehors des réservoirs et corridors du SRCE, l'état initial ne traite pas les autres éléments à prendre en compte du SRCE :

- les enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques (cf partie D du diagnostic SRCE), dont 7 enjeux définis comme prioritaires : certains sont mentionnés de manière implicite. L'état initial devrait préciser clairement les enjeux régionaux qui concernent le Perche ornais.

- les secteurs d'intérêts TVB : sur ces secteurs, se concentrent des enjeux, réservoirs et corridors du SRCE. Ils récapitulent les principaux enjeux de continuités écologiques du pays. Ils sont localisés et décrits dans la fiche Pays du Perche ornais.

Le texte ne récapitule pas les secteurs (types de secteurs, noms...). Même s'ils apparaissent sur la carte insérée dans l'état initial, sa lisibilité est insuffisante pour être utilisable et la légende liée à ces secteurs a été tronquée, empêchant de prendre connaissance de cet élément essentiel de l'état initial. Le texte de l'état initial ne mentionne pas ces secteurs d'intérêt.

Ces secteurs à forts enjeux devraient être bien décrits et intégrés dans le SCoT (état initial, puis PADD et DOO) pour ensuite être intégrés à l'échelle locale sur le territoire (projets locaux, PLU...). L'état initial de ce SCoT sera un élément de connaissance important pour les acteurs du territoire. Il faut qu'il reprenne ces éléments importants du SRCE.

- les actions prioritaires du SRCE : l'état initial ne décrit pas les actions prioritaires du SRCE sur le Perche ornais. Elles concernent notamment les ouvrages prioritaires cours d'eau sur la Mêle, l'Huisne et ses affluents, ainsi que la création d'un passage à faune sur la RN12 à hauteur du bois de la Ventrouze.

Au début du chapitre sur la TVB (p.26 - E.2 a), le rapport fournit une liste appelée « Eléments constitutifs de la trame verte et bleue du Perche ornais », sans préciser ce que représente précisément cette liste ni d'où elle vient.

L'état initial devrait présenter les caractéristiques des zones susceptibles d'être impactées par la mise en œuvre du SCoT et les conclusions de son analyse des enjeux de continuités écologiques. Ces conclusions doivent alimenter la carte de synthèse de l'état initial de l'environnement (cf p.67 - chapitre X du rapport) ou une carte de synthèse des enjeux de patrimoine naturel (chapitre III de l'état initial). Notons que, en l'état, la carte de synthèse de l'état initial de l'environnement est inutilisable au vu de sa lisibilité et de sa taille insuffisantes. Une telle carte requiert au moins une page entière, voire un format A3.

L'état initial ne conclut pas sur les enjeux les plus importants pour la TVB du Perche ornais qui pourraient être rédigés à partir des secteurs d'intérêts TVB décrits dans la fiche pays du Perche ornais.

Le rôle du PADD est de présenter une vision et un projet. En lien avec la TVB, il doit entre autres fixer les objectifs de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques (L141-4 CU). Dans le projet de SCoT, le PADD n'a comme objectif lié à la TVB que de sensibiliser les acteurs et habitants, et de préserver des espaces de nature dans les principaux bourgs. Les autres éléments formulés pour la TVB sont trop généraux pour représenter un projet de SCoT.

En l'état, le PADD fourni ne permet pas de comprendre quelles continuités écologiques sont intégrées au projet de territoire, ni quels sont les objectifs associés aux continuités écologiques. Il ne prend donc pas en compte le SRCE et ne permet pas de décliner la TVB sur le SCoT. Pour améliorer le document, le SCoT devrait intégrer au PADD, une carte schématique présentant les grandes lignes de projet, où apparaissent les principales continuités écologiques intégrées dans le projet de territoire et son évolution. La carte de synthèse des enjeux majeurs TVB fournie dans l'état initial offre déjà une base de départ, qui doit être croisée avec le projet de territoire du Scot.

Le DOO doit décliner les objectifs définis dans le PADD en moyens d'actions et en prescriptions. Il doit ~~présenter les objectifs et les prescriptions réglementaires pour mettre en œuvre le projet d'aménagement.~~ Or, le PADD ne présente pas les objectifs associés à la TVB. Le DOO présente, néanmoins, des prescriptions et recommandations intéressantes sur la TVB. En l'absence d'un projet de territoire TVB, celles-ci sont de fait dissociées du projet des élus du SCoT. La carte indicative de TVB présentée n'étant pas lisible, elle ne permet pas d'illustrer ou de territorialiser les prescription et recommandations du DOO.

En conséquence, j'émet un avis réservé sur le projet de SCoT du Perche Ornaïs.

Je vous remercie de bien vouloir me tenir informé de la suite de la procédure d'élaboration.

Le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement

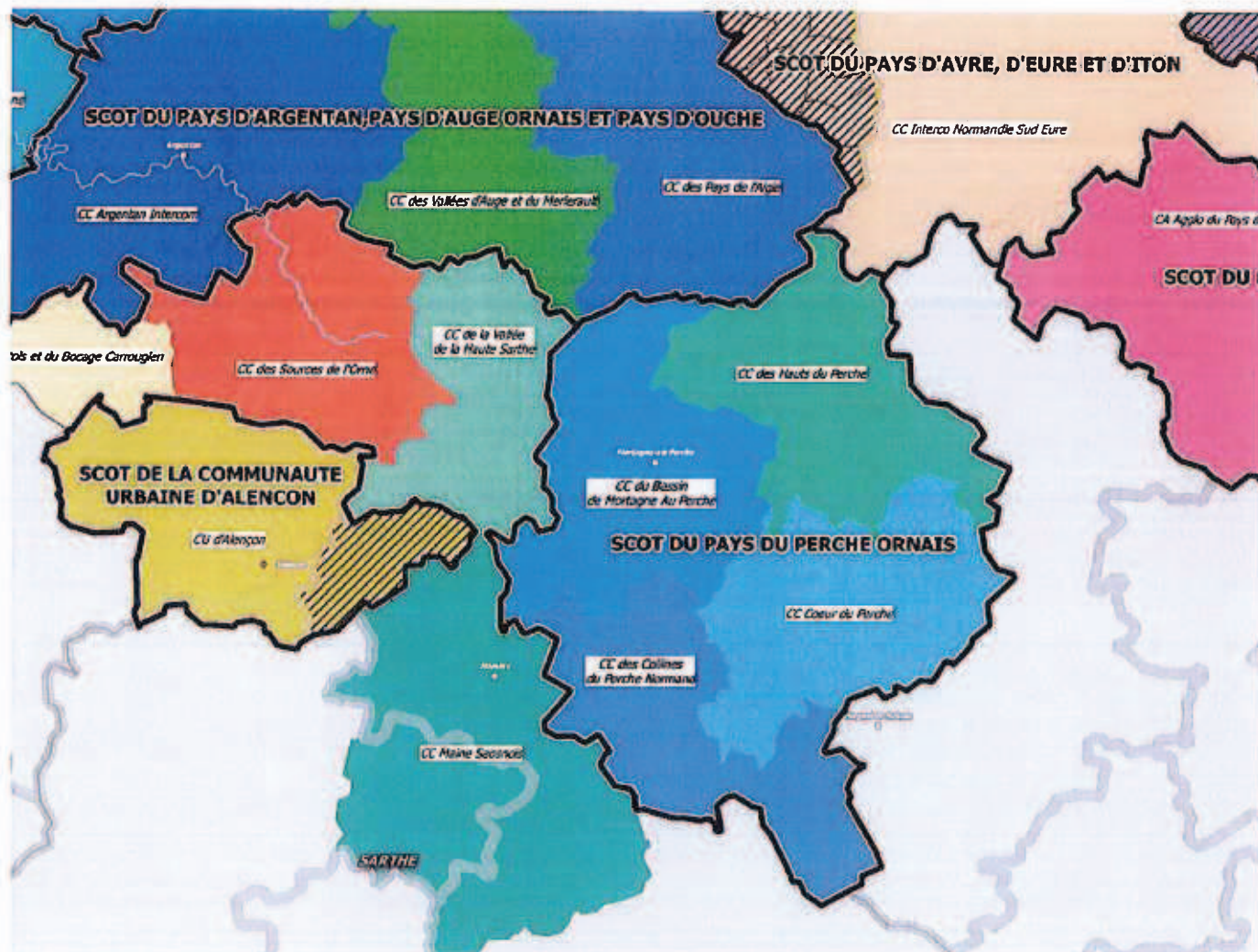
Patrick BERG

Copie à : SRI-BRTA, SRI-BRN, SMI, SRN, SECLAD-PEE, SECLAD-BPS

Annexes Avis DREAL

Avis réputé favorable

(hors délai)



Feuille1

Liste des sites issue de BASOL	
NUMERO BASOL	SP1 SITE
61.0035	SACOFRA
61.0071	SARL Bruno MARTIN
61.0058	HYDRONIC
61.0005	DPM
61.0008	BUHLER FONTAINE CONDITIONNEMENT
61.0073	GRECO Combustibles
61.0018	TANNERIE DU PERCHE
61.0016	SOFEDIT (ex Thyssenkrupp)
61.0072	FOSSE Florian

NOM as NOM COMMUNE
Berd'huis
Courgeon
Mortagne-au-Perche
Perche en Nocé
Rémalard en Perche
Tourouvre au Perche
Tourouvre au Perche
Val-au-Perche
Villiers-sous-Mortagne



PREFET DE L'ORNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Alençon, le 16 mai 2012

Unité territoriale de l'Orne
Cité administrative
Place Bonet CS 40020
61013 ALENCON CEDEX

Nos réf. : FD.2012.131

Affaire suivie par : Frédéric DALANSON

Tél. : 02 33 32 50 93 – Fax : 02 33 32 51 13

Courriel : uto.dreal-bnormandie@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE PREFET DE L'ORNE

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement -

Porter à connaissance des risques technologiques accidentels associés à l'établissement
que la Coopérative agricole de Bellême exploite à St Hilaire.

- Réf. :**
1. Code de l'urbanisme (art. L. 121-2) ;
 2. Circulaire ministérielle DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007, relative au porter à connaissance "risques technologiques" et à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées ;
 3. Arrêté préfectoral du 13 juin 2000 autorisant la Coopérative agricole de BELLEME à exploiter des installations classées sur le territoire de la commune de St Hilaire-le-Chatel ;
 4. Arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 2008, complétant les prescriptions techniques de la coopérative pour son site de St Hilaire-le-Chatel suite à l'étude des dangers ;
 5. Etude des dangers de la Coopérative agricole de Bellême déposée le 8 juillet 2005, puis complétée le 16 avril 2007, pour son site de St Hilaire-le-Chatel.

P.J. : Cartographie des zones d'effets autour de l'établissement

ETABLISSEMENT CONCERNE :

Siège social : Coopérative agricole de Bellême
route de Rémalard
61130 SERIGNY

Lieu d'activité : Coopérative agricole de Bellême
route de Moulins-la-Marche
61400 ST HILAIRE LE CHATEL

1. Préambule

L'article L. 121-2 du Code de l'urbanisme précise que l'État a l'obligation de porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme. L'article R. 121-1 du même code confère un caractère continu au porter à connaissance pendant la période d'élaboration des documents d'urbanisme et, par extension, même en l'absence de procédure d'élaboration ou de révision d'un document d'urbanisme (SCOT ou PLU), afin que le maire ou le président du groupement de communes compétent puisse prendre en compte les risques technologiques dans les décisions d'urbanisme.

C'est donc dans ce cadre élargi que le présent rapport se propose de fournir à Monsieur le préfet les éléments relatifs aux risques technologiques concernant la Coopérative agricole de Bellême à porter à la connaissance des élus concernés.

De plus, il est important de souligner que compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elle engendre, il conviendra de préciser aux élus que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis et qu'ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

Enfin, tous les risques technologiques doivent être portés à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents. L'inspection des installations classées fournit au préfet les informations sur les aléas technologiques générés par les installations classées sous une forme claire et synthétique, dès lors que des zones d'effet débordent des limites de l'établissement.

Ces éléments doivent décrire pour les différents types d'effets (toxiques, thermiques, surpressions, ...) tous les phénomènes dangereux susceptibles de se produire, en précisant notamment leur probabilité d'occurrence et l'intensité de leurs effets, déterminées en application de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

2. Présentation de l'établissement concerné

2.1 Activités et données générales de fonctionnement

La Coopérative de Bellême exploite, sur la commune de St Hilaire le Châtel, un établissement spécialisé dans le stockage et la transformation de grains et de céréales (voir plan en annexe 1).

Le site comprend :

- 1 bâtiment de stockage composé de 7 cellules d'une capacité totale de 3 700 m³,
- 6 cellules extérieures verticales d'une capacité totale de 28 940 m³,
- un stockage de carbonate de chaux en boisseaux,
- un dépôt d'engrais solides (800 tonnes au maximum dont 495 tonnes de catégorie II et 300 tonnes de catégorie III),
- trois réservoirs de stockage d'engrais liquide (180 m³ au total).

Le site comprend également un local technique.

L'effectif de l'établissement est de 2 salariés.

Les stockages s'organisent de la manière suivante :

Bâtiment de stockage :

Il est composé de 7 cellules ouvertes métalliques de 100 à 500 tonnes à fond conique, et d'un boisseau de 30 tonnes. La manutention est constituée de 2 élévateurs (d'une capacité unitaire de 50 t/h), de vis d'alimentation et d'un transporteur à bande sur cellules. Il est dépourvu de galeries sur cellules ou d'espaces sous cellules. L'installation est équipée d'un dispositif nettoyeur doté d'une aspiration poussière.

Cellules extérieures :

L'ensemble est de type métallique constitué de 6 cellules cylindriques fermées et d'un boisseau d'une capacité de 100 tonnes. La manutention est assurée par trois élévateurs (un de 200 t/h et deux de 150 t/h). La construction de ces cellules s'est opérée en plusieurs tranches dont chacune est dotée d'une fosse de réception et d'un boisseau d'expédition.

2.2 Situation administrative de l'établissement

D'un point de vue administratif, le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 13 juin 2000, modifié par l'arrêté du 6 octobre 2008 qui autorise les activités suivantes :

Installations et activités concernées	Caractéristiques	N° de la rubrique (nomenclature)	Régime de classement ¹
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	Volume total stockage : 32 640 m ³ 6 cellules verticales ext : 28 940 m ³ 7 cellules verticales int : 3 700 m ³	2160.a	A
Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est : 2. Supérieure à 100 m ³ mais inférieure à 500 m ³	3 réservoirs : capacité totale de 180 m ³	2175.2	D

¹ : A autorisation, D déclaration

Les rubriques de la nomenclature des installations qu'exploite la coopérative agricole de Bellême, sur le site de St Hilaire Le Chatel, sont répertoriées ainsi :

- 2160-a : silos et installations de stockage de céréales (A : autorisation) ;
- 2175.2 : dépôt d'engrais liquide en réservoir (D).

Dans le cadre de la révision de l'étude de dangers des installations du site de St Hilaire le Chatel, et conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables, l'exploitant a transmis à l'Administration une nouvelle étude de dangers de son établissement le 8 juillet 2005. Suite à une demande de l'inspection des installations classées, cette étude a été complétée puis transmise le 16 avril 2007.

Ce document a modifié la connaissance des risques liés à l'exploitation de ces mêmes installations. C'est dans ce contexte que l'inspection des installations classées est amenée à

Les distances d'effets sont reprises dans le tableau suivant pour les cellules du silo.

Effets d'ensevelissement

Installations	Volume de stockage (t)	Distances d'effets en mètres (arrondies au mètre supérieur)
Ruine des 5 cellules (7 à 11)	500	11
Ruine des 2 cellules (12 et 13)	100	9
Ruine des cellules (1, 2 et 5)	5000	22
Ruine des cellules (3, 4 et 6)	2500	22

Ainsi, l'étude de dangers réalisée permet de répertorier des zones d'effets indirects (bris de vitres ou déversement de grains) en dehors des limites du site, sur le champ limitrophe contigu à la coopérative agricole

4. Préconisations minimales en matière d'urbanisme

Les risques technologiques décrits au chapitre précédent doivent être portés à la connaissance des communes concernées (c'est à dire celles sises dans le périmètre d'exposition aux risques) ou de leurs groupements compétents. Les règles d'urbanisme qui seront définies en conséquence dans les zones d'effets décrites au chapitre précédent devront rester cohérentes avec les préconisations minimales faites par le ministère chargé de l'Écologie dans la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 [2]. Ces recommandations, graduées en fonction du niveau d'intensité des effets sur le territoire et pour une classe de probabilité du phénomène dangereux allant de A à D, sont reprises dans le tableau ci-après.

Intensité des effets	Probabilité du phénomène dangereux
	A, B, C ou D
Territoires exposés à des effets létaux significatifs	Toute nouvelle construction est interdite, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques
Territoires exposés à des effets létaux	Toute nouvelle construction est interdite, à l'exception d'installations industrielles en lien direct avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructures de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle.
Territoires exposés à des effets irréversibles	L'aménagement ou l'extension de constructions existantes est possible. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destination doivent être réglementés dans le même cadre
Territoires exposés à des effets indirects	L'autorisation de nouvelles constructions est la règle. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

Il convient de porter ces informations à la connaissance des communes concernées et de leurs groupements compétents accompagnées des documents cartographiques correspondants, joints en annexe de ce rapport.

Pour ce faire, ce rapport mérite d'être communiqué à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Orne, afin que celui-ci établisse, sur la base des risques décrits, le porter à connaissance des préconisations y afférentes en matière d'urbanisme, à destination des élus concernés.

À défaut d'intégration des préconisations du tableau ci-dessus dans les documents d'urbanisme, il importe de souligner que les éléments précités constituent une grille d'application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme ou la base d'un Projet d'Intérêt Général (PIG).

5. Conclusions et propositions de l'Inspection des Installations Classées

Compte tenu de ce qui précède et en application des articles L. 121-2 et R. 121-1 du Code de l'urbanisme, l'inspection des installations classées propose que Monsieur le préfet, avec le concours de la Direction Départementale des Territoires de l'Orne (DDT) de l'Orne, porte ces éléments à la connaissance de Monsieur le Maire de la commune de St Hilaire Le Chatel.

A défaut d'intégration des préconisations du tableau ci-dessus dans les documents d'urbanisme, il importera de rappeler à la collectivité concernée que les éléments précités constituent une grille d'application de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme.

Enfin, compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effets qu'elle engendre, il conviendra également de rappeler au Conseil municipal ou à la Communauté de communes concernée que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis. Ainsi, il importe d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

L'inspecteur des installations classées


Frédéric DALANSON

Vu et transmis
à Monsieur le Préfet de l'Orne,
pour suite à donner.

Le Chef du Service des Risques Technologiques et
Naturels


Jean DELMOND

Silo de Saint-Hilaire-le-Chatel

Phénomène d'ensevelissement

Légende

— Limite de la zone des effets

Fond cartographique BDOrtho® 2009





PREFET DE L'ORNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Alençon, le 18 octobre 2013

Unité territoriale de l'Orne

Cité administrative
Place Bonet CS 40020
61013 ALENCON CEDEX

Réf. : FD.2013.

Affaire suivie par : Frédéric DALANSON

frederic.dalanson@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 02 33 32 50 93 – Fax : 02 33 32 51 13

Courriel : uto.dreal-bnormandie@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE PREFET DE L'ORNE**

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement -

Porter à connaissance des risques technologiques accidentels associés à l'établissement
que la société coopérative agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) exploite à Bretoncelles.

Réf. :

1. Code de l'urbanisme (art. L.121-2) ;
2. Circulaire ministérielle DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007, relative au porter à connaissance "risques technologiques" et à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées ;
3. Arrêté préfectoral du 21 juillet 1988 autorisant la SCAEL à exploiter des installations classées sur le territoire de la commune de Bretoncelles ;
4. Étude de dangers actualisée des installations de stockage de céréales dans un silo vertical déposée le 20 décembre 2004, puis complétée les 28 juin 2006, 30 avril 2013 et 24 juillet 2013 par l'exploitant. SCAEL

P.J. :

Cartographie des zones d'effets autour de l'établissement

ETABLISSEMENT CONCERNE :

Raison sociale	: Société Coopérative Agricole SCAEL
Siège social	: 15 place des Halles BP 199 à Chartres (28004)
Adresse de l'établissement	: route départementale n° 38 à Bretoncelles (61110)
N° SIRET	: 775 575 012 00015
Code NAF	: 512 A
Activité principale	: Stockage de céréales

1. Préambule

L'article L.121-2 du Code de l'urbanisme précise que l'État a l'obligation de porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme. L'article R.121-1 du même code confère un caractère continu au porter à connaissance pendant la période d'élaboration des documents d'urbanisme et, par extension, même en l'absence de procédure d'élaboration ou de révision d'un document d'urbanisme (SCOT ou PLU), afin que le maire ou le président du groupement de communes compétent puisse prendre en compte les risques technologiques dans les décisions d'urbanisme.

C'est donc dans ce cadre élargi que le présent rapport se propose de fournir à Monsieur le préfet les éléments relatifs aux risques technologiques concernant l'établissement SCAEL à porter à la connaissance des élus concernés.

De plus, il est important de souligner que compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elle engendre, il conviendra de préciser aux élus que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis et qu'ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

Enfin, tous les risques technologiques doivent être portés à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents. L'inspection des installations classées fournit au préfet les informations sur les aléas technologiques générés par les installations classées sous une forme claire et synthétique, dès lors que des zones d'effet débordent des limites de l'établissement.

Ces éléments doivent décrire pour les différents types d'effets (toxiques, thermiques, surpressions, ...) tous les phénomènes dangereux susceptibles de se produire, en précisant notamment leur probabilité d'occurrence et l'intensité de leurs effets, déterminées en application de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

2. Présentation de l'établissement concerné

2.1 PRÉSENTATION DES INSTALLATIONS

Pour rappel, le site de Bretoncelles est implanté dans une zone rurale, à l'écart des habitations, en sortie et à l'Est du bourg de Bretoncelles, et le long de la voie ferrée SNCF Chartres-Nogent-le-Rotrou. Les installations sont situées dans une zone "UZ" du Plan d'Occupation des Sols de la commune qui autorise les installations classées. Le site bénéficie d'une desserte routière par la route départementale n° 38.

L'environnement proche des installations présente des enjeux faibles vis-à-vis des effets pour l'homme d'éventuels accidents. Il ne comprend en effet :

- aucune habitation ou construction occupée par des tiers, la première étant située à 110 mètres des installations de stockage des céréales ;
- aucune voie de communication routière de plus de 2000 véhicules par jour, la voie la plus proche étant la RD 38 passant à 96 mètres des installations de stockage des céréales et dont le débit est de 716 véhicules par jour ;
- aucune voie ferrée sur laquelle circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, la voie ferrée la plus proche appartenant à la ligne Paris - Brest passant à 42 mètres des installations de stockage des céréales et sur laquelle ne circulent pas plus de 25 trains de voyageurs par jour ;

Les installations ne sont donc pas inscrites sur la liste des "Silos à Enjeux Très Importants (SETI)", tenue par le Ministère de l'écologie et du développement durable et diffusée par circulaire DPPR/SEI2/CM-07-0021 du 23 février 2007.

2.2

SITUATION ADMINISTRATIVE DES INSTALLATIONS

Les principales activités en relation avec le stockage de grains exercées par la Société Coopérative Agricole SCAEL sur le site de Bretoncelles sont les suivantes :

- stockage de grains ;
- nettoyage et manutention de grains ;
- séchage de grains ;
- dépôt de gaz inflammable liquéfié sous pression pour l'alimentation des séchoirs.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Les installations de stockage de grains et leurs installations connexes sont classées comme suit dans la nomenclature, qui a été notamment révisée par voie de décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 :

Libellé de l'installation	Volume Autorisé (défini dans l'étude de dangers)	Rubrique	Classement (*)
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³.	26 666 m³ (AP 31/07/2006) 23 625 m³ (étude dangers)	2160-2.a	A
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant strictement comprise entre 6 t et 50 t.	1 réservoir aérien de 70 m³ soit 35 t de propane	1412-2.b	D
Installation de combustion au propane de puissance thermique strictement comprise entre 2 MW et 20 MW.	1 séchoir d'une puissance totale de 9,488 MW	2910-A2	D
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1 : b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	293 kW	2260-2.b	D

(*) A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non classé

Les caractéristiques du silo de stockage de grains, objet de ce rapport, sont les suivantes :

Repère	Dénomination	Type (vertical ou à plat)	Structure (béton ou métal)	Cellules (nombre et volumes en m³)	Hauteur cellules (en m)	Capacité totale silo (en m³)	Séchoirs	Hauteur tour (en m)
SILO	Silo de stockage de céréales	Vertical	Métal	8 cellules soit 2632 m³ 2620 m³ (EDD) 2 cellules soit 1053 m³ 6 boisseaux soit 463 m³	15	23 625	1	36,8

Ce silo est constitué par un bâtiment industriel en bardages métalliques construit en 1987, divisé en 10 cellules ouvertes à fond pyramidal séparées par des cloisons métalliques. La toiture des cellules est constituée de plaques de fibrociment. La tour de manutention, constituée de 6 étages aériens, s'élève à 27,5 mètres. Elle communique avec la galerie constituant l'espace sous-cellules (niveau -1).

3. Présentation des phénomènes dangereux potentiels

3.1 TERMINOLOGIE

Afin de faciliter l'appropriation de la présentation des phénomènes dangereux, il y a lieu d'explicitier quelques éléments de langage concernant la probabilité des dits phénomènes ainsi que l'intensité et la gravité de leurs effets.

Tout d'abord, il est à noter que cinq classes de probabilité, synthétisées dans le tableau ci-dessous, sont définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susmentionné avec trois approches possibles, qualitative, semi-quantitative, quantitative :

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative ¹ (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) ²	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années d'installations.</i>	« événement très improbable » : <i>s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.</i>	« événement courant » : <i>s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation, malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 du présent arrêté				
Quantitative (par unité et par an)	10 ⁻⁴	10 ⁻⁴	10 ⁻³	10 ⁻²	

(1) Ces définitions sont conventionnelles et servent d'ordre de grandeur de la probabilité moyenne d'occurrence observable sur un grand nombre d'installations x années. Elles sont inappropriées pour qualifier des événements très rares dans des installations peu nombreuses ou faisant l'objet de modifications techniques ou organisationnelles. En outre, elles ne préjugent pas l'attribution d'une classe de probabilité pour un événement dans une installation particulière, qui découle de l'analyse de risque et peut être différent de l'ordre de grandeur moyen, pour tenir compte du contexte particulier ou de l'historique des installations ou de leur mode de gestion.

(2) Un retour d'expérience mesuré en nombre d'années x installations est dit suffisant s'il est statistiquement représentatif de la fréquence du phénomène (et pas seulement des événements ayant réellement conduit à des dommages) étudié dans le contexte de l'installation considérée, à condition que cette dernière soit semblable aux installations composant l'échantillon sur lequel ont été observées les données de retour d'expérience. Si le retour d'expérience est limité, les détails figurant en italique ne sont en général pas représentatifs de la probabilité réelle. L'évaluation de la probabilité doit être effectuée par d'autres moyens (études, expertises, essais) que le seul examen du retour d'expérience.

Ce même arrêté définit aussi l'intensité des effets des phénomènes dangereux par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures. Il précise également la gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques. Elles résultent de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des

effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets. Il est tenu compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident à l'extérieur des installations figure en annexe de cet arrêté.

3.2 Phénomènes dangereux potentiels

Ce qui suit résulte de l'examen, par l'inspection des installations classées, de l'étude des dangers complétée et déposée en juin 2013 par la SCAEL.

Ce document a montré que les installations de l'établissement SCAEL de Bretoncelles peuvent être à l'origine de phénomènes accidentels dont les effets létaux ou irréversibles sortent du site. Ces phénomènes présentent les caractéristiques ci-dessous, pour les scénarii majorants :

Effets de surpression

Scénario	Phénomène	Classe de probabilité	Projection (mètres)	Distances d'effets (arrondies à la dizaine de mètres supérieure)			
				Effets létaux significatifs (200 mbar)	Effets létaux (140 mbar)	Effets irréversibles (50 mbar)	Effets indirects par bris de vitres (20 mbar)
ES1	Explosion secondaire au sous-sol -2 de la tour de manutention	D Très improbable	-	30	40	90	180
ES2 (S4)	Propagation du scénario S3 à l'espace Tour + galerie	D Très improbable	30	20	40	70	140
ES3 (S5)	Propagation du scénario S1 (Tour seulement) à l'espace cellules + sur-cellules	D Très improbable	50	30	60	130	250

Remarque : la distance jusqu'à laquelle se produisent des effets indirects par bris de vitre (20 mbar) peut être prise forfaitairement comme le double de la distance des effets irréversibles sur l'homme (50 mbar).

Les limites des zones d'effets décrites ci-dessus sont présentées **sur** les documents cartographiques en annexe 1.

4. Préconisations minimales en matière d'urbanisme

Tous les risques technologiques décrits au chapitre précédent doivent être portés à la connaissance des communes concernées (c'est-à-dire celles sises dans le périmètre d'exposition aux risques) ou de leurs groupements compétents. Les règles d'urbanisme qui seront définies en conséquence dans les zones d'effets décrites au chapitre précédent devront rester cohérentes avec les préconisations minimales faites par le ministère chargé de l'Écologie dans la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 [2]. Ces recommandations, graduées en fonction du niveau d'intensité des effets sur le territoire et pour une classe de probabilité du phénomène dangereux allant de A à D, sont reprises dans le tableau ci-après.

Intensité des effets	Probabilité du phénomène dangereux
	A, B, C ou D
Territoires exposés à des effets létaux significatifs	Toute nouvelle construction est interdite, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques
Territoires exposés à des effets létaux	Toute nouvelle construction est interdite, à l'exception d'installations industrielles en lien direct avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructures de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle.
Territoires exposés à des effets irréversibles	L'aménagement ou l'extension de constructions existantes est possible. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destination doivent être réglementés dans le même cadre
Territoires exposés à des effets indirects	L'autorisation de nouvelles constructions est la règle. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

Il y a lieu de porter ces informations à la connaissance des communes concernées et de leurs groupements compétents accompagnées des documents cartographiques correspondants, joints en annexe de ce rapport.

Pour ce faire, il y a lieu de communiquer ce rapport à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Orne, afin qu'il établisse, sur la base des risques décrits, le porter à connaissance des préconisations y afférentes en matière d'urbanisme, à destination des élus concernés.

À défaut d'intégration des préconisations du tableau ci-dessus dans les documents d'urbanisme, il y a lieu de souligner que les éléments précités constituent une grille d'application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme ou la base d'un Projet d'Intérêt Général (PIG).

5. Conclusions et propositions de l'Inspection des Installations Classées

Compte tenu de ce qui précède et en application des articles L.121-2 et R.121-1 du Code de l'urbanisme, l'inspection des installations classées propose que Monsieur le préfet, avec le concours de la DDT de l'Orne, porte ces éléments à la connaissance de Monsieur le Maire de la commune de Bretoncelles.

A défaut d'intégration des préconisations du tableau ci-dessus dans les documents d'urbanisme, il y aura lieu de rappeler aux élus concernés que les éléments précités constituent une grille d'application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme ou la base d'un Projet d'Intérêt Général (PIG).

Enfin, compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elle engendre, il conviendra également de rappeler aux élus que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis. Ainsi, il importe d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

L'inspecteur de l'environnement

Frédéric DALANSON

Vu et transmis
à Monsieur le Préfet de l'Orne,
pour suite à donner.

Le Chef du Service des Risques Technologiques et
Naturels

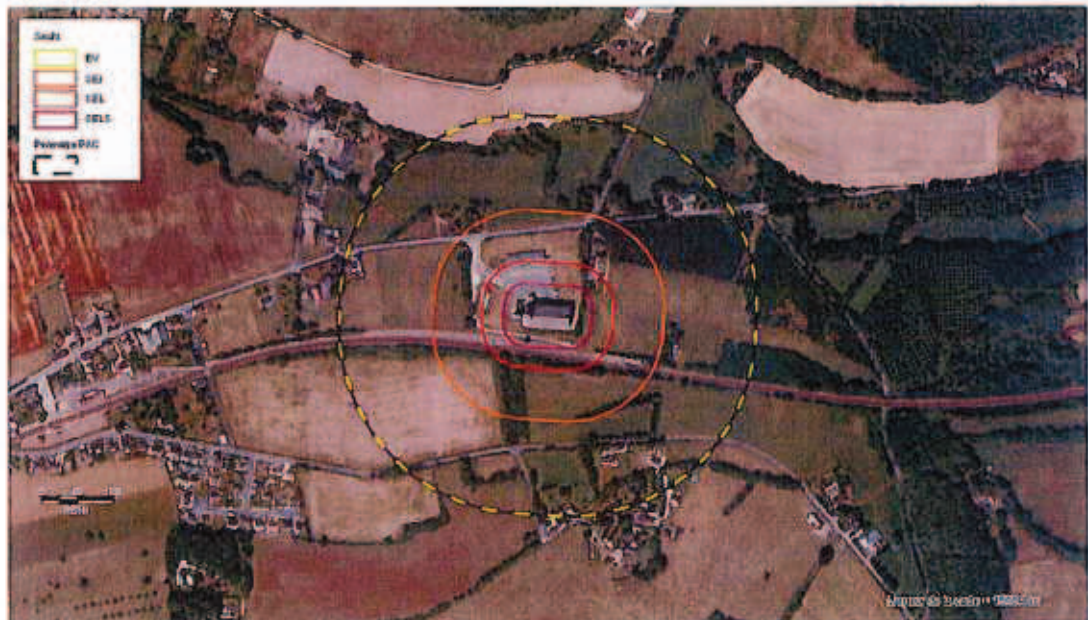
Jean DELMOND

ANNEXE 1

Modélisations des distances d'effets des phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des conséquences au-delà des limites de propriété du site



PAC de la société SCAEL à Brétoucelles
Enveloppes des intensités des phénomènes dangereux de classe de probabilité A, B, C ou D



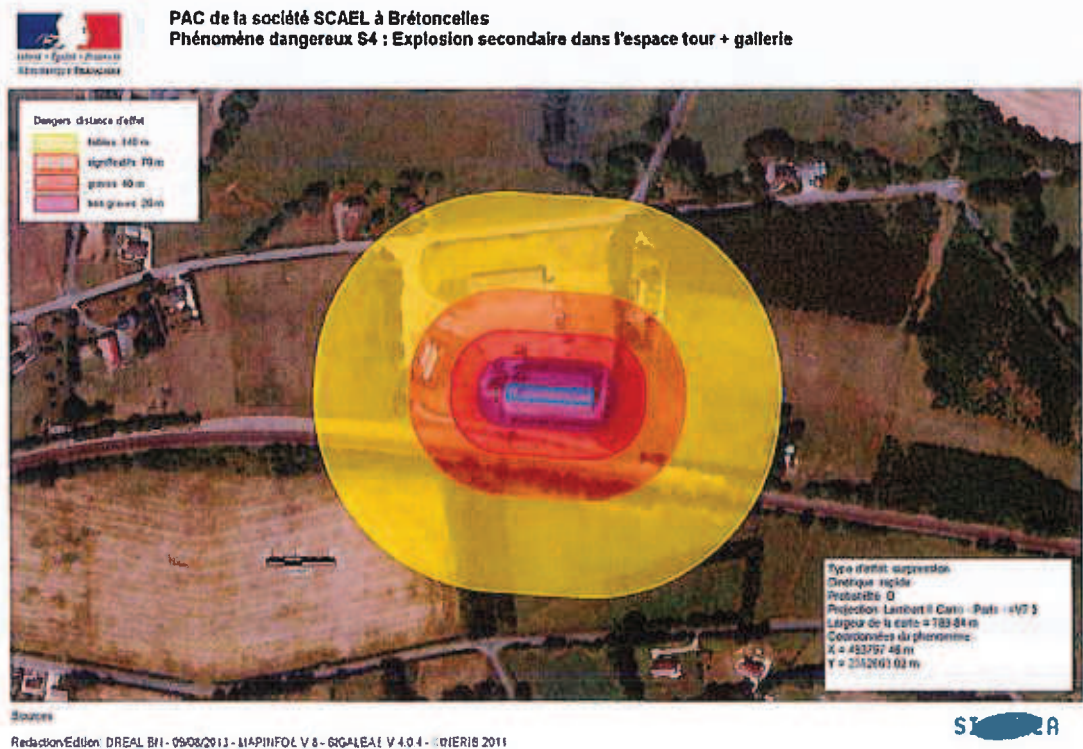
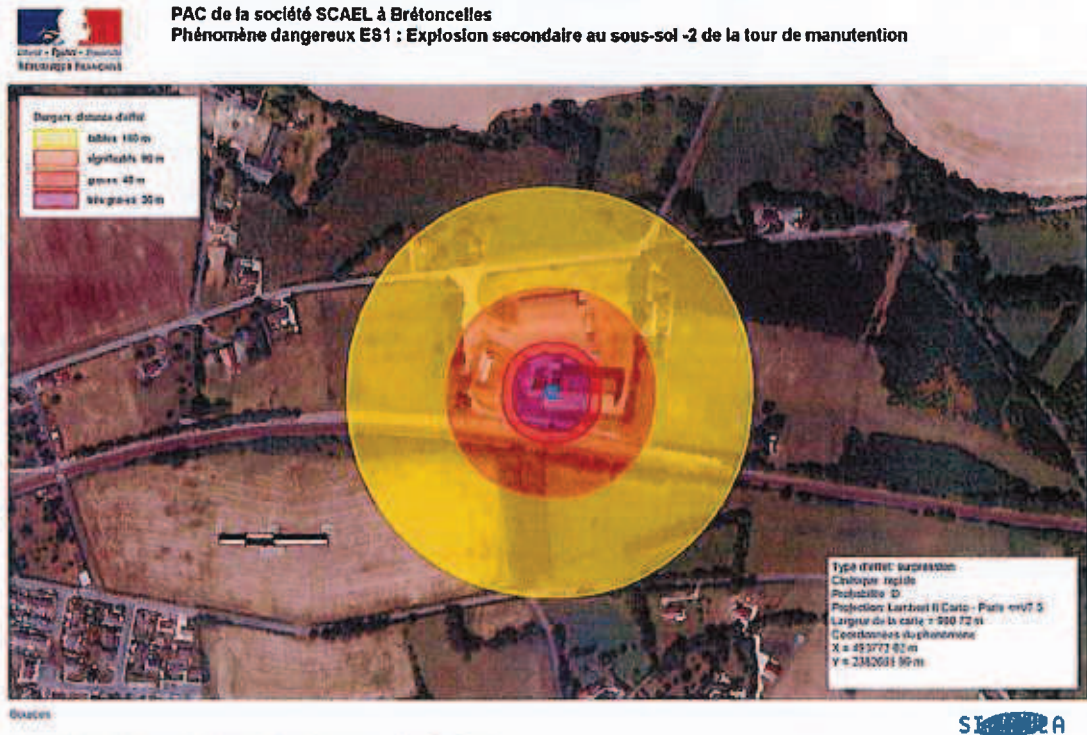
Source :

Rédaction/Édition: DREAL BN - 0000/2013 - L14P111FO - V 8 - BRQ-LEA1 V 4 0 4 - PAC V 1 0 - INERIS 2011

SCAEL

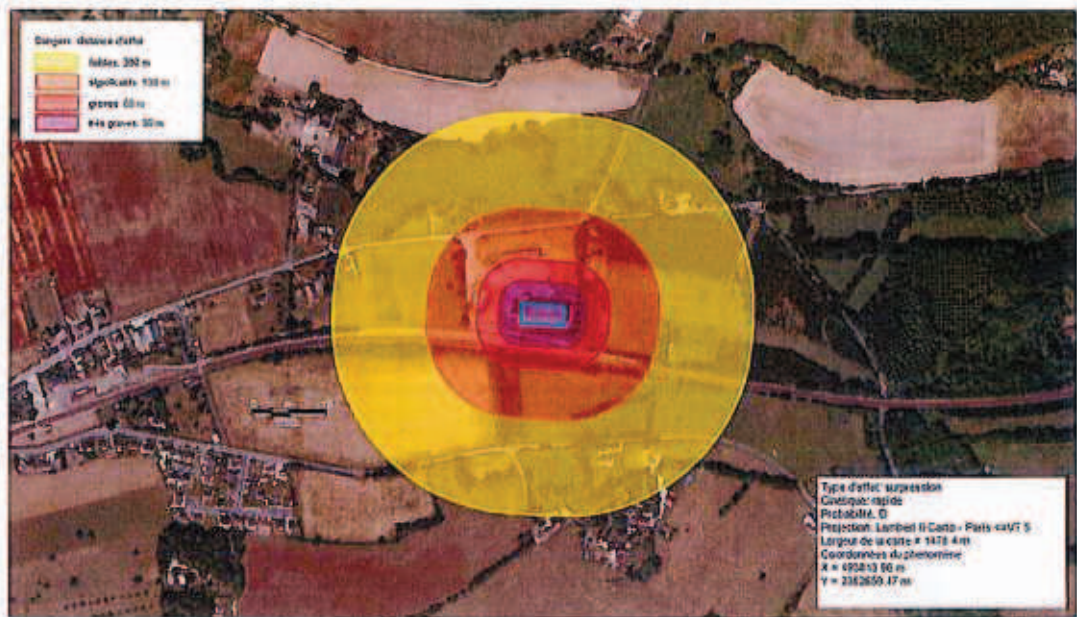
ANNEXE 2

Modélisations des distances d'effets de chaque scénario





PAC de la société SCAEL à Brétoncelles
Phénomène dangereux S6 : Explosion secondaire en cellules et dans l'espace sur cellules



Source:
 Rédaction/Édition: DREAL BN - 09/06/2013 - MAPINFO/VB - SIGALEA V4.0.4 - CERIS 2011



Date de la convocation : 15/03/2018

Date d'affichage : 15/03/2018

Objet de la délibération : **AVIS DU PROJET DE SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) DU PAYS DU PERCHE ORNAIS ARRÊTÉ LE 22/12/2017**

Délibérations de la commune de Vaunoise
séance du 22 Mars 2018

L'an deux mil dix-huit et le vingt-deux mars à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, Mairie, sous la présidence de Mme Séverine FONTAINE, Maire.

Présent(s) : Mme FONTAINE Séverine, Maire, MM : de CAFFARELLI Guillaume, BOURGOGNE Eric, CROCHARD Joël, de CAFFARELLI Edouard, METRAL Rolland, NEVEU Franck, REGOUIN Frédéric et ROCHOIS Maurice

Absent(s) : Mme CORYN Marie-Jeanne

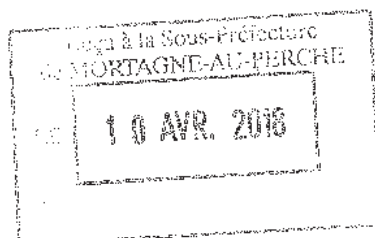
Le Conseil Municipal a élu M. Franck NEVEU, secrétaire de séance

Madame le Maire informe les membres du conseil municipal que le projet du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays du Perche Ornaïs a été arrêté le 22/12/2017.

Ce projet est soumis pour avis auprès des différentes instances et structures. Suite à cette première phase de consultation, il sera ensuite soumis à enquête publique.

Après en avoir pris connaissance sur le site internet du Pays, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un AVIS FAVORABLE à ce projet.

Le Maire,
Séverine FONTAINE



A handwritten signature in black ink, appearing to read "Fontaine".

Nombres de membres afférents au Conseil municipal : 10

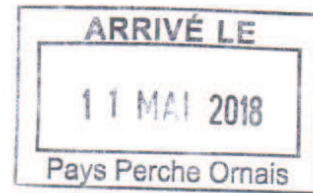
Nombres de membres présents : 9

Nombres de membres qui ont pris part à la délibération : 9



**Chambre de Métiers
et de l'Artisanat**

Calvados - Orne



Pays du Perche Ornaïs
8 rue du tribunal
61400 MORTAGNE-AU-PERCHE

Caen, le **- 3 MAI 2018**

JMB/BR/AP
CMAI-SG / 81 / 2018

Dossier suivi par B. Hassani-Riquet
02.31.95.92.88
bhassani-riquet@cmai-calvados-orne.fr

Objet : Arrêt du projet de SCOT du Pays du Perche Ornaïs

Monsieur le Président,

Vous nous avez fait parvenir les éléments relatifs à votre projet arrêté de Schéma de Cohérence Territoriale et nous vous en remercions.

Après examen des documents réglementaires, nous vous informons que nous avons le plaisir d'émettre un avis favorable à vos projets.

Par ailleurs, nous avons pu observer votre intérêt pour l'artisanat et son développement. En effet, au 31 mars 2018, votre territoire comptait 1 110 entreprises artisanales. Nous vous rappelons que la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Interdépartementale Calvados-Orne accompagne les collectivités dans le cadre du développement de l'artisanat sur leur territoire.

Vous trouverez donc joint à ce courrier la plaquette de présentation de nos prestations. N'hésitez pas à contacter les services de la Chambre pour tout complément d'information.

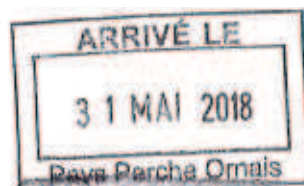
Restant à votre entière disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Jean-Marie BERNARD
Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat
Interdépartementale Calvados Orne



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Chambre de Métiers et de l'Artisanat Interdépartementale Calvados-Orne
2, rue Claude Bloch - CS 25059 - 14077 CAEN CEDEX 5 - Tél. 02.31.53.25.00 - Fax. 02.31.53.25.01
Courriel : contact14@cmai-calvados-orne.fr - Internet : www.cmai-calvados-orne.fr

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE REVEILLON****Séance du 19 février 2018**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	10

L'An deux mil dix-huit et le dix-neuf fevrier à dix-huit heures trente, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude MAUNY, Maire.

Présents : DOMELA Sylvie, BOULMER Margaret, Adjoints,
LESUEUR Jean-Paul, PIAU Laëtitia, MARY Guy, HOBBE Jean-Pierre, ,
BEQUET Christophe, TROCHON Thierry, EVRARD Claudie.

Absent : CRESTE Daniel, Adjoint, excusé

Monsieur Christophe BEQUET a été élu Secrétaire.

Date de la convocation
13/02/2018

Date d'affichage
13/02/2018

2018-02-19-01

Objet : Avis sur le projet de SCOT du Pays du Perche ornaïs

Monsieur le Maire informe le Conseil que le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) Du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays du Perche ornaïs a été arrêté le 22 décembre 2017.

Vu la délibération du PETR du Pays du Perche ornaïs en date du 22 décembre 2017, arrêtant le projet de SCOT,

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Donne un avis favorable au projet de SCOT, tel que présenté.

Charge Monsieur le Maire de transmettre la délibération au représentant de l'Etat dans le département, ainsi qu'à Monsieur le Président du PETR du Pays du Perche ornaïs

Fait et délibéré, les jours et an ci-dessus

Pour extrait conforme

Le Maire,



Jean-Claude MAUNY.

